

MESSAGE N° 145
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur les eaux
(LCEaux)

7 juillet 2009

INTRODUCTION

Les dispositions légales cantonales actuelles en matière de protection des eaux et d'aménagement de cours d'eau sont anciennes et quelque peu obsolètes. Le projet de loi sur les eaux qui vous est proposé vise à doter notre canton d'une législation compatible avec les lois fédérales, d'instruments spécifiques de gestion des eaux et de moyens financiers pour assumer cette gestion. Une de ses principales caractéristiques est de regrouper dans une seule loi les dispositions d'exécution de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux) et de la loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (LACE). L'option d'intégrer l'eau potable dans la loi sur les eaux, souhaitée par certains députés lors de l'examen de la loi sur la sécurité alimentaire, a été longuement analysée. Finalement, après examen, il a été décidé de maintenir la situation actuelle, mais avec une meilleure distinction des tâches et des domaines d'application. Le contrôle de la qualité de l'eau potable et le système en place pour sa distribution feront l'objet d'une nouvelle loi qui remplacera la loi sur l'eau potable de 1979. Par contre, le présent projet intègre la protection des ressources en eau qui comprennent les eaux souterraines dont provient la plus grande partie de l'eau potable ainsi que les eaux superficielles servant à l'alimentation de quelques réseaux de distribution. De plus, comme le demande déjà la LEaux, le projet attache une importance accrue à la préservation à long terme des ressources en eau et comprend des dispositions qui permettent la protection et l'utilisation rationnelle des ressources, dans le sens du développement durable.

La LEaux impose aux cantons de mener une politique de protection qualitative et quantitative des eaux. Elle demande notamment une meilleure maîtrise et une meilleure gestion des eaux usées, une évacuation plus rationnelle des eaux non polluées ainsi qu'une protection plus efficace des eaux souterraines et superficielles. Elle consacre par ailleurs le principe de causalité en son article 3a qui stipule que: «Celui qui est à l'origine d'une mesure prescrite par la présente loi en supporte les frais».

Le projet de loi sur les eaux concrétise ces principes au niveau cantonal et favorise une prise en compte régionale des activités de protection des eaux en introduisant la notion de bassin versant.

Quant à la LACE, son objet essentiel est d'assurer la protection des biens et des personnes contre les crues en respectant les cours d'eau comme élément essentiel du paysage. Elle réserve aux cours d'eau un espace minimal nécessaire qui garantit à la fois l'écoulement des crues et la préservation des fonctions écologiques. Les crues récentes (1987, 1993, 1999, 2000, 2005, 2007) ont conduit au principe selon lequel il faut retenir les crues là où c'est possible et maintenir des espaces libres lorsque c'est nécessaire pour leur évacuation.

Le projet de loi concrétise ces dispositions au niveau cantonal. Il entérine par ailleurs le statut de maître d'ouvrage des communes pour l'exécution des mesures d'entretien, d'aménagement et de revitalisation des cours d'eau, alors

que ce rôle était dévolu auparavant aux propriétaires riverains.

Le présent message s'articule comme suit:

- 1. Les eaux dans le canton de Fribourg**
- 2. La politique fédérale en matière d'eau**
- 3. Présentation générale du projet de loi sur les eaux**
- 4. Résultats de la consultation de l'avant-projet de loi sur les eaux**
- 5. Incidences du projet de loi sur les eaux**
- 6. Commentaire des articles**

1. LES EAUX DANS LE CANTON DE FRIBOURG

La législation cantonale en vigueur s'appuie sur l'ancienne loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution. Elle a notamment favorisé la construction des stations d'épuration régionales et communales (29 STEP dans le canton à ce jour) ainsi que la construction des réseaux de collecteurs d'eaux usées. Actuellement 92% de la population fribourgeoise est raccordée à une installation centrale de traitement des eaux usées. Les travaux ont coûté quelque 1,7 milliard de francs, dont environ un tiers a été financé par des subventions fédérales et cantonales.

Si une amélioration de la qualité de nos eaux a pu être mise en évidence, il faut malheureusement admettre que ces travaux n'ont pas suffi à atteindre tous les objectifs fixés par la législation fédérale. Ce constat est d'ailleurs général sur l'ensemble du pays, où l'on observe notamment une diminution inquiétante de certaines espèces de poissons. Dans le canton de Fribourg, sur les 42 espèces de poissons et écrevisses recensées, 2 espèces ont déjà disparu et 20 autres sont menacées. Le nase a notamment disparu de la Broye et de la Sarine.

Même si l'on enregistre une légère amélioration, la qualité des rivières n'est souvent pas satisfaisante. Des études menées sur plus de 600 km de cours d'eau au début des années 80 et 90 ont révélé un état sanitaire mauvais, voire critique, sur près de la moitié des tronçons examinés sous l'angle physico-chimique et biologique. Des campagnes en cours depuis 2004 confirment ce bilan provisoire mitigé malgré certains progrès. Des analyses de la teneur en pesticides ont également été effectuées depuis 2006 dans douze des cours d'eau principaux du canton. Dans chaque cas, la présence de pesticides a été détectée et dans sept rivières, les valeurs dépassaient largement les exigences fixées par la législation fédérale.

Pour les lacs en revanche, l'amélioration de la qualité de l'eau est plus manifeste. La teneur en phosphore dans ces eaux a en effet considérablement diminué ces dernières années. L'interdiction des phosphates dans les lessives ainsi que l'optimisation des performances d'épuration ont joué à cet égard un rôle prépondérant. Néanmoins, il reste là aussi du chemin à parcourir pour atteindre les objectifs de qualité préconisés par la législation. C'est le cas en particulier pour le lac de Morat, dans lequel la teneur en oxygène en profondeur est régulièrement inférieure à la norme requise de 4 mg/l, limite en dessous de laquelle l'existence des poissons et d'autres organismes vivants peut être mise en péril.

La contamination par les polychlorobiphényles (PCB) observée pour certains poissons de la Sarine, de la Glâne

et du Lac de Schiffenen montre de plus que les principes actuels de surveillance de la qualité des eaux doivent être renforcés afin de prévenir suffisamment tôt les impacts à l'environnement et à la santé.

Il en est de même pour les micropolluants présents dans les eaux à des concentrations très faibles. Certains d'entre eux peuvent, même à ces niveaux de concentration, avoir des effets néfastes sur les écosystèmes aquatiques. L'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEV) a lancé en 2006 le projet «Stratégie MicroPoll», qui vise à réunir les bases de décision et à développer une stratégie pour la réduction de l'apport dans les eaux de micropolluants.

Pour ce qui est des eaux souterraines, force est de constater la dégradation de leur qualité en maints endroits, comme le montrent les récents résultats publiés par l'OFEV dans le cadre du programme NAQUA. Or les eaux souterraines constituent plus de 80% de l'eau de consommation captée dans le canton pour les besoins de la population. La teneur en nitrates de ces eaux et en produits phytosanitaires dépasse parfois les limites admissibles, au point qu'il a fallu mettre certains captages hors service et en équiper d'autres d'installations de traitement coûteuses. Les communes concernées ont ainsi dû consentir des investissements importants pour assurer une alimentation en eau potable de qualité à leur population. Les objectifs écologiques de la législation fédérale sur les eaux fixent à 25 mg/l la teneur en nitrates des eaux souterraines utilisées comme eau potable ou destinées à cet usage. Il y va de la préservation à long terme de la qualité des ressources en eau.

Cette situation a incité le canton à préconiser un certain nombre de mesures pour sauvegarder un maximum de réserves en eau potable. Il a ainsi encouragé les agriculteurs à adhérer au programme des prestations écologiques définies par la nouvelle politique agricole. Le canton a développé dans ce contexte un concept cantonal d'application de la nouvelle stratégie proposée par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et l'OFEV. Plusieurs projets ont été initiés, qui devraient permettre à terme l'assainissement d'environ 5,5 millions de m³ d'eau, soit l'équivalent du quart de la consommation annuelle cantonale en eau. Les premiers résultats de ce programme paraissent certes favorables, mais de nombreux efforts devront encore être consentis pour aboutir à une réduction durable de la teneur en nitrates des eaux souterraines.

En résumé, on peut considérer que si les objectifs visés par la loi fédérale de 1971 et la loi cantonale d'application de 1974 ne sont pas tous atteints, les raisons principales résident dans les constats suivants: réseaux de canalisations inadaptés, mal entretenus et à l'étanchéité déficiente, rejets industriels non conformes, utilisation inadaptée d'engrais et de produits phytosanitaires par l'agriculture et d'autres utilisateurs malgré une forte diminution globale de la quantité d'adjuvants agricoles, prélèvements d'eau excessifs, débits résiduels hydroélectriques insuffisants, corrections de rivières peu judicieuses.

2. LA POLITIQUE FÉDÉRALE EN MATIÈRE D'EAU

2.1 La politique fédérale en matière de protection des eaux

L'ancienne loi fédérale de 1971 sur la protection des eaux privilégiait la notion de protection qualitative. La LEaux de 1991 envisage la question également sous un angle quantitatif, en particulier avec l'instauration de débits minimaux pour les cours d'eau. L'eau est désormais considérée comme un milieu vivant dont il faut favoriser le cycle naturel. La loi pose notamment les principes suivants:

- devoir de diligence: chacun doit s'employer à empêcher toute atteinte nuisible aux eaux;
- planification cohérente sur le plan communal, régional et cantonal de l'évacuation des eaux;
- infiltration des eaux non polluées, plutôt que déversement direct, partout où les conditions hydrogéologiques l'autorisent;
- réduction maximale des apports d'eaux non polluées aux stations d'épuration;
- utilisation parcimonieuse des réserves d'eau potable, dont la protection est par ailleurs renforcée;
- meilleure prise en compte de la protection des eaux dans l'agriculture;
- garantie de débits résiduels suffisants pour les cours d'eau impliquant des mesures d'assainissement dans les situations critiques;
- maintien de l'état naturel des cours d'eau et mesures de revitalisation pour les tronçons atteints;
- aménagement écologique des cours d'eau, avec interdiction de mise sous tuyaux;
- principe de causalité: celui qui est à l'origine d'une mesure prescrite par la loi en supporte les frais (principe du pollueur/payeur);
- principe de la couverture complète des frais. Les taxes d'épuration doivent désormais couvrir tous les frais: construction, exploitation, entretien, assainissement, remplacement des installations d'évacuation et d'épuration des eaux. Les détenteurs d'installations d'évacuation et d'épuration des eaux doivent dans ce but constituer les provisions nécessaires.

2.2 La politique fédérale en matière d'aménagement des cours d'eau

Par le passé, l'aménagement des cours d'eau en Suisse était orienté presque exclusivement vers la protection contre les crues et l'assainissement. Les travaux d'aménagement réalisés à cette époque ont fortement contribué au développement économique d'une partie du territoire mais ont, en contrepartie, déprécié de nombreux cours d'eau, tant du point de vue écologique que social.

Actuellement, près de 25% de tous les cours d'eau de Suisse sont aménagés en dur, soit 15 000 km environ. Leur espace a également été réduit à un tel point qu'il a fallu stabiliser les lits des rivières à l'aide de plus de 90 000 seuils artificiels. Sur le Plateau, où se trouvent des cours d'eau d'une grande importance écologique du point de vue de la reconstitution des eaux souterraines,

de l'approvisionnement en eau potable, de la diversité naturelle et de l'aménagement des paysages, 50% des cours d'eau sont rectifiés ou fortement aménagés. Cette situation a des effets négatifs sur la sécurité contre les crues car l'espace nécessaire au cours d'eau fait défaut. La diversité naturelle à l'intérieur et le long des cours d'eau est par ailleurs fortement réduite, la migration des poissons est souvent interrompue et les paysages sont appauvris du fait des déficits structurels des cours d'eau, ce qui réduit aussi leur valeur récréative pour la population. Par ailleurs, le pouvoir d'autoépuration des eaux est diminué.

Récemment, la politique de protection contre les crues a changé d'orientation. Après les événements catastrophiques de 1987, les mesures de protection prises contre les crues ont été réexaminées. Il a été décidé de prendre en compte tous les aspects du développement durable, de sorte que la politique fédérale actuelle d'aménagement des cours d'eau vise, d'une part, à se protéger des dangers et, d'autre part, à maintenir ou restaurer les fonctions naturelles et sociales des cours d'eau. Le 21 juin 1991, le Parlement fédéral a adopté la loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau (LACE). Elle renforce la protection des personnes et des biens matériels importants contre l'action dommageable des eaux, en particulier l'impact des crues. Il est désormais admis que les dommages ont pour origine principale le manque d'espace à disposition des cours d'eau et une utilisation du sol de plus en plus intense. La loi demande aussi que les interventions respectent dorénavant autant que possible le tracé naturel des eaux et leurs fonctions écologiques.

Les principes de la loi sont les suivants:

- priorité aux mesures d'entretien des cours d'eau et à la planification en matière d'aménagement du territoire;
- mesures constructives d'aménagement de cours d'eau seulement lorsque la planification le prévoit;
- maintien à un niveau constant de la protection contre les crues par l'entretien des cours d'eau et des ouvrages de protection;
- maintien, voire rétablissement des cours d'eau dans un état proche de l'état naturel, avec octroi d'aides financières aux cantons au titre de la revitalisation des cours d'eau;
- indemnités aux cantons pour des études de base telles que l'établissement de cartes des dangers, ou encore pour la construction ou le rétablissement d'ouvrages et d'installations de protection.

D'une façon générale, la stratégie mise en place, marquée par une action sur le long terme ainsi que par la volonté de favoriser la revitalisation, devrait entraîner une diminution sensible des corrections de cours d'eau.

Il y a lieu de signaler ici qu'une initiative populaire intitulée «Eaux vivantes (initiative pour la renaturation)» est actuellement en discussion au plan fédéral. Cette initiative vise à combler les déficits qui caractérisent différents domaines de la protection des eaux et à contribuer à la résolution des problèmes d'écologie des eaux, en particulier par le biais de la renaturation des eaux publiques et de leurs zones riveraines. Le Conseil fédéral et la Commission de l'environnement, de l'aménagement et de l'énergie du Conseil des Etats (CEATE-E) proposent le rejet de l'initiative, constatant notamment que les préjudices économiques pour les centrales hydroélectriques seraient trop importants.

La CEATE-E a toutefois décidé d'élaborer, par la voie de l'initiative parlementaire, un contre-projet indirect à l'initiative populaire, décision à laquelle s'est ralliée la CEATE du Conseil national (CEATE-N). Le texte proposé par la CEATE-E prévoit l'adoption de dispositions légales concernant la revitalisation des eaux, l'atténuation des effets nuisibles des éclusées en aval des centrales hydroélectriques, la réactivation du régime de charriage, de nouvelles dérogations aux débits résiduels dans le cas de tronçons de cours d'eau à faible potentiel écologique et la prise en considération des petites centrales hydroélectriques méritant une protection en raison de leur intérêt pour le patrimoine lors d'assainissements des débits résiduels. Il tient compte des nouveaux objectifs en matière de politique énergétique et contient une proposition de financement des mesures proposées. En l'état, le présent projet de loi respecte les options prises par le contre-projet de la CEATE-E.

3. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET DE LOI SUR LES EAUX

Avec la LEaux, la gestion de l'eau doit se faire de manière globale. C'est dans cet esprit que le projet de loi cantonale regroupe les dispositions liées à la protection et à l'utilisation des eaux et celles concernant l'aménagement des cours d'eau. Les aspects liés à la distribution et au contrôle de l'eau potable ainsi qu'aux forces hydrauliques ne figurent toutefois pas dans cette loi, mais dans les législations ad hoc. Toutefois ces deux domaines sont également soumis aux dispositions des articles 10 et 11 du projet de loi.

Autre marque de cette approche globale: la gestion des eaux est une des composantes de l'aménagement du territoire. La loi fédérale y relative précise en effet que l'aménagement est un moyen de protéger les bases naturelles de la vie, telles que le sol, l'air, l'eau, la forêt et le paysage. Le projet de loi se réfère spécifiquement à la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC) et renvoie à ses procédures de planification et de construction.

3.1 Principes régissant la gestion des eaux dans le canton de Fribourg

Le projet de loi sur les eaux se base sur les grands principes suivants, en conformité avec la législation fédérale:

1. Le canton définit la politique générale de la gestion des eaux. Son instrument de base est le plan directeur cantonal. Celui-ci détermine les priorités au moyen d'études de base et de plans sectoriels. Le canton délègue ensuite les tâches de planification plus détaillées à accomplir au niveau des bassins versants.
2. Le projet définit le bassin versant comme entité géographique déterminante pour la gestion des eaux. Le bassin versant est délimité par des critères objectifs dépendant principalement de la nature et du relief.
3. Le bassin versant fait l'objet d'une planification d'ensemble concrétisée par un plan directeur de bassin versant. Celui-ci décrit l'état, les objectifs et les mesures à prendre pour la gestion globale des eaux. Il indique également les coûts des mesures, les délais et l'autorité d'exécution. En bref, le plan directeur de bassin versant précise les options et dit «qui fait quoi» en matière de gestion des eaux.

4. Le plan directeur de bassin versant est établi par les communes situées dans le bassin versant concerné. Pour l'élaboration du plan ainsi que pour son exécution, elles se groupent selon les formes fixées par la législation sur les communes (association de communes, conventions). Les plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) sont pris en compte et coordonnés avec le plan directeur de bassin versant.
5. Le financement de la protection des eaux se fait au niveau du canton, du bassin versant et de la commune, la participation financière de la Confédération étant réduite à la portion congrue:
 - a) au niveau cantonal, le financement des différentes tâches qui reviennent à l'Etat se fait par le budget. Elles comprennent notamment les études globales relatives à la gestion des eaux, les mesures de protection des ressources en eau, la surveillance générale de la qualité des eaux, ainsi que les activités d'information, de formation et de conseil.
 - b) au niveau du bassin versant, le financement des tâches relatives à l'organisation et à la mise en œuvre des plans directeurs de bassin versant est assumé par les communes concernées, avec la possibilité pour elles de percevoir dans ce but une redevance sur l'eau potable.
 - c) au niveau communal, le financement des installations d'évacuation et d'épuration des eaux se fait par l'intermédiaire des taxes causales (taxe de raccordement, charge de préférence, taxe de base annuelle et taxe d'exploitation), comme l'exige la Confédération. Ces taxes, prélevées auprès des propriétaires de fonds, couvrent la part des frais d'étude et de construction d'ouvrages à charge de la commune ainsi que l'exploitation, l'entretien et le maintien de la valeur de ces ouvrages. Elles prennent aussi en compte les ouvrages de protection encore à réaliser selon la planification prévue par les plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE).
6. La sécurité contre les crues est assurée prioritairement par des mesures d'organisation du territoire. L'objectif de la planification est de déterminer l'affectation et l'utilisation du sol en regard des risques et des dangers potentiels. Dans ce contexte, il s'agit de produire tout d'abord des études de base des dangers qui portent sur des périmètres étendus, indépendants des limites communales. Ces études de base sont considérées comme prioritaires par la Confédération. Leur ordre de priorité et le rythme de leurs révisions sont définis par les exigences du plan directeur cantonal et des plans d'affectation communaux.
7. L'aménagement des cours d'eau passe par la réservation d'un espace minimal nécessaire dans le but de limiter les dommages liés aux crues et de garantir les fonctions écologiques. Quant aux interventions proprement dites dans les cours d'eau, elles concernent les travaux d'entretien, la revitalisation et les mesures constructives de protection contre les crues.
8. Le financement de l'aménagement des cours d'eau se fait de la manière suivante:
 - a) les tâches de planification sont à la charge du canton et bénéficient de subventions fédérales;
 - b) les travaux d'entretien, de réfection, d'aménagement et de revitalisation sont à la charge des communes, avec participation financière des tiers

concernés. Ils bénéficient de subventions fédérales et cantonales.

9. Finalement, les communes sont tenues de collaborer entre elles en matière de gestion des eaux. Ce n'est qu'ainsi que les plans directeurs de bassin versant peuvent véritablement déployer leurs effets. Au niveau cantonal, il est proposé d'instaurer une commission cantonale de gestion des eaux. Il s'agit essentiellement d'accompagner la mise en œuvre de la loi, de favoriser l'échange d'expériences et de promouvoir les bonnes pratiques.

3.2 Le plan directeur de bassin versant

L'établissement du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) à l'échelle communale révèle souvent que certains problèmes ne peuvent être complètement résolus à l'intérieur des limites de la commune. Ceci justifie de mener des études à une échelle plus large permettant d'élaborer une planification de gestion des eaux capable de résoudre les problèmes dans leur ensemble, qu'ils concernent l'évacuation et le traitement des eaux, l'aménagement des cours d'eau ou l'impact des activités sur le bassin versant.

A cet effet, le projet de loi introduit la notion de bassin versant, unité spatiale basée en grande partie sur des critères hydrographiques. Dans la mesure du possible, les bassins versants seront cependant «arrondis» afin de tenir compte des structures d'organisation existantes et d'éviter que des communes ne se retrouvent comprises dans plusieurs d'entre eux. Le bassin versant permet une gestion globale, décentralisée et efficace des eaux. Il est prévu de définir huit bassins versants dans le règlement d'exécution de la loi: Lac, Basse-Broye, Haute-Broye, Sarine, Singine, Gruyère, Glâne et Léman.

Chaque bassin versant fait l'objet d'une planification globale, concrétisée par un plan directeur, qui se caractérise par les éléments suivants:

1. Le plan directeur de bassin versant est le document fondamental de gestion globale des eaux autant du point de vue de la technique, du financement que de l'exécution. Certaines associations de communes pour l'épuration des eaux ont déjà élaboré une planification régionale de l'évacuation des eaux. Ces travaux seront intégrés au plan directeur de bassin versant qui tiendra lieu de plan régional d'évacuation des eaux (PREE) au sens de la LEaux.
2. Le plan directeur de bassin versant reprend les études de base, plans sectoriels et contenu du plan directeur cantonal. A l'échelle du bassin versant, il
 - précise l'état de la situation (état actuel et possibilités de développement dans le bassin versant);
 - détermine des objectifs;
 - fixe des mesures et un programme de surveillance des eaux pour le contrôle de leur efficacité;
 - édicte des règles propres à assurer la protection et la réhabilitation du milieu hydrographique en tenant compte des zones d'activités;
 - harmonise et intègre les planifications communales et régionales existantes.
3. L'élaboration du plan directeur de bassin versant nécessite les opérations suivantes:

a) La description de l'état actuel du bassin versant. Elle précise les études de base cantonales et porte sur:

- l'affectation du sol (habitation, infrastructures, agriculture);
- le fonctionnement des réseaux d'évacuation des eaux et des STEP centrales;
- l'inventaire des sources potentielles de pollution ponctuelle et diffuse sur les eaux;
- l'état des eaux superficielles d'importance régionale, notamment la protection quantitative des eaux, les zones menacées, l'écomorphologie, l'aménagement, le régime hydrologique, le régime de charriage, l'état sanitaire et le niveau de pollution;
- l'inventaire des réserves d'eaux souterraines avec leur état qualitatif et quantitatif ainsi que les mesures prises pour leur protection;
- l'état en matière d'aménagement des cours d'eau et de revitalisation;
- le relevé et l'état des ouvrages de protection contre les crues.

b) L'évaluation et la définition des mesures à prendre. Tenant compte du plan directeur cantonal et notamment des hypothèses de développement à long terme, il s'agit d'étudier les aspects suivants:

- eaux souterraines:
 - définition des mesures de protection et de préservation des ressources en eau;
 - définition des périmètres, secteurs et aires d'alimentation;
 - définition des contraintes liées aux modes d'exploitation des terrains agricoles.
- évacuation et traitement des eaux usées:
 - définition générale des zones d'infiltration des eaux non polluées;
 - délimitation des périmètres des égouts et définition de leur système d'évacuation des eaux;
 - études d'hydraulique urbaine (rétention et traitement des eaux pluviales, mise en séparatif ou amélioration de réseaux unitaires, suppression des apports aux STEP d'eaux non polluées dont l'écoulement est permanent);
 - limitation de l'impact des eaux des voies de communication hors des localités;
 - concept d'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires respectueux des eaux;
 - optimisation du fonctionnement des STEP (adaptation ou raccordement à un autre réseau);
- aménagement des cours d'eau:
 - respect de l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau;
 - mesures de protection contre les crues;
 - zones inondables;
 - mesures de revitalisation;

- concepts d'entretien;
- adaptation de l'occupation des sols;

c) La mise en œuvre du plan, comprenant

- l'estimation du coût des mesures à prendre;
- le principe de financement de ces mesures;
- la définition des priorités et des responsabilités;
- le planning général de la réalisation des mesures et de la surveillance des eaux pour le contrôle de leur efficacité.

4. La mise en œuvre des mesures résultant du plan directeur de bassin versant repose sur quatre niveaux: le canton, les associations intercommunales, les communes et les émetteurs d'eaux usées. L'entité chargée de la gestion du plan directeur de bassin versant assure la coordination entre ces niveaux.

5. Pour les cours d'eau et les lacs, le plan directeur de bassin versant doit prévoir les mesures d'intervention technique. Qu'il s'agisse d'entretien, d'aménagement, de revitalisation ou de correction, la nature et l'importance des mesures dépendent de standards de sécurité à l'égard des dangers liés aux crues. Les objectifs d'intérêt public et notamment de protection de l'environnement joueront également leur rôle. Les études de base de dangers, au sens de l'article 27 de l'ordonnance fédérale sur l'aménagement des cours d'eau (OACE), doivent être réalisées avant de fixer les statuts des cours d'eau. Ces études portent notamment sur l'établissement du cadastre des ouvrages de protection avec évaluation de leur état, de leur fonctionnalité et des cartes de dangers. Elles sont réalisées par le canton et font partie des études de base et plans sectoriels décrits à l'article 3 al. 1 du projet de loi.

La fixation des standards de sécurité et la définition des concepts de mesures de protection s'appuient sur des analyses de risques. Ces études et leurs mesures d'exécution seront intégrées progressivement au plan. Il en va de même des interventions nécessaires à la suite d'événements dus aux forces de la nature.

6. Le plan directeur de bassin versant suit la procédure applicable aux plans d'aménagement régionaux en matière d'aménagement du territoire (consultation publique durant deux mois, approbation par le Conseil d'Etat). Une fois approuvé, le plan directeur de bassin versant est contraignant pour le canton, les associations intercommunales et les communes. Si le plan n'est pas élaboré dans les délais prévus par les communes concernées, il est subsidiairement établi par la Direction chargée de l'application de la loi, aux frais de ces communes.

3.3 Le financement de la protection des eaux

Le financement de la protection des eaux se fait conformément à la répartition des tâches prévues au chapitre 2 du projet de loi entre l'Etat, les bassins versants et les communes. Pour être complet, il faut aussi tenir compte des contributions financières de la Confédération pendant encore quelques années pour les STEP et les PGEE.

3.3.1 Financement au niveau fédéral

La politique de subventionnement systématique de la Confédération destinée à la mise en place des installations et équipements actuels appartient désormais au

passé, en vertu du principe du pollueur/payeur. Faisant exception à ce principe, le projet de loi permet de manière transitoire le subventionnement des ouvrages pour lesquels des demandes de subventions ont été introduites auprès de la Confédération avant le 1^{er} novembre 1997. Ces ouvrages bénéficieront du régime de subvention en vigueur à l'époque. Le montant des travaux est estimé à 25 millions et concerne des STEP. L'article 63 du projet de loi fait expressément référence à ces ouvrages. De même, les PGEE bénéficieront encore de subventions fédérales. Le canton continuera également à subventionner ces travaux et études pendant une période transitoire.

3.3.2 Financement au niveau cantonal

Pour assurer la préservation de cette ressource inestimable que représentent les eaux publiques, le projet de loi prévoit que les tâches de gestion des eaux au niveau cantonal soient assumées par l'Etat.

Elles concernent les études nécessaires à la gestion des eaux (notamment les tâches de planification, d'information, de formation, de conseil, de délimitation des périmètres, secteurs et aires d'alimentation destinés à la protection des eaux), ainsi que les inventaires et mesures de surveillance de la qualité des eaux s'y rapportant.

3.3.3 Financement au niveau du bassin versant

La participation de tous les utilisateurs de l'eau au financement des études et mesures de protection va dans le sens d'une plus grande responsabilisation de l'ensemble des acteurs concernés et marque une volonté commune de préserver l'eau comme une ressource primordiale. Pour aller dans cette direction, le projet prévoit une prise en charge au niveau du bassin versant des frais nécessaires à l'élaboration du plan, à la mise en place des structures, à la formation du personnel spécialisé et aux campagnes de mesures nécessaires pour vérifier l'efficacité du plan.

Pour ce faire, les communes comprises dans le périmètre d'un bassin versant ont la possibilité de créer un fonds, alimenté par une redevance à prélever auprès des consommatrices et consommateurs d'eau potable. La redevance forfaitaire est au maximum de 5 centimes par m³ d'eau consommée. A titre indicatif, pour une consommation spécifique de 200 litres par habitant et par jour, cette redevance maximale représente un coût spécifique de 3 fr. 65 par habitant et par an, soit un montant de près de 1 000 000 de francs par an pour l'ensemble du canton.

3.3.4 Financement au niveau communal

Au niveau communal, la couverture des charges relatives aux installations d'évacuation et d'épuration des eaux est assurée par la perception de taxes causales, conformément à l'article 60a LEaux, à savoir:

- Taxe de raccordement et charge de préférence: elles constituent en quelque sorte «l'achat» du droit d'utiliser le système d'assainissement existant. Elles servent à couvrir les investissements nets consentis pour la construction des ouvrages servant à l'évacuation et au traitement des eaux usées. La taxe de raccordement peut être perçue dès que le propriétaire peut accéder au réseau permettant l'utilisation de l'équipement; elle est unique.
- Taxe de base annuelle: elle sert à couvrir les frais fixes des ouvrages existants, composés de l'amortissement des dettes et des intérêts, ainsi que du maintien de leur

valeur. Elle couvre aussi les coûts de l'équipement de base encore à réaliser selon le PGEE. La taxe de base est prélevée annuellement.

- Taxe d'exploitation: elle prend en compte les coûts d'exploitation et d'entretien des ouvrages publics de protection des eaux. Elle est aussi prélevée annuellement.

Si la taxe de raccordement et la taxe d'exploitation sont déjà bien connues, la taxe de base annuelle n'est pas encore appliquée systématiquement par toutes les communes. Elle permet aux communes de disposer des montants nécessaires pour assurer le renouvellement et la construction des ouvrages de protection des eaux. Le produit de la taxe servira d'abord à rembourser les dettes et à en assurer le service (amortissements et intérêts). La constitution de réserves n'intervient que par la suite.

Il est important de préciser que la notion de réserve est relative, puisque celle-ci est utilisée au fur et à mesure afin de financer les investissements nécessaires et d'éviter aux communes de devoir faire face à des dépenses ponctuelles élevées risquant de mettre en péril leur équilibre financier. L'objectif est d'obtenir une stabilité des taxes basée sur un équilibre durable entre les recettes et les dépenses.

A noter finalement que, le cas échéant, les réserves provisoires générées par la taxe de base pourront être utilisées par les communes pour leurs propres besoins de financement. Toutefois, des mesures comptables strictes devront être prises afin d'assurer le moment venu la disponibilité de ces réserves.

Actuellement, près de 60 communes disposent déjà d'un système de taxes conforme à la législation fédérale et au présent projet de loi.

3.4 Le financement de l'aménagement des cours d'eau

3.4.1 Financement au niveau fédéral

Dans le cadre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), l'aménagement des cours d'eau est une tâche commune des cantons et de la Confédération. Le projet de loi tient compte du nouveau modèle de subventionnement pour les ouvrages de protection et les études de base sur les dangers.

Avant l'entrée en vigueur de la RPT, la Confédération subventionnait individuellement chaque projet d'aménagement de cours d'eau. Le taux de la subvention fédérale pour le canton de Fribourg était au maximum de 45% et en moyenne de 40%. Le montant minimal de la subvention fédérale était de 100 000 francs, ce qui équivalait approximativement à 250 000 francs de travaux.

La RPT instaure une planification quadriennale des travaux. Les cantons s'engagent par convention-programme envers la Confédération qui finance leur activité première qui comprend les études de base, l'aménagement et l'entretien des cours d'eau.

Les conventions-programmes entre la Confédération et le canton concernant la revitalisation et les ouvrages de protection contre les crues sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et couvrent la période 2008-2011. Elles prévoient un taux de subvention fédérale de 35% pour

les projets dont le montant des travaux est inférieur à 1 000 000 de francs. Le taux des subventions fédérales peut varier d'une période quadriennale à l'autre. Les montants inclus dans la convention-programme sont acquis au canton pour le subventionnement des projets.

Pour les projets d'aménagement de cours d'eau supérieurs à 1 000 000 de francs, la Confédération fixe le taux de subvention, qui est au maximum de 45%. Les cantons doivent lui adresser des demandes individuelles de subvention. Au contraire de l'offre de base, le montant pour les projets individuels n'est pas garanti. Pour que des projets puissent bénéficier du soutien financier fédéral, ils doivent satisfaire à certaines exigences minimales définies par la Confédération, en particulier la rentabilité économique des ouvrages. Celle-ci se définit par le rapport «efficacité des mesures de protection/coûts des ouvrages d'aménagement» qui doit être supérieur à 1. L'efficacité est déterminée en estimant la réduction du coût des dommages dû à la mise en œuvre des mesures de protection contre les crues.

3.4.2 Financement au niveau cantonal

Le canton subventionne les travaux d'aménagement, de revitalisation, de réfection et d'entretien des cours d'eau. Les conditions d'octroi et les taux maximaux seront fixés par arrêté du Conseil d'Etat qui pourra ainsi tenir compte des montants disponibles auprès de la Confédération selon les conventions-programmes en vigueur. Cette approche correspond à celle retenue pour les subventions en matière d'améliorations foncières et offre suffisamment de souplesse pour s'adapter aux variations des taux de subventions fédérales fixés dans le cadre de la RPT.

Le projet de loi maintient la subvention complémentaire, ancrée dans la Loi sur l'aménagement des eaux (LAE, RSF 743.0.1), pour les torrents et cours d'eau de montagne. Les ouvrages de protection dans ce domaine sont souvent très onéreux. Les phénomènes, tels que les laves torrentielles, sont violents et difficiles à contenir. D'autre part l'exécution des travaux en montagne est souvent complexe et engendre des coûts supplémentaires.

Le projet de loi donne la priorité aux mesures d'entretien des cours d'eau. Par conséquent, il propose une subvention complémentaire pour l'entretien des cours d'eau naturels ou revitalisés, à condition qu'il soit réalisé selon un plan d'entretien pluriannuel. L'établissement de ce dernier permet de tenir compte des contraintes locales et de respecter les différents intérêts en présence.

Par motion déposée le 12 juillet 2007 (M1024.07), les députés René FÜRST et Markus BAPST ont demandé au Conseil d'Etat de créer un fonds de revitalisation alimenté par 10% des redevances de concession perçues pour l'utilisation de la force hydraulique, afin d'encourager les projets de revitalisation. Dans sa réponse du 14 mai 2008, le Conseil d'Etat partageait l'avis des motionnaires sur le fait de soutenir les projets de revitalisation des cours d'eau. Toutefois, il estimait que les outils actuellement en place et l'avant-projet de loi étaient adaptés. Il a donc proposé de rejeter la motion, mais s'est déclaré prêt à compléter l'avant-projet de loi afin de dynamiser la revitalisation. Le présent projet de loi matérialise cette intention à l'aide de deux subventions complémentaires qui permettront, avec l'aide de la contribution fédérale, d'atteindre le plus souvent le taux maximum de 80% prévu dans la loi sur les subventions:

- la première subvention complémentaire est directement liée aux travaux de revitalisation et d'entretien des cours d'eau revitalisés, moyennant le respect de certaines conditions de qualité;

- la seconde subvention passe par une aide aux projets de revitalisation qui sont conduits en lien avec des projets d'amélioration foncière. Les projets de revitalisation de cours d'eau sont en effet souvent freinés ou bloqués pour des questions de maîtrise foncière. Concrètement, le problème de l'emprise de terrain associé aux projets de revitalisation est plus facile à résoudre, si ceux-ci sont associés à des projets d'amélioration foncière. Cela permet d'éviter de passer par des procédures délicates d'expropriation. Les projets de revitalisation et d'améliorations foncières continueront toutefois à être conduits et subventionnés indépendamment. Seules l'acquisition et la répartition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux de revitalisation seront réglées par des syndicats d'améliorations foncières.

3.4.3 Financement au niveau du bassin versant

Le financement des frais nécessaires à l'élaboration du plan, à la mise en place des structures, à la formation du personnel spécialisé et aux campagnes de mesures destinées à vérifier l'efficacité du plan, y compris dans le domaine de l'aménagement des cours d'eau, est assumé par les communes concernées. Pour ce faire, elles peuvent affecter à ces tâches une partie du produit des redevances qu'elles ont la possibilité de prélever sur la consommation d'eau potable.

3.4.4 Financement au niveau communal

Déduction faite des subventions cantonales et fédérales, les communes devront assumer l'essentiel des coûts restants pour l'aménagement des cours d'eau. Le projet de loi prévoit cependant la participation éventuelle de tiers pour «avantage prépondérant», de même qu'il laisse – par souci d'équité notamment – la faculté aux communes de reporter des frais lui incombant sur les tiers intéressés.

4. RÉSULTATS DE LA CONSULTATION DE L'AVANT-PROJET DE LOI SUR LES EAUX

La première version de l'avant-projet de loi sur les eaux, mise en consultation publique en 2001, a fait l'objet de 206 réponses des instances et communes invitées à se prononcer. Les principes généraux, comme le concept de gestion globale des eaux, la décentralisation par bassin versant, le regroupement de la protection des eaux et de l'aménagement des cours d'eau ont rencontré un écho largement favorable. La revitalisation des cours d'eau a recueilli un accueil très différencié, notamment pour son financement et sa réalisation. Enfin, les avis concernant le financement des mesures de protection des eaux encore à réaliser ont été très partagés. Prévu pour se substituer aux subventions fédérale et cantonale aujourd'hui disparues, le fonds cantonal des eaux usées a été fortement remis en cause. Des communes ayant investi des sommes considérables pour la protection des eaux jusqu'à ce jour craignaient que le système proposé ne les défavorise; d'autres trouvaient le montant perçu trop élevé. Le mécanisme de financement retenu, à savoir l'alimentation d'un fonds cantonal par la perception d'une redevance proportionnelle au débit et à la charge polluante des eaux déversées, avait aussi été fortement contesté. Le fonds

a toutefois aussi eu ses partisans, puisqu'il permettait d'aider les communes dans la réalisation des nouveaux équipements encore nécessaires.

Le Conseil d'Etat a décidé de remettre en consultation un nouvel avant-projet de loi en 2006, qui tenait compte des résultats de la première consultation et de la coordination avec le projet de loi sur la sécurité alimentaire (problématique de l'eau potable).

Compte tenu de l'importance du projet, le dossier a été adressé à toutes les communes ainsi qu'aux associations d'épuration des eaux, entreprises d'endiguement et groupements d'adduction d'eau, aux services, directions et commissions du canton, aux services d'autres cantons (Berne et Vaud), à diverses associations et aux partis politiques. La consultation a suscité 152 réponses.

4.1 Appréciation générale

Proposé pour concrétiser le droit fédéral, l'avant-projet répond à une nécessité que personne ne conteste. Les destinataires ont particulièrement apprécié la cohérence de l'avant-projet, qui réunit dans un seul texte légal cantonal les dispositions des deux lois fédérales sur la protection des eaux (LEaux) et sur l'aménagement des cours d'eau (LACE). La prise en compte de l'eau dans sa globalité est ainsi assurée en grande partie. Certaines prises de position s'étonnent que l'alimentation en eau potable n'ait pas été prise en compte. Dans leur grande majorité, les intervenants déclarent pouvoir souscrire aux grandes lignes de la révision et à ses principaux objectifs, à l'exception des points controversés évoqués ci-après. Ils soulignent aussi l'évolution que le projet a suivie entre la première consultation de 2001 et celle de 2006, avec notamment l'abandon du projet de fonds cantonal des eaux usées.

Les dispositions relatives à la planification qui instituent le principe d'une gestion des eaux à trois niveaux (canton, bassin versant, commune) sont saluées dans la plupart des réponses. L'institution de bassins versants, bien accueillie par la grande majorité, fait l'objet de certaines réserves sur la constitution administrative des instances de gestion et sur la définition géographique de ces nouvelles entités géographiques.

Les dispositions reprises et adaptées de la LEaux et de la LACE font l'objet de remarques ou commentaires, mais pas de remises en question fondamentales. Certaines communes craignent que la protection contre les crues ne ressorte affaiblie en regard des tâches de revitalisation. La définition de l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau soulève aussi quelques inquiétudes, de même que la disparition des entreprises d'endiguement. A l'inverse, les dispositions relatives à la revitalisation et aux possibilités de la subventionner davantage sont saluées et encouragées par les milieux de protection de la nature et du paysage. Il faut signaler toutefois que bon nombre de ces dispositions sont des concrétisations du droit fédéral qui ne peuvent pas être remises en cause.

4.2 Principaux points contestés

4.2.1 Le fonds cantonal

Le fonds cantonal affecté à la protection des eaux et des ressources en eau fait l'objet de critiques fondamentales. Le principe même du fonds est contesté, avec l'argument principal que son affectation sert à l'accomplissement de

tâches étatiques et au subventionnement de communes qui n'ont pas assumé leurs responsabilités dans les délais prescrits. La composition et le fonctionnement de la commission prévue pour gérer ce fonds sont aussi remis en question. Ce fonds retient tout de même l'adhésion de plusieurs communes ou organismes de protection de l'environnement, qui relèvent son utilité pour mener à bien efficacement les tâches de gestion à long terme des ressources en eau. Au vu des résultats de la consultation, le Conseil d'Etat propose d'abandonner le fonds cantonal, d'assurer le financement des tâches cantonales par le budget et de permettre aux communes de prélever une redevance sur l'eau potable pour le financement des tâches qui leur reviennent dans le cadre de la mise en place et de l'exploitation des bassins versants.

4.2.2 La taxe de base annuelle

La taxe de base annuelle est le deuxième aspect de l'avant-projet, qui a prêté à une certaine contestation. Les communes invoquent principalement la violation de leur autonomie pour contester le fait que la loi les oblige à prévoir des réserves pour le remplacement des ouvrages d'épuration des eaux, et surtout que les taux de la taxe prévue à cet effet soient aussi ancrés dans la loi.

La taxe de base annuelle, dont l'existence est commandée par le droit fédéral, est maintenue. Là aussi, des précisions sont apportées quant à son utilisation. Elle servira d'abord à amortir les dettes, et ensuite seulement à constituer des réserves pour le maintien de la valeur des ouvrages existants et la réalisation de nouvelles installations. Le montant généré par cette taxe ne devra plus correspondre à l'entier de ces coûts (plancher fixé à 60% de ce montant). En ce qui concerne les taux de la taxe, le projet renonce à les inscrire dans la loi et demande aux communes de les fixer en se basant sur des critères techniques issus des PGEE permettant d'atteindre les objectifs visés par cette taxe.

5. INCIDENCES DU PROJET DE LOI SUR LES EAUX

5.1 Incidences financières et en personnel

5.1.1 Protection des eaux et des ressources en eaux

Concernant la protection des eaux et des ressources en eaux, le financement des tâches de gestion des eaux que doit assumer l'Etat représente un montant estimé à 700 000 francs par an. Il peut cependant varier d'une année à l'autre. En particulier lors de l'établissement de la planification cantonale, les moyens nécessaires seront plus importants et se monteront à 1 000 000 de francs par an environ.

A titre comparatif, le budget alloué par l'Etat à la protection des eaux entre 2001 et 2009 se monte à près de 1 500 000 francs par an, dont 1 300 000 francs par an pour le subventionnement d'ouvrages de protection des eaux. Selon l'évolution actuelle des projets, des subventions seront encore allouées de manière transitoire jusqu'en 2013, pour un montant estimé de 1 000 000 de francs par an.

En matière d'aménagement de cours d'eau, le projet de loi n'implique en lui-même aucune modification dans le mode de financement de la protection contre les crues. Les modifications résultent de l'introduction de la nou-

velle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Il découlera de la nouvelle subvention complémentaire pour les travaux prioritaires de revitalisation des cours d'eau conduits dans le cadre de travaux d'améliorations foncières une dépense supplémentaire estimée à 30 000 francs par an en moyenne. La subvention complémentaire pour l'entretien défini par un plan approuvé, devrait impliquer une augmentation des dépenses variant entre 50 000 et 100 000 francs par an. Toutefois l'amélioration de l'entretien devrait permettre une réduction substantielle du montant des dommages et des dépenses de réfection lors d'événements majeurs.

5.1.2 Mise en œuvre du projet de loi

La mise en œuvre du projet de loi nécessitera de pouvoir engager du personnel supplémentaire, en particulier pour assumer les tâches suivantes:

- veiller à une application cohérente de la planification cantonale, assurer une bonne coordination avec les bassins versants et aider les communes et les associations dans l'application des nouvelles dispositions légales;
- adapter la surveillance de la qualité des eaux à l'état de la technique (augmentation du rythme et des aspects analysés), afin de pouvoir réagir rapidement et de manière ciblée face aux atteintes constatées à la qualité des eaux;
- délimiter rapidement les secteurs, zones et périmètres de protection des eaux, fixer les restrictions nécessaires et s'assurer de leur application;
- veiller à une mise en œuvre efficace des mesures en matière d'aménagement et de revitalisation des cours d'eau.

5.2 Incidences sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

La répartition des tâches entre l'Etat et les communes est semblable à celle qui prévaut actuellement dans le domaine de la protection des eaux, mais avec quelques nouveautés et des responsabilités accrues pour les communes. La régionalisation de la planification demandera notamment aux communes de collaborer régulièrement entre elles pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans directeurs de bassin versant.

En matière d'aménagement des eaux, le projet de loi ne modifie pas la répartition des tâches Etat – communes. Il faut toutefois relever que l'aménagement et l'entretien des cours d'eau n'incomberont plus aux entreprises d'endiguement et aux propriétaires riverains, mais aux communes.

5.3 Eurocompatibilité

Le projet de loi respecte le droit fédéral et européen.

5.4 Développement durable

Le projet donne suite aux exigences du développement durable, qui est désormais un but de l'Etat ancré dans la Constitution cantonale:

- du point de vue environnemental, il vise la préservation à long terme de l'eau sous les aspects qualitatifs et quantitatifs. Il définit une gestion globale des eaux qui regroupe la protection des eaux superficielles et

souterraines, l'utilisation rationnelle de l'eau et l'aménagement des cours d'eau, notamment leur revitalisation;

- du point de vue économique, il instaure un régime de financement des tâches des collectivités publiques fondé essentiellement sur le principe de causalité, permettant de maintenir la valeur des ouvrages de protection des eaux. En matière d'aménagement de cours d'eau, l'amélioration de l'entretien devrait permettre une réduction substantielle du montant des dommages et des dépenses de réfection lors d'événements majeurs;
- du point de vue social, il associe plus étroitement les régions, les communes et les individus à la sauvegarde des eaux dans une perspective de préservation à long terme des ressources pour les générations futures. L'instauration d'une commission cantonale consultative renforce la participation de la société civile. Le projet augmente la sécurité face aux dangers de l'eau et la valeur récréative de l'eau pour la population.

5.5 Clause référendaire

La loi sera soumise au référendum facultatif selon l'article 102 let. d de la loi sur l'exercice des droits politiques (RSF 115.1).

En fonction des montants figurant au chapitre 5.1, elle ne sera par contre pas soumise au référendum financier obligatoire selon l'article 45 de la Constitution du canton de Fribourg (RSF 10.1) et l'article 102 let. e de la loi sur l'exercice des droits politiques, ni au référendum financier facultatif selon l'article 46 Cst et l'article 102 let. f de la loi sur l'exercice des droits politiques. En effet, le seuil du ¼ de % des dépenses du compte administratif de l'Etat en 2008 n'est pas atteint par les dépenses occasionnées par le projet, cumulées sur 5 ans (loi sur les finances, art. 25).

6. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 1 *Objet*

Cette disposition annonce le caractère subsidiaire et complémentaire du droit cantonal par rapport aux législations fédérales traitant des eaux. Elle précise d'emblée le caractère global de la présente loi qui intègre la protection des eaux et l'aménagement des cours d'eau sous la notion de «gestion des eaux».

L'aménagement des cours d'eau et des lacs recouvre ici l'ensemble du domaine de la protection contre les crues, notamment la stratégie de planification initiée par le droit fédéral, ainsi que les mesures techniques d'intervention dans les eaux.

L'article signale en outre les deux domaines régis par une législation spécifique: la distribution et le contrôle de l'eau potable et l'utilisation de la force hydraulique des cours d'eau. Ces domaines restent toutefois soumis aux principes de l'article 10 ainsi qu'aux dispositions de l'article 11 relatives au plan sectoriel des prélèvements d'eaux publiques.

Art. 2 *Gestion des eaux*

Cette disposition définit la gestion des eaux, terme générique recouvrant la plupart des domaines de l'eau. Elle

rompt ainsi avec une approche sectorielle, longtemps pratiquée au niveau légal et administratif.

La loi préconise une gestion globale des eaux qui doit s'opérer au niveau régional. Pour définir une région, la notion de bassin versant s'impose comme la plus judicieuse. Toutes les eaux s'écoulant à l'intérieur d'un bassin versant se trouvent réunies en aval, au point de confluence. C'est dire que tout événement qui se déroule en amont, tel que pollution, prélèvement d'eau ou aménagement, exerce forcément un impact en aval et influence les eaux au plus tard à leur point de confluence.

Il faut préciser que, pour des raisons de simplification, la délimitation des bassins versants sera sans doute quelque peu «arrondie» et, qu'outre les critères hydrographiques, elle tiendra aussi compte des structures d'organisation existantes des associations et des limites communales. Il est prévu de délimiter huit bassins versants couvrant l'ensemble du canton.

Art. 3 Planification cantonale

A l'instar des autres politiques publiques qui ont un effet sur l'organisation du territoire, la gestion des eaux s'inscrit dans le plan directeur cantonal. Elle fait l'objet, selon la terminologie de la loi sur l'aménagement du territoire et des constructions, d'études de base et de plans sectoriels portant sur tous les aspects compris dans la notion de gestion des eaux. C'est donc à l'Etat qu'il appartient d'élaborer les études de base, relevés et autres inventaires. Il lui revient également de fixer dans le plan directeur cantonal les objectifs principaux pour l'ensemble du canton, par bassin versant ainsi qu'au niveau communal ou intercommunal. En conséquence,

- le plan directeur, les plans sectoriels et les études de base sont réalisés à l'échelle cantonale;
- le plan directeur de bassin versant est élaboré à l'échelle du bassin versant;
- le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) est réalisé à l'échelle communale ou intercommunale.

Les études de base et plans sectoriels de la gestion des eaux définissent:

- l'état actuel du réseau principal des eaux superficielles et des ressources importantes d'eau souterraine, à l'aide de relevés, inventaires ou autres formes d'observation;
- l'analyse et les enseignements résultant de ces constats;
- la portée et la méthodologie des études de détail à entreprendre au niveau inférieur de planification (bassin versant).

Sur ces bases, les objectifs et principes généraux ainsi que les priorités d'action et moyens à mettre en œuvre sont définis et fixés dans le plan directeur cantonal.

A l'heure actuelle, plusieurs études et relevés existent ou sont en partie réalisés:

- La surveillance des eaux superficielles est assurée pour les rivières selon le système modulaire gradué (SMG) de la Confédération et par des prélèvements ponctuels réguliers pour les lacs. Pour les eaux souterraines, 55 sites de surveillance sont répartis dans le canton pour suivre la qualité des principales ressources. Toutefois, la répartition géographique des sites de surveillance, la répartition géographique des sites de surveillance, les paramètres analysés et surtout la fréquence insuf-

fisante des prélèvements ne permettent souvent pas de déterminer de manière précise et rapide l'origine des atteintes constatées à la qualité des eaux.

- En matière de protection des ressources en eau, le canton dispose d'un atlas qui date de 1992. Une étude préliminaire pour établir le plan sectoriel des prélèvements d'eaux publiques a été lancée. Un important travail est cependant encore nécessaire afin de disposer d'un inventaire complet des nappes souterraines et des installations servant à l'approvisionnement en eau, au sens de l'article 58 LEaux.
- La délimitation des principales zones de protection des eaux souterraines est en cours d'élaboration. Dans le canton, près de 120 zones S ont été légalisées; suite à une adaptation des bases légales, les règlements de 35 d'entre elles, approuvés avant 1998, doivent cependant être adaptés. On estime à 150 environ les zones de protection qui doivent encore être légalisées. A noter qu'aucun périmètre de protection des eaux n'a été légalisé à ce jour.
- Avec sept projets nitrates en cours, le canton de Fribourg a joué un rôle pionnier dans la mise en œuvre de l'article 62a LEaux. Des premiers résultats positifs de réduction des nitrates ont été obtenus, même si dans certains projets les teneurs en nitrates baissent plus lentement que prévu. Ce genre de projets doit cependant être étendu à d'autres ressources, surtout si l'on se fie aux résultats du programme de surveillance NAQUA réalisé par la Confédération. A l'échelle nationale, c'est en effet près de 20% des points de mesures choisis dans toute la Suisse qui présentent des teneurs en nitrates supérieures à 25 mg/l.
- En matière d'aménagement et d'entretien des eaux, un plan provisoire sur la revitalisation existe. Les cartes de dangers sont réalisées quant à elles à 50%.
- Concernant l'évacuation des eaux, la plupart des PGEE ont été réalisés. Sur un total de 210 PGEE (communaux et d'association) dans le canton de Fribourg, plus de 150 dossiers ont déjà été remis à fin 2008 pour examen préalable au service spécialisé. La soixantaine d'autres PGEE est en phase terminale de réalisation. Un travail de synthèse par bassin versant devra encore être réalisé.
- Dans le domaine de l'épuration des eaux, certaines STEP sont en limite de capacité ou devront subir à court terme des remises en état. Avant ces importants travaux, le plan cantonal d'assainissement doit être revu afin de définir où doivent être implantées les stations centrales d'épuration et quels périmètres doivent y être raccordés, de manière à minimiser les coûts de construction et les frais d'exploitation à venir.

Ces travaux pourront être repris ou complétés pour servir d'études de base et de plans sectoriels. L'Etat se doit de terminer la planification cantonale dans un bref délai pour que les communes puissent entreprendre leurs travaux et respecter le délai de 5 ans à partir de l'adoption de la planification cantonale pour l'établissement des plans directeurs de bassin versant. Dans la pratique, les études pourront démarrer en parallèle dans un certain nombre de cas, après discussion entre le canton et les bassins versants constitués.

A préciser qu'à l'alinéa 1 let. d, on entend par autres utilisations de l'eau non seulement la navigation (par exemple

amarrages, installations portuaires, etc.), mais également les eaux de refroidissement, les pompes à chaleur, etc.

Art. 4 *Plan directeur de bassin versant*

La première partie du message fait une large place à la présentation de ce plan (cf. pt 3.2); il y a lieu de s'y référer. Concernant le réexamen du plan qui doit intervenir lorsque les circonstances se sont notablement modifiées mais au moins tous les dix ans conformément aux prescriptions de la LATEC relatives au plan directeur régional (art. 33), il n'implique pas forcément une révision complète de l'instrument; celui-ci peut en effet être toujours valable ou ne faire l'objet que d'adaptations partielles.

Art. 5 *Surveillance*

L'Etat doit s'assurer, par l'observation, de l'efficacité des mesures prises au niveau du réseau principal des eaux superficielles et des ressources importantes d'eau souterraine. Au besoin et après avoir consulté les communes, il définit les mesures complémentaires nécessaires conformément à l'article 28 LEaux.

Art. 6–9 *Organes d'exécution*

Ces articles répartissent dans les grandes lignes les compétences entre l'Etat et les communes. Celles-ci peuvent agir individuellement ou en collaboration avec d'autres, selon les formes prévues par la législation sur les communes.

L'article 7 met la Direction chargée de l'application de la loi au bénéfice d'une clause générale de compétence. La répartition des tâches à l'intérieur de l'Etat se fait par la voie du règlement d'exécution.

Les communes continuent comme jusqu'à présent à collaborer avec le canton. Elles sont également tenues de collaborer entre elles dans les différents domaines de la gestion des eaux, ce qui s'impose avec la mise en place des structures de bassin versant.

Par ailleurs, l'instauration d'une commission pour la gestion des eaux, regroupant l'Etat, les représentants de l'association fribourgeoise des communes, les représentants d'associations intercommunales d'épuration des eaux et les milieux intéressés, doit aussi permettre d'examiner de manière globale les problèmes liés à la gestion des eaux et de faire progresser harmonieusement la mise en œuvre des nouvelles dispositions. Cette commission ne sera toutefois pas appelée à émettre des préavis sur des projets particuliers, tâche qui ressort de la compétence des services concernés.

Art. 10 *Ressources en eau et prélèvements d'eaux publiques*

Les principes de protection des ressources en eaux figurent déjà dans la loi sur le domaine public et dans la LEaux. Ils sont inscrits dans le projet de loi pour assurer leur prise en compte par tous les partenaires impliqués dans la protection et l'utilisation de ces ressources.

Le principe d'un régime hydrologique proche de son état naturel est repris de la LEaux. Il est complété par celui d'un régime de charriage équilibré dans les cours d'eau qui fait partie intégrante du contre-projet de la CEATE-E à l'initiative populaire «Eaux vivantes». La présence de retenues déséquilibre le régime hydrologique et de charriage des cours d'eau. Le but de la loi est donc d'imposer

aux propriétaires d'installation de prendre les mesures nécessaires au maintien de leur équilibre.

Le principe du maintien d'un régime de charriage équilibré ne change rien à la pratique actuelle de gestion des matériaux des cours d'eau naturels: la vidange des dépotoirs doit faire l'objet d'une demande d'extraction et d'autorisation en matière de pêche, comme actuellement. Les matériaux extraits sont soit réintroduits dans le cours d'eau où il y a un déficit, soit ils sont vendus ou directement exploités dans des projets de construction.

Art. 11 *Plan sectoriel des prélèvements d'eaux publiques*

Cette planification fait partie intégrante des études de base et plans sectoriels prévus à l'article 3. Elle se justifie par la pression sur les eaux souterraines, les lacs et cours d'eau qu'exercent les diverses formes d'utilisation dont ils font l'objet et donne suite aux principes inscrits dans plusieurs dispositions légales fédérales et cantonales:

- LEaux: article 58 al. 2 (inventaire des nappes souterraines et des installations servant à l'approvisionnement en eau);
- Ordonnance sur l'alimentation en eau en cas de crise: article 8 al. 1 (inventaire des installations d'approvisionnement en eau, des nappes souterraines et des sources qui se prêtent à l'approvisionnement en eau potable en cas de crise);
- Loi sur le domaine public: article 13 al. 1 (inventaire et carte des eaux souterraines du domaine public);
- Loi sur l'eau potable: article 22 (casier des eaux potables de l'ensemble des communes).

Art. 12 *Plan général d'évacuation des eaux (PGEE)*

La plupart des communes disposent aujourd'hui d'un plan directeur des égouts (PDE) visant à évacuer les eaux usées des ménages, de l'artisanat et de l'industrie, ainsi que les eaux de pluie et parasites dans un réseau de collecteurs unitaires essentiellement. En dépit de tous ses avantages, ce concept d'évacuation des eaux a aussi eu un impact négatif qui se manifeste de plus en plus avec l'extension des constructions dans les zones à bâtir. En effet, l'imperméabilisation des surfaces conduit, en cas de fortes pluies, à une augmentation massive des débits de pointe dans les cours d'eau, à une diminution de l'infiltration des eaux non polluées et de l'alimentation des nappes phréatiques, à une sollicitation plus intensive des rives des cours d'eau et à leur érosion ainsi qu'à une surcharge des stations d'épuration avec en corollaire une diminution du rendement entraînant des rejets néfastes à la qualité des eaux.

On a tenté jusqu'à présent de pallier ces problèmes par l'agrandissement continu des canalisations et par la correction de cours d'eau. Cette façon de faire n'apporte que des résultats partiels et insatisfaisants à terme.

Il faut envisager l'évacuation et le traitement des eaux de manière globale et différenciée, notamment dans les zones urbanisées. Les solutions techniques se doivent de prendre aussi en compte le système hydrologique naturel et les exigences de protection des eaux superficielles et souterraines. Cette démarche est à l'origine du plan général d'évacuation des eaux (PGEE). Celui-ci ne comprend pas seulement la construction des ouvrages servant à l'évacuation des eaux, mais aussi l'exploitation, l'en-

tretien, le renouvellement et l'adaptation continue de ceux-ci aux nouvelles connaissances et expériences.

Le PGEE fixe à l'échelle communale les mesures nécessaires, ainsi que leur délai de réalisation. En particulier pour la transformation des réseaux en système séparatif ou l'amélioration du concept d'évacuation et de traitement des eaux pluviales, il permet de distinguer les ouvrages devant être réalisés à court terme de ceux dont la construction peut être différée dans le temps.

Art. 13 *Liquides de nature à polluer les eaux*

Pour préserver les eaux souterraines l'Etat se doit de veiller à ce que les installations de stockage, notamment, soient réalisées et entretenues de manière à éviter toute pollution. Cette surveillance concerne à l'échelle du canton près de 800 citernes en zone S et plus de 32 000 en secteur A_U.

Art. 14 *Assainissement des installations et équipements*

Cette disposition permet d'obliger les propriétaires d'exploitations artisanales, industrielles et agricoles à assainir leurs installations lorsqu'elles ne sont pas conformes aux prescriptions fixées par le droit fédéral ou cantonal.

Art. 15 *Secteurs de protection des eaux,* *a) Délimitation*

Les cantons sont tenus de distinguer entre les secteurs particulièrement menacés et les autres secteurs.

Pour les secteurs particulièrement menacés, l'article 29 OEaux prescrit quatre délimitations:

- les secteurs A_U destinés à protéger les eaux souterraines exploitables;
- les secteurs A_O dont le but est de protéger les eaux superficielles et leur zone littorale, dans la mesure où cela est nécessaire, pour garantir une utilisation particulière de l'eau;
- l'aire d'alimentation Z_U qui couvre la zone où se rassemblent, à l'étiage, environ 90% des eaux du sous-sol pouvant être prélevées au maximum par un captage; cette aire d'alimentation vise la protection qualitative des eaux souterraines qui servent à l'alimentation en eau potable;
- l'aire d'alimentation Z_O qui couvre le bassin d'alimentation d'où provient la majeure partie de la pollution des eaux superficielles.

Le but de ces délimitations Z_U et Z_O est d'offrir une protection des eaux encore plus étendue que les zones S de protection des captages.

Art. 16 *Secteurs de protection des eaux,* *b) Mesures prises par l'agriculture et indemnité*

L'article 62a LEaux précise les limites des allocations d'indemnités aux agriculteurs pour empêcher le ruissellement et le lessivage de substances. Le même article précise qu'il appartient aux cantons de distribuer le solde des indemnités aux ayants droit. Le règlement d'exécution définira les mesures de protection des eaux que doivent prendre les agriculteurs; il tiendra compte des contrats en cours et des mesures déjà en vigueur. La voie conventionnelle a été choisie pour l'attribution de ces indemnités. En cas de nécessité, l'Etat peut imposer certaines mesures d'intérêt public.

Cet article permet de reprendre les objectifs poursuivis par l'arrêté du Conseil d'Etat du 28 novembre 2000 relatif à la réduction des charges en nitrates provenant de l'exploitation agricole du sol. Cet arrêté sera abrogé à l'entrée en vigueur de la loi.

Art. 17 *Zones de protection des eaux souterraines* *a) Délimitation et restrictions*

L'alinéa 1 précise les devoirs des détenteurs d'ouvrages de captage pour l'établissement des zones de protection des eaux souterraines (zones S); les délais de réalisation sont inscrits à l'article 62.

L'alinéa 2 introduit le principe de l'interdiction des sondes géothermiques dans les zones de protection, conformément au chiffre 22 de l'annexe 4 de l'OEaux.

L'alinéa 3 entérine une pratique découlant des prescriptions fédérales, qui fixent des exigences particulièrement difficiles à remplir pour les entreprises implantées en zone de protection. Pour éviter des conflits ultérieurs prévisibles et en vertu du principe de précaution, il est plus efficace de renoncer à l'implantation de zones d'activité (industrielle ou artisanale) en zone S.

Art. 18 *Zones de protection des eaux souterraines* *b) Procédure*

L'application du plan des zones de protection des eaux souterraines modifie très souvent l'utilisation des sols. Il est donc logique d'adopter une procédure analogue à celle de l'approbation des plans d'affectation des zones.

Art. 19 *Zones de protection des eaux souterraines* *c) Contrôle*

Il apparaît que le détenteur du captage est celui qui peut le mieux contrôler et faire respecter les prescriptions du règlement. Il se montrera d'autant plus vigilant qu'il est également responsable de la qualité de l'eau distribuée. Une autre instance ne pourrait effectuer que des contrôles très sporadiques qui n'auraient ni l'impact, ni l'efficacité recherchés. L'Etat se réserve cependant la possibilité de faire des contrôles par pointages.

Art. 20 *Périmètres de protection des eaux souterraines*

Cette disposition confère à l'Etat la tâche de fixer les périmètres de protection nécessaires afin de préserver les ressources en eau. Elle détermine en outre la procédure et le principe de recouvrement des frais. Les périmètres sont établis en prévision de captages futurs et déploient en principe les mêmes effets que les zones de protection.

Art. 21 *Intervention en cas d'accident et police de la protection des eaux*

Cette disposition répond aux exigences de l'article 49 al. 1 de la LEaux. Le règlement d'exécution précisera les tâches de police de protection des eaux et désignera les services impliqués pour l'intervention, notamment en cas d'accident impliquant des hydrocarbures ou des substances chimiques.

Art. 22 *Principes*

Cet article introduit les dispositions concernant l'aménagement des cours d'eau et des lacs. Il rappelle les objectifs essentiels en la matière: la protection contre les crues et la revitalisation. Il réaffirme la priorité des mesures

d'entretien et de planification par rapport à celles de correction, conformément aux dispositions fédérales.

L'entretien a pour but de maintenir la protection contre les crues à un niveau constant. Il est également indispensable à la sauvegarde des cours d'eau naturels. Il englobe toutes les interventions techniques telles que le nettoyage des lits, les soins à la végétation, l'enlèvement de dépôts alluvionnaires, l'entretien courant des ouvrages de protection. L'objectif est d'assurer le bon écoulement des crues, sans modifier le caractère du cours d'eau.

La planification vise essentiellement à déterminer l'affectation et l'utilisation des sols en regard des risques et des dangers potentiels. Elle s'appuie sur les études de base de dangers et des analyses de risques. Elle englobe toutes les études de portée générale et les inventaires établis pour définir les objectifs et les modalités de gestion des cours d'eau.

Les études de portée générale et les inventaires sont, pour l'essentiel, définis sous la désignation d'études de base par l'article 27 de l'Ordonnance du 2 novembre 1994 sur l'aménagement des cours d'eau (OACE), et portent sur l'établissement et la tenue à jour:

- des cartes de dangers
- du cadastre événementiel (inventaire des événements dommageables vécus, de leur intensité, extensions et conséquences)
- du cadastre des ouvrages et installations de protection et de leur état
- du cadastre de l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau
- des stations de mesure requises dans l'intérêt de la protection contre les crues et leur exploitation.

Le canton est amené à effectuer d'autres études de planification, notamment en relation avec la revitalisation des cours d'eau, pour mieux définir les besoins, opportunités et priorités de telles mesures. Ces études peuvent également avoir pour objet de préciser les modalités de gestion de cours d'eau soumis à un statut de protection particulier en vertu d'ordonnances fédérales (par exemple zones alluviales d'importance nationale).

L'examen périodique de l'état des cours d'eau et des ouvrages de protection dictera les programmes d'interventions (entretien, réfection, reconstruction, aménagement). Ceux-ci seront introduits sous forme d'objectifs et de modalités de gestion dans les plans directeurs de bassins versants.

Art. 23 *Revitalisation*

D'après les relevés écomorphologiques effectués dans le canton jusqu'en 2006, 62% des 325 km de cours d'eau analysés ne sont plus dans un état naturel. Fait parlant à mettre en relation avec cette banalisation des cours d'eau, la moitié environ des espèces indigènes de poissons du canton figurent sur la liste rouge des espèces menacées.

Cet article définit la nature des mesures de revitalisation destinées à garantir ou rétablir les fonctions naturelles des cours d'eau. Il s'agit de mesures qui dépassent la simple prise en compte de la protection contre les crues.

La possible remise à ciel ouvert des cours d'eau découle du principe d'interdiction de la couverture ou mise sous terre des cours d'eau édicté par l'article 38 LEaux. Cette mesure peut être essentielle, également sous l'angle de la

sécurité à l'égard des crues. Le principe de proportionnalité a été rappelé afin d'assurer la réalisation de mesures techniquement et économiquement supportables. Dans chaque cas, il faudra procéder à une pesée des intérêts entre le besoin de préserver les bonnes terres agricoles d'une part et les intérêts liés à la remise à ciel ouvert de cours d'eau sous tuyaux d'autre part.

L'Etat ne peut pas ordonner la remise à ciel ouvert des cours d'eau; par contre, il peut interdire la mise sous tuyaux de cours d'eau ou la restauration d'anciens tuyaux, sous réserve des exceptions prévues dans la LEaux.

Art. 24 *Cours d'eau, lacs et rives*

Le classement en zone protégée des surfaces riveraines nécessaires aux cours d'eau est indispensable pour garantir la mise en œuvre cohérente des mesures de réaménagement préconisées. Celles-ci répondent aux principes de rétention des crues dans des espaces libres, de minimisation des interventions et de prévention de l'exposition aux dangers naturels.

Art. 25 *Espace minimal nécessaire aux cours d'eau*

Depuis près d'un siècle, l'espace affecté aux cours d'eau a fortement diminué. L'utilisation toujours plus intensive du sol explique ce phénomène. Des corridors d'évacuation des crues doivent être maintenus libres ou créés, pour éviter que des événements extrêmes n'occasionnent des dommages ruineux. Les dernières crues de 1999, 2000, 2005 et 2007 ont montré, à l'échelle nationale, la nécessité d'assurer un parcours pour les eaux lors d'événements majeurs. Les cours d'eau doivent souvent pouvoir disposer de davantage d'espace. Leur équilibre naturel et la reconstitution de milieux naturels ou proches de l'état naturel en dépendent également. La revitalisation et les interventions au titre de corrections de cours d'eau impliquent donc qu'on attribue aux cours d'eau des surfaces riveraines plus étendues.

L'alinéa 1 établit que la détermination de l'espace minimal nécessaire demandée à l'article 21 al. 2 de l'OACE est du ressort de l'Etat. Les communes sont invitées à intégrer cet espace dans leur plan directeur d'aménagement local (PAL). Plusieurs communes ont déjà inscrit l'espace minimal nécessaire dans leur PAL et reporté dans le règlement communal d'urbanisme le texte proposé dans le guide: «Aucune construction ou aménagement (modification de la topographie existante, pose de clôtures, etc.) ne peut être réalisé à l'intérieur de l'espace nécessaire aux cours d'eau». Le public a la possibilité de prendre position par rapport à cette délimitation dans le cadre de la procédure de mise à l'enquête du PAL. La réservation d'un espace minimal nécessaire, par exemple pour un cours d'eau sous tuyau, ne contraint pas les propriétaires riverains ou la commune à le remettre à ciel ouvert ou à le revitaliser. Cela permet simplement d'éviter l'implantation de nouvelles infrastructures proches des cours d'eau, qui risqueraient d'être endommagées en cas de crue, et de maintenir la possibilité d'aménager les cours d'eau en respectant mieux ces fonctions naturelles. Les constructions et les infrastructures existantes dans l'espace minimal nécessaire sont maintenues et peuvent faire l'objet de mesures d'entretien. Il est également important de préciser que la délimitation de l'espace minimal nécessaire ne conduit pas à une modification de la propriété, qui reste inchangée. Il y a par contre une restriction concernant l'exploitation du bien fonds.

La Confédération a proposé en 2000 une méthode pour la détermination de l'espace nécessaire pour les cours d'eau. Le point de départ de cette méthode est l'évaluation de la largeur naturelle du cours d'eau. Elle est déterminée sur la base d'observations sur le terrain et la considération de documents historiques, tels que les anciennes cartes topographiques. Connaissant la largeur naturelle du cours d'eau, il est alors possible de déterminer son espace nécessaire à l'aide d'un abaque produit par la Confédération. Cet espace est finalement ajusté et fixé selon les particularités du site. La délimitation définitive de l'espace minimal tient par ailleurs compte des infrastructures ou des constructions présentes.

A la fin de l'année 2008, le canton avait déterminé l'espace nécessaire au cours d'eau sur le territoire de 40 des 168 communes fribourgeoises. A la fin de l'année 2010, cet espace devrait être délimité pour 35 communes supplémentaires. A ce rythme, l'espace minimal nécessaire devrait être défini pour l'ensemble des cours d'eau fribourgeois à la fin 2013.

L'alinéa 2 règle les cas où l'espace minimal nécessaire n'est pas encore délimité. Lors de l'examen de permis de construire ou des révisions des PAL notamment, le service compétent déterminera l'espace minimal nécessaire pour les tronçons de cours d'eau, où il n'a pas encore été défini. Pour ce faire, il tiendra compte entre autres de la nature du cours d'eau et de ses rives, des exigences pour son entretien et son aménagement, du danger lié aux crues ainsi que de la préservation des constructions et des installations. A défaut d'une telle détermination, l'espace minimal nécessaire est fixé à 20 mètres à partir de la ligne moyenne des hautes eaux. Cette règle est reprise de la loi cantonale sur l'aménagement des cours d'eau de 1975 (art. 46). Dans la pratique, cette règle devrait toutefois être très rarement appliquée, car la détermination systématique de l'espace nécessaire au cours d'eau fait partie pour l'Etat de ses tâches prioritaires.

Les alinéas 3 à 8 règlent l'affectation de l'espace nécessaire dans l'aménagement du territoire et précisent quelles constructions sont autorisées ou interdites dans cet espace. Ils reprennent et complètent le principe déjà inscrit dans le plan directeur cantonal.

L'espace minimal nécessaire devrait être libre de toute construction. L'alinéa 3 définit une distance de construction à respecter entre les bâtiments et l'espace minimal nécessaire, comme ceci existe aussi pour les forêts. Cette distance est au minimum de 4 mètres. Elle est appliquée systématiquement depuis plusieurs années déjà. Cette disposition donne donc un caractère légal à la pratique actuelle.

L'espace minimal est défini dans les zones à bâtir et les zones agricoles. Il est classé en zone protégée chaque fois que cela est possible et, à défaut, il fait l'objet de mesures particulières de protection (alinéa 4). Etant donné que le but de la définition de l'espace minimal nécessaire est de ne plus autoriser de nouvelles constructions trop proches de la rivière, la zone à bâtir ne peut pas être étendue dans l'espace minimal (alinéa 5).

Les dépôts de matériaux ou la modification du terrain naturel ne sont pas autorisés dans l'espace minimal nécessaire (al. 6). Toutefois, une exception est faite pour les chemins pédestres et de desserte agricole, qui peuvent être autorisés exceptionnellement dans l'espace minimal (al. 7).

Finalement, l'alinéa 8 précise quel type d'aménagement est autorisé entre l'espace minimal et la distance de construction. Seuls des aménagements extérieurs y sont permis. Afin de pouvoir circuler le long des rives et d'accéder au cours d'eau, aucun objet ne doit empêcher la libre circulation entre ces deux limites.

Le schéma en annexe illustre de façon simplifiée la délimitation de l'espace nécessaire et de la limite de construction.

Art. 26 *Service d'alerte*

La charge d'organiser le service d'alerte nécessaire face aux dangers de l'eau est confiée aux communes. Elles doivent le faire en cohérence avec les dispositions en matière de dangers naturels, de police du feu et l'organisation de prévention et lutte contre les éléments naturels (pompiers, protection civile).

Art. 27 *Travaux, a) Exécution*

Les tâches d'aménagement, de réfection et d'entretien des cours d'eau sont attribuées aux communes qui pourront s'organiser en associations de communes, notamment selon la nature, l'étendue et l'importance des travaux. Il s'agit d'une modification majeure par rapport au système actuel, qui attribue ces tâches aux propriétaires riverains ou à des entreprises d'endiguement formées des propriétaires fonciers et/ou des communes intéressés aux travaux. La modification se justifie à plusieurs titres:

- les communes peuvent mieux que les propriétaires riverains prendre en compte l'intérêt public prépondérant (protection de l'environnement, protection de la nature, lutte contre les crues);
- les communes du bassin versant ont une vue globale des mesures de planification et de gestion;
- les formalités de gestion administrative sont largement simplifiées (abandon des périmètres et de la répartition des frais entre de nombreux propriétaires).

En tant que maître d'œuvre, les communes devront élaborer des projets d'aménagement et de revitalisation; elles procéderont aux travaux; elles géreront des programmes d'entretien. Elles mèneront également les procédures d'approbation (permis de construire, autorisations diverses) et de financement (demandes de subventions). Les communes pourront avoir recours au service spécialisé en matière d'aménagement des cours d'eau qui assurera, comme actuellement, l'exercice de la police des eaux, le rôle d'organe de subventionnement ainsi que la surveillance générale des travaux.

La charge des travaux relatifs aux rives des lacs artificiels incombe comme actuellement à leur exploitant.

La disposition concernant l'exécution de travaux nécessités par la présence d'ouvrages et d'installations sur les cours d'eau se base sur le principe de causalité. Ces travaux sont donc exécutés par le propriétaire de ces ouvrages. Ceci respecte la pratique actuelle.

Art. 28 *Travaux, b) Surveillance*

Le service compétent assume la surveillance générale des travaux au bénéfice de subventions. Deux raisons motivent ce choix: le contrôle de conformité d'une part et l'utilisation rationnelle des deniers publics d'autre part.

Art. 29 Travaux, c) Procédure

La procédure de permis de construire est applicable pour les interventions qui modifient sensiblement l'état ou le caractère d'un cours d'eau (aménagement constructifs, corrections). A contrario, les mesures d'entretien ne sont pas soumises à permis de construire.

Art. 30 Travaux, d) Mesures urgentes

Les dispositions réglant les mesures d'urgence sont reprises de l'actuelle loi sur l'aménagement des eaux (LAE). Elles restent nécessaires pour les mesures de sécurité immédiates. De même, reste justifiée la possibilité de répartir les frais entre les propriétaires. C'est le cas notamment pour toutes les interventions mineures qui ne s'inscriraient pas dans un concept de mesures dûment planifiées.

Art. 31 Travaux, e) Utilisation du fonds d'autrui

Ces dispositions sont reprises de la LAE. Elles permettent d'obliger les propriétaires concernés et les exploitants à mettre les terrains riverains à disposition en cas de travaux sur un cours d'eau.

Art. 32 Acquisition de terrain, a) Forme

Les actes de transfert de propriété doivent pouvoir être simples et peu onéreux pour la collectivité publique, et cela pour l'ensemble des opérations d'acquisition des terrains ou autres droits. Cet article a pour but de permettre l'établissement des actes par le géomètre; il est en concordance avec la loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO).

Art. 33 Acquisition de terrain, b) Mention

La disposition est destinée à assurer, en toutes circonstances, la réservation de terrains et droits nécessaires à l'exécution de travaux. Sa teneur est conforme à la LMO.

Art. 34 Interdictions

Les interdictions ou restrictions portent sur des activités préjudiciables à l'équilibre naturel des cours d'eau et au bon écoulement des hautes eaux. Il s'agit de dispositions reprises de la loi actuelle, avec une mise à jour pour la lettre d.

Art. 35 Mesures d'intervention

La possibilité d'intervention en cas d'actions illicites est un corollaire nécessaire aux interdictions de l'article 34. Son attribution à l'Etat est un gage de rapidité et d'efficacité par rapport à une procédure de dénonciation ou plainte à une autorité tierce.

Dans les cas d'aménagement illicite, les dispositions de la LATeC prévalent, dès lors que la procédure de permis de construire est applicable.

La suppression de dérivations de cours d'eau, la remise en état des lieux et le rétablissement du cours d'eau complètent utilement les dispositions fédérales relatives au maintien de débits résiduels convenables et aux assainissements.

Ces dispositions de police des eaux sont reprises de la loi actuelle avec quelques simplifications et modifications rédactionnelles.

Art. 36 Extraction de matériaux du domaine public des eaux

Cette disposition est reprise de l'actuelle LAE qui fixe un principe général d'interdiction d'extraction de matériaux dans les cours d'eau et les lacs, avec possibilité de dérogation en cas d'intérêt public majeur. Il n'est plus fait référence à la condition de renouvellement des matériaux, laquelle résulte dorénavant du droit fédéral (art. 44 al. 2 LEaux).

La possibilité qui est faite aux collectivités publiques d'extraire des matériaux dans les cours d'eau pour exécuter des travaux d'utilité publique résulte de la pratique actuelle.

Art. 37 Ouvrages pour la navigation

Cet article précise quels sont les ouvrages destinés à la navigation concessionnée. Il précise en outre qui est responsable de leur construction et de leur entretien. Il correspond aux dispositions en vigueur, sans reprendre toutefois les dispositions réservant d'autres prescriptions fédérales (notamment de la loi et de l'ordonnance sur la navigation intérieure) ou cantonales (loi sur le domaine public, LATeC), leur prise en compte allant de soi. Les conventions intercantionales concernant la reconstruction et la conservation en commun par les cantons de Berne, Soleure, Fribourg, Vaud et Neuchâtel des ouvrages de la II^e Correction des eaux du Jura méritent en revanche d'être expressément réservées.

Art. 38–39 Tâches cantonales et du bassin versant

Il convient de se référer ici à la première partie du message (cf. pt 3.3) qui fait une large place aux dispositions relatives à la répartition des responsabilités entre l'Etat et les bassins versants concernant le financement de la protection des eaux.

La possibilité est donnée aux communes comprises dans le périmètre d'un bassin versant de créer un fonds alimenté par une redevance maximale de 5 centimes par mètre cube d'eau consommée, afin de financer l'élaboration des plans directeurs de bassin versant et les démarches visant à la constitution des structures nécessaires à leur gestion. Dans le sens d'une économie de moyens, il est également opportun que les communes se regroupent pour disposer du personnel technique nécessaire à l'entretien et au contrôle des installations; la formation de ces responsables communaux peut bénéficier de cette contribution. Pour vérifier l'efficacité des mesures de protection, il faudra analyser les eaux à la sortie des installations et dans les exutoires; le fonds pourra aussi servir à financer ces analyses.

Art. 40 Taxes communales, a) Principe

Pour les articles 40 à 43, il convient de se référer à la première partie du message (en particulier le pt 3.3) qui fait une large place à la présentation de ces taxes communales. Les principes de causalité et de couverture des coûts découlant du droit fédéral sont rappelés dans cet article.

Art. 41 b) Taxe de raccordement et charge de préférence

L'alinéa 3 matérialise l'acceptation par le Conseil d'Etat le 23 août 2005 de la motion Hubert Carrel concernant les taxes d'évacuation et d'épuration des eaux usées (N° 073.04). Il s'agit de faire une exception pour les agriculteurs qui entendent poursuivre l'exploitation de leur

terrain situé en zone à bâtir et qui risqueraient de se trouver dans une situation financière difficile s'ils devaient payer leur contribution pour l'ensemble du terrain. La possibilité est ainsi donnée de ne percevoir la taxe de raccordement que pour une surface théorique englobant les bâtiments faisant partie du domaine agricole. La charge de préférence reste due pour le solde de la parcelle non construite de façon à respecter le principe de l'égalité de traitement. Par ailleurs, une utilisation ultérieure de la surface située dans la zone à bâtir qui irait au-delà de la surface théorique prise en compte donnera lieu à une facturation complémentaire.

Pour les fonds non construits mais raccordables, un montant d'au maximum 70% de la taxe de raccordement est perçu. C'est la charge de préférence (al. 4).

Art. 42 c) *Taxe de base annuelle*

Les investissements consentis pour les infrastructures de protection des eaux dans le canton (canalisations, station d'épuration, etc.) représentent un capital d'environ 1,7 milliard de francs. Il est indispensable de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la conservation et le maintien de la valeur de ces infrastructures.

La taxe de base est prélevée annuellement auprès de tous les propriétaires de terrains situés dans la zone à bâtir. Il serait arbitraire de répartir les frais fixes et de renouvellement des ouvrages entre les seuls propriétaires de fonds construits, dès lors que le dimensionnement de l'équipement impose de prendre en considération le potentiel de construction de tous les terrains en zone à bâtir et d'engager des frais correspondants. La construction ou non des terrains est sans effet sur le montant des frais que les communes doivent engager pour assurer le renouvellement de l'équipement.

Le calcul du maintien de la valeur des ouvrages de protection des eaux se fonde sur des données techniques qui doivent être définies par le PGEE, à savoir la valeur actuelle de remplacement des ouvrages et leur durée de vie. A titre indicatif, et en fonction de l'état actuel de la technique, les taux suivants sont recommandés pour atteindre les objectifs visés par cette taxe de base annuelle:

- 1,25% de la valeur actuelle de remplacement des canalisations (durée de vie de 80 ans);
- 2% de la valeur actuelle de remplacement des ouvrages spéciaux (durée de vie de 50 ans);
- 3% de la valeur actuelle de remplacement des STEP (durée de vie de 33 ans).

Art. 44 *Règlement*

Le Service de l'environnement en collaboration avec le Service des communes a publié un règlement type communal pouvant servir de guide aux communes.

Art. 45 *Coût*

Les dispositions de cet article renforcent la prise en charge par les collectivités publiques du coût des aménagements des cours d'eau et des lacs.

Pour les études de base à charge du canton, l'incidence financière est faible par rapport à la situation actuelle. En effet, ces études sont déjà en grande partie réalisées, notamment les cartes de dangers dans les Préalpes. Avec l'introduction de la RPT, les études de base resteront une

priorité de la Confédération et des subventions fédérales à un taux de 50% seront allouées à cette tâche.

Les communes assurent le financement des travaux, mais elles peuvent ensuite reporter partiellement les coûts sur les propriétaires intéressés. Le but est de faciliter le financement des travaux nécessaires, notamment lorsque leur exécution ne peut être différée. Cette disposition est un corollaire logique à celle qui permet aux communes de confier l'exécution de travaux à des syndicats d'améliorations foncières; elle est particulièrement adaptée aux projets d'assainissements intégraux en région de montagne (AMIZOM) confiés à des syndicats à buts multiples.

Art. 46 *Participation de tiers*

Cette disposition précise les cas où la participation financière des propriétaires de fonds et d'autres tiers peut être requise. Les principes de causalité et de l'avantage sont repris de la loi actuelle. Ils ont donné satisfaction dans leur application, notamment par des commissions de classification. A défaut d'entente entre les parties concernées, la participation est fixée par application analogique des dispositions de la LATeC relatives aux frais d'équipement des zones à bâtir.

Art. 47 *Subventions: principes*

Il faut se référer ici à la première partie du message qui fait une large place aux dispositions relatives au subventionnement de l'aménagement des cours d'eau (cf. pt. 3.4).

On rappellera que dans le cadre de la RPT, l'aménagement des cours d'eau reste une tâche commune des cantons et de la Confédération. Les projets de faible importance (moins de 1 million de francs de travaux) et les études de base (carte de dangers) sont intégrés dans l'offre de base de la Confédération, qui fait l'objet de la convention-programme. Les projets de plus de 1 million de francs (environ 2 à 3 projets par année) font l'objet de décision individuelle de subvention dont le taux variera en fonction de leur efficacité. Les cantons disposent d'une certaine liberté dans l'utilisation de l'offre de base fédérale, notamment pour subventionner les petits projets et les travaux d'entretien.

La mise en application des conventions-programmes avec la Confédération ne devrait pas avoir de conséquences financières sur les communes. Bien que la subvention fédérale baisse de 45% à 35% pour l'offre de base, il est prévu d'élever le taux des subventions cantonales, afin de maintenir la charge des communes au même niveau que dans le passé. L'augmentation du taux des subventions cantonales pour l'aménagement des cours d'eau devrait être couverte, selon le principe de la RPT, par une augmentation globale des subventions fédérales versées à l'Etat de Fribourg. Afin d'assurer la souplesse nécessaire, le taux de la subvention cantonale n'a pas été inscrit dans la loi mais il sera fixé par le Conseil d'Etat. Cette même approche a déjà été retenue pour les subventions cantonales aux améliorations foncières.

Art. 48 *Subventions complémentaires* a) *en montagne ou lors de travaux* *d'améliorations foncières*

Les régions de montagne sont soumises à des processus hydrologiques violents, tels que les laves torrentielles. Les mesures de protection contre les crues sont souvent plus onéreuses qu'en région de plaine. Etant donné le fai-

ble taux d'occupation du sol ou la faible densité de la population, les frais de ces mesures sont pris en charge par moins de personnes. Par conséquent, le principe actuel de la loi d'une subvention complémentaire pour l'aménagement des cours d'eau de montagne est maintenu dans le projet de loi. Ce complément de subvention devrait être fixé à 5%.

Afin de résoudre en partie le problème de l'emprise sur le territoire des projets de revitalisation, une subvention complémentaire est accordée aux projets dont l'acquisition et la répartition des terrains sont réglées à travers un syndicat d'amélioration foncière. Cette subvention complémentaire devrait être également de 5%. Le contre-projet à l'initiative «Eaux vivantes» de la CEATE-E prévoit que les cantons puissent ordonner des remboursements. Plutôt que d'ordonner une telle démarche, le Conseil d'Etat préfère la favoriser en accordant une subvention complémentaire. Ces subventions complémentaires sont destinées aux projets d'aménagement des cours d'eau, et non pas aux travaux d'améliorations foncières.

Art. 49 *Subventions complémentaires*
b) pour les travaux de revitalisation ou d'entretien

Le premier paragraphe de cet article porte sur le soutien financier pour les travaux de revitalisation vu la priorité accordée par le projet de loi à la revitalisation des cours d'eau. La subvention complémentaire devrait se monter à 20% du coût des travaux. N'entrent toutefois en ligne de compte que des travaux reconnus comme prioritaires par le plan directeur de bassin versant.

A noter que la revitalisation fait l'objet d'une convention-programme entre la Confédération et le canton. Selon cette convention, le taux des subventions de la Confédération est au maximum de 35%. Dans le passé, la Confédération octroyait une aide financière pouvant s'élever jusqu'à 45%. Si le soutien financier de la Confédération a diminué depuis l'introduction de la RPT, il est désormais garanti, ce qui n'était pas le cas des aides financières. Cette situation pourrait toutefois encore évoluer favorablement avec le contre-projet de la CEATE-E, qui prévoit une subvention fédérale de 65% pour les projets de revitalisation reconnus comme prioritaires.

Le deuxième paragraphe porte sur le soutien financier cantonal pour les travaux d'entretien des cours d'eau. Autant la stratégie cantonale que fédérale de protection contre les crues donnent la priorité aux mesures d'entretien. Le projet de loi accorde donc logiquement une subvention complémentaire à ces travaux, pour autant qu'ils résultent d'un plan d'entretien approuvé pour un cours d'eau revitalisé ou naturel. La subvention complémentaire devrait être également de 20%.

Art. 50 *Coût minimal*

Afin de réduire les démarches administratives associées au financement des petits projets d'aménagement de cours d'eau, un seuil minimal du coût des travaux subventionnables sera défini dans le règlement d'exécution de la loi. Ce seuil devrait être fixé à 20 000 francs pour les travaux d'aménagement, de réfection et de revitalisation et à 2000 francs pour les travaux d'entretien.

Art. 51 *Dépenses prises en considération*

Cet article précise les dépenses qui peuvent faire l'objet de subvention au titre de la protection contre les crues et de la revitalisation.

Art. 52 *Travaux urgents*

Des événements récents – glissement de Chlöwena (Falli-Höllli) à Plasselb en 1994, trombes d'eau au Lac Noir en 1997, crue de la Tana à Grandvillard en août 2005 – ont montré la nécessité d'introduire une disposition spécifique autorisant le Conseil d'Etat à engager une avance de fonds en cas de travaux urgents. La loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat ne contient pas de dispositions spécifiques pour de tels cas.

L'appréciation de la situation appartient au Conseil d'Etat, sur la base de l'évaluation des travaux, des difficultés de financement de la commune et de l'importance de la subvention prévisible; lors de tels événements, la Confédération est immédiatement consultée par le service compétent qui s'assure de l'octroi ultérieur de son aide financière.

Art. 53 et 54 *Ouvrages pour la navigation concessionnée*

Les dispositions sont reprises de la loi actuelle. Le maintien de la navigation concessionnée implique un soutien de l'Etat aux ouvrages nécessaires à son activité. Il s'agit de préserver le tourisme dans les communes qui disposent des installations portuaires ou qui en sont voisines. Cet aspect justifie le maintien d'une disposition quant à la faculté de répartir les frais.

Le taux de la subvention cantonale sera fixé dans le règlement d'exécution de la loi. Un taux unique sera appliqué à tous les projets et à toutes les communes par souci de simplification administrative, ce d'autant plus qu'à l'avenir il ne sera plus possible de tenir compte de la capacité financière des communes avec le nouveau régime de péroration intercommunale. Ce taux devrait être de 30%.

Art. 54–60 *Exécution*

Ces dispositions sont essentiellement reprises de la loi d'application de 1974 sur la protection des eaux contre la pollution. Elles ont toutefois été adaptées aux exigences de la LEaux et du Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA). Quelques précisions s'imposent:

- l'article 55 reprend le principe du pollueur-payeur et fixe les dispositions pour les cas très fréquents d'intervention en matière de protection des eaux contre les pollutions diverses. La répartition des frais fait l'objet d'une disposition similaire à ce que prévoient le droit fédéral et la jurisprudence en matière d'environnement;
- l'article 58 permet aux services compétents de demander à d'autres instances de l'Etat la transmission de données personnelles nécessaires à l'exécution des tâches prévues par la loi (cf. art. 10 de la loi sur la protection des données). Le règlement d'exécution précisera les données auxquelles ces services pourront avoir accès;
- l'article 59 énumère les objets reconnus d'utilité publique et pouvant donner lieu à expropriation. Celle-ci n'est toutefois engagée qu'après que des négociations en vue d'une acquisition de gré à gré aient échoué;

- l'article 60 détermine le cadre du règlement d'exécution et rend possible la référence à des normes d'associations de professionnels pour certains travaux techniques; il délègue aussi la possibilité au service spécialisé d'édicter des directives et recommandations techniques.

Art. 61 *Contraventions*

Afin de respecter le principe de la base légale en droit pénal, l'alinéa 1 énumère les violations de plusieurs dispositions de la loi qui constituent des contraventions. Celles-ci sont passibles de l'amende.

Art. 62 *Délais*

Tous les délais pour les tâches qui doivent être exécutées après l'entrée en vigueur de la loi ont été regroupés dans cette disposition. La planification cantonale est la clé de voûte de la gestion des eaux; elle doit précéder l'élaboration des plans directeurs de bassin versant, raison pour laquelle il faut l'entreprendre et la mener à terme sans tarder. Les plans directeurs de bassin versant suivront et seront réalisés sur la base de la planification cantonale. La constitution des organes chargés de gérer ces bassins versants selon les formes reconnues par la loi sur les communes prendra certainement du temps. Les communes devraient s'y atteler dès l'entrée en vigueur de la loi, de manière à ce que l'élaboration des plans directeurs de bassin versant puisse débiter immédiatement après la planification cantonale.

La fixation de délais pour la réalisation des PGEE est nécessaire pour obtenir rapidement une connaissance précise de l'état et des caractéristiques des ouvrages existants, ainsi que des adaptations nécessaires. Le calcul des taxes d'évacuation des eaux repose également sur les résultats de cette planification. Enfin il est indispensable que les zones de protection des eaux souterraines puissent être légalisées dans un délai court afin de garantir la protection des captages d'intérêt public contre des aménagements ou activités risquant de les polluer. Il s'agit de réduire le risque de fermer certains captages ou de recourir à de coûteuses mesures de dépollution.

Art. 63 *Subventions*

Les subventions dans le domaine des eaux usées vont disparaître après la réalisation des ouvrages qui ont fait l'objet d'une demande déposée auprès de la Confédération avant le 1^{er} novembre 1997, et après la réalisation des PGEE que la plupart des communes sont en train d'élaborer. Ces objets sont au bénéfice d'indemnités fédérales délivrées selon le régime en vigueur à l'époque. Le canton versera sa part de subventions pour les objets concernés (cf. pt 3.3).

Art. 64 *Entreprises d'endiguement*

Ces dispositions assurent le passage du droit actuel au nouveau droit.

Un délai de dix ans est fixé pour la fin des entreprises d'endiguement. Une dissolution plus rapide des entreprises d'endiguement n'est pas souhaitable dans la mesure où certaines mènent des travaux importants dont il convient d'assurer une exécution rationnelle. Un certain nombre d'entre elles ont une structure analogue à l'association de communes et pourront facilement faire face à la mutation.

Afin d'éviter une renégociation des clefs de répartition des coûts entre les communes, le projet de loi prévoit expressément leur maintien lors de la mutation d'une entreprise d'endiguement en association intercommunale. La contribution d'une commune à l'association intercommunale comprendra la contribution qu'elle versait à l'entreprise d'endiguement mais aussi celles des propriétaires sur son territoire. La commune pourra cependant récupérer auprès des propriétaires les contributions qu'ils versaient.

Art. 65–69 *Abrogations et modifications*

Ces dispositions abrogent la loi du 22 mai 1974 d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution, la loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux et le décret du 4 novembre 1976 relatif à l'application de l'article 42 de la loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux.

Elles modifient la loi d'application du code civil suisse, la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions, la loi sur le domaine public et la loi sur la pêche.

Art. 67 *Modifications, c) Domaine public*

Art. 12

L'intégration au domaine public des zones alluviales d'importance nationale revêt un grand intérêt. Il s'agit essentiellement de parcelles forestières dont le transfert au domaine public sera opéré par opportunité, par exemple à l'occasion de nouvelles mensurations cadastrales. L'intégration au domaine public est un objectif à moyen et long terme, il n'y a pas lieu de procéder à une acquisition systématique.

Art. 21

La compétence pour l'octroi de concession pour l'utilisation du domaine public est transférée du Conseil d'Etat à la Direction en charge du domaine public par simplification administrative. La décision est sujette à recours au Tribunal cantonal.

Art. 23

Les procédures de demande de concession et de demande d'autorisation sont précisées. Vu leur importance, les demandes de concession sont mises à l'enquête durant trente jours, à l'instar des plans de zones de protection des eaux souterraines (cf. art. 17).

Les demandes d'autorisation pour l'arrosage et le passage d'infrastructures souterraines (par exemple réseaux d'alimentation électrique) sont dispensées d'enquête. La loi entérine ainsi une pratique de longue durée.

Art. 24

La nouvelle lettre e relative aux eaux superficielles et souterraines a pour but de permettre une intervention plus efficace de l'autorité si, par exemple, un puits alimenté par infiltration d'un cours d'eau influence notablement le débit de ce dernier ou, au contraire, le pompage d'une eau superficielle entrave l'infiltration des eaux vers une nappe alimentant les puits de pompage.

Art. 41

La disposition actuelle relative au prélèvement d'eau est modifiée et introduit un régime général d'autorisation. La concession est réservée expressément aux prélève-

ments durables pratiqués au moyen d'installations fixes. Ce nouveau système introduit la souplesse nécessaire à une gestion rationnelle des eaux: le régime d'autorisation limitée dans le temps permet de revoir les conditions d'un prélèvement selon les incidences et l'évolution de la situation. Il est de nature à réduire le nombre et l'ampleur des études hydrogéologiques.

La priorité accordée à l'alimentation en eau potable et à sa sécurité durable justifie l'octroi de concessions; il en va de même pour les installations fixes liées à des investissements importants et destinées à couvrir des besoins durables.

L'application des articles 29 ss LEaux relatifs au maintien, voire au rétablissement de débits résiduels convenables dans les cours d'eau implique que les cantons déterminent de façon précise les prélèvements admissibles et en contrôlent les incidences.

Art. 42–45

A l'exception des alinéas 2 de l'article 42 et 3 de l'article 43, ces dispositions sont issues de la loi d'application du Code civil pour le canton de Fribourg. Le droit accordé aux riverains d'une eau publique d'en disposer pour l'irrigation va à l'encontre de l'application du droit fédéral en matière de débits résiduels et des principes de gestion rationnelle et équitable des eaux. Ces dispositions doivent être abrogées, car elles ne sont plus adaptées aux circonstances actuelles du fait notamment des modifications cadastrales importantes ayant résulté de remembrements parcellaires ou encore des modes de prélèvement, transport et utilisation de l'eau (pompage et arrosage sous pression au lieu de l'irrigation gravitaire par canaux de dérivation).

Art. 49–50

Les dispositions qui visaient à réglementer les utilisations de l'eau et les rapports entre utilisateurs au temps des petites installations (moulins, scieries, pilons à os, etc.) mues par la force de l'eau et de l'irrigation par canaux, n'ont plus cours actuellement. Alors qu'il y avait plus de 200 petites installations au début du XX^e siècle, il n'en subsiste guère qu'une quinzaine. Leur exploitation, qui pour la plupart ne répond d'ailleurs plus à des critères économiques, sera adaptée en fonction des exigences de maintien de débits résiduels convenables. Ces dispositions peuvent être abrogées.

Art. 52

La modification de cette disposition permettra d'exercer un meilleur contrôle sur les recherches d'eaux souterraines et d'empêcher les puits et autres ouvrages de prélèvements «sauvages».

Art. 57

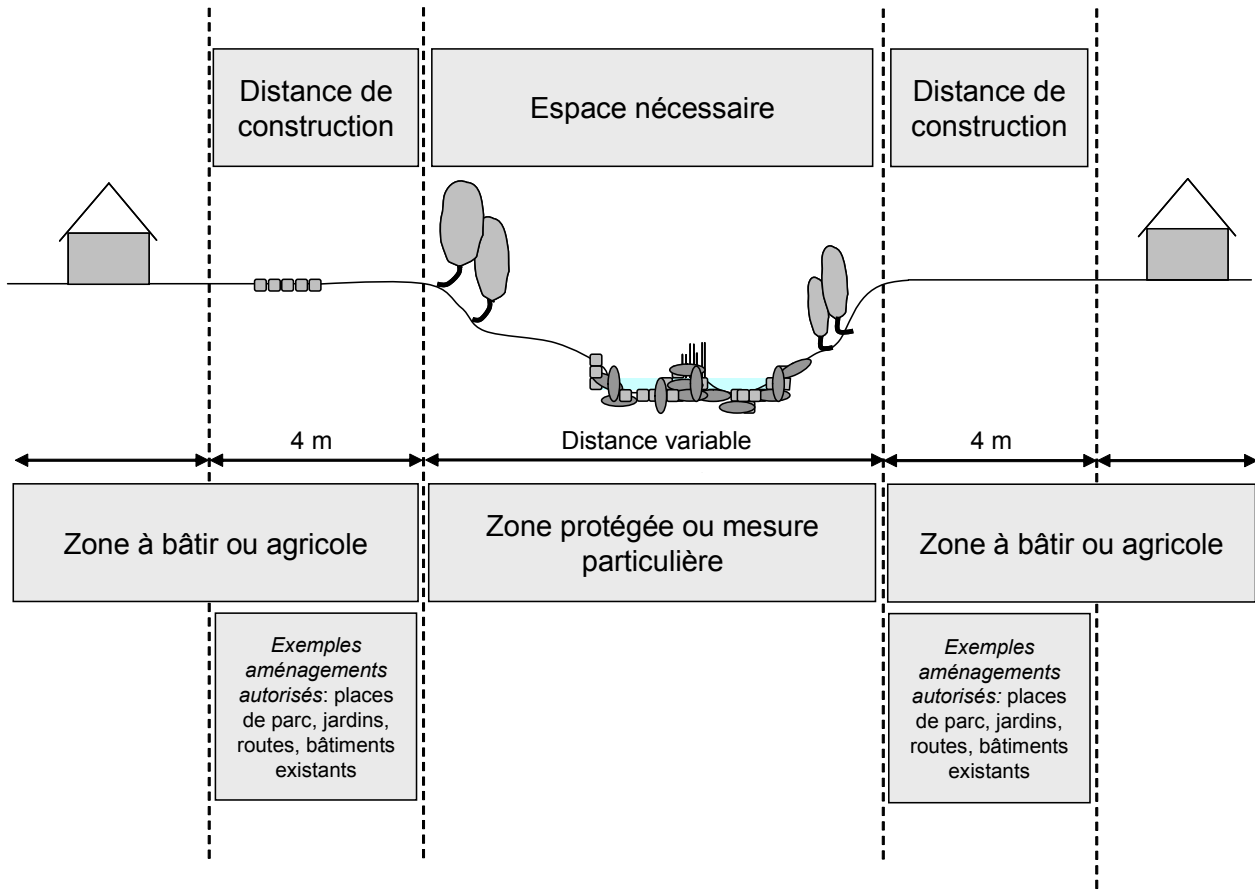
La compétence d'intervenir contre des prélèvements sans droit est transférée du Conseil d'Etat à la Direction en charge du domaine public, dans la logique de l'article 21 LDP.

Art. 68 Modifications, d) Pêche

Art. 37

L'abrogation de l'alinéa 3 de l'article 37 de la loi cantonale sur la pêche est justifiée par le fait que toutes les dispositions qu'il contient sont implicitement contenues dans la LEaux (maintien de débits résiduels, de dotation, etc.).

**ANNEXE : SCHEMA DE L'ESPACE MINIMAL NECESSAIRE AUX COURS D'EAU
(ARTICLE 25)**



BOTSCHAFT Nr. 145
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Gewässergesetzes (GewG)

7. Juli 2009

EINFÜHRUNG

Die geltende kantonale Wasserbau- und Gewässerschutzgesetzgebung ist schon lange in Kraft und deshalb auch ein wenig überholt. Der vorliegende Gesetzesentwurf will unseren Kanton mit einer Gesetzgebung ausstatten, die kompatibel ist zum geltenden Bundesrecht und die die zur Gewässerbewirtschaftung nötigen Instrumente und finanziellen Mittel zur Verfügung stellt. Zu den wichtigen Merkmalen des vorgeschlagenen Gewässergesetzes gehört, dass die Umsetzung des Bundesgesetzes vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer (GSchG) und des Bundesgesetzes vom 21. Juni 1991 über den Wasserbau (WBG CH) in einem einzigen kantonalen Gesetz geregelt wird. Die Integration des Trinkwassers in das Gewässergesetz, für die sich einige Mitglieder des Grossen Rats anlässlich der Beratung des Gesetzes über die Lebensmittelsicherheit eingesetzt hatten, ist eingehend geprüft worden. Im Anschluss an diese Analyse wurde jedoch entschieden, bei der jetzigen Aufteilung zu bleiben, die Aufgaben und Anwendungsbereiche jedoch besser abzugrenzen. Die Kontrolle und Verteilung des Trinkwassers wird in einem neuen Gesetz, das das Gesetz über das Trinkwasser von 1979 ersetzen wird, geregelt werden. Der Schutz der Wasservorkommen hingegen wird im vorliegenden Entwurf geregelt; die Wasservorkommen setzen sich zusammen aus den unterirdischen Gewässern, von denen der Grossteil unseres Trinkwassers stammt, und aus den oberirdischen Gewässern, aus denen ebenfalls – wenn auch in geringerem Mass – Trinkwasser gewonnen wird. Ausserdem sind der langfristige Schutz und die zweckmässige Verwendung der natürlichen Ressourcen gemäss GSchG und der Grundsatz der nachhaltigen Entwicklung ein zentraler Aspekt des vorliegenden Gesetzesentwurfs.

Das GSchG verlangt von den Kantonen, dass sie eine Politik zugunsten eines qualitativen und quantitativen Schutzes der Gewässer führen. Es sieht vor allem eine bessere Bewirtschaftung des Abwassers, eine zweckmässigere Ableitung des nicht verschmutzten Abwassers sowie einen wirksameren Schutz der ober- und unterirdischen Gewässer vor. Ausserdem wurde das Verursacherprinzip eingeführt. Artikel 3a GSchG besagt nämlich: «Wer Massnahmen nach diesem Gesetz verursacht, trägt die Kosten dafür.»

Mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf sollen diese Prinzipien auf kantonaler Ebene umgesetzt und mit der Einführung der Einzugsgebiete soll eine regionale Sichtweise des Gewässerschutzes gefördert werden.

Das WBG CH seinerseits bezweckt in erster Linie den Schutz von Gütern und Personen vor Hochwasser; hierzu soll auf die Fliessgewässer als wesentlicher Bestandteil der Landschaft Rücksicht genommen werden. Es bestimmt den minimalen Raumbedarf der Fliessgewässer, der nötig ist, damit das Hochwasser abfliessen kann und die ökologischen Funktionen des Gewässers bewahrt werden können. Aufgrund der jüngsten Hochwasserereignisse (1987, 1993, 1999, 2000, 2005, 2007) wurde folgender Grundsatz eingeführt: «Rückhalten, wo möglich; durchleiten, wo nötig.» Dazu ist der entsprechende Raum vorzusehen.

Auch diese Vorgaben will der Gesetzesentwurf auf kantonaler Ebene umsetzen. Im Übrigen verankert der Entwurf den Status der Gemeinden als Bauherrin für die Ausführung der Unterhalts-, Verbauungs- und Revitalisierungsmassnahmen bei Fliessgewässern. Dafür waren bis anhin die Anstösser zuständig.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

- 1. Die Gewässer im Kanton Freiburg**
- 2. Die Wasserbau- und Gewässerschutzpolitik des Bundes**
- 3. Grundsätzliches zum Entwurf des kantonalen Gewässergesetzes**
- 4. Ergebnisse der Vernehmlassung**
- 5. Auswirkungen des Gewässergesetzesentwurfs**
- 6. Kommentar zu den einzelnen Artikeln**

1. DIE GEWÄSSER IM KANTON FREIBURG

Die kantonale Gesetzgebung, die zurzeit in Kraft ist, stützt sich auf das inzwischen aufgehobene Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung. Mit diesem Gesetz wurden vor allem der Bau von regionalen und kommunalen Abwasserreinigungsanlagen (zurzeit gibt es 29 ARA im Kanton) sowie der Bau von Kanalisationsnetzen für das Abwasser gefördert. Zurzeit sind 92% der freiburgischen Bevölkerung an eine zentrale Abwasserreinigungsanlage angeschlossen. Die Arbeiten haben rund 1,7 Milliarden Franken gekostet, wovon ein Drittel aus Bundes- und kantonalen Subventionen bestritten wurde.

Auch wenn die Gewässerqualität erwiesenermassen verbessert werden konnte, muss doch eingeräumt werden, dass trotz dieser Bemühungen nicht alle im Bundesrecht festgelegten Ziele erreicht werden konnten. Dies gilt im Übrigen für die ganze Schweiz, wo insbesondere der Bestand gewisser Fischarten auf beängstigende Weise abnimmt. Von den 42 im Kanton Freiburg erfassten Fisch- und Krebsarten sind bereits deren 2 ausgestorben. Weitere 20 sind gefährdet. So gibt es namentlich keine Äschen mehr in der Broye oder in der Saane.

Auch wenn eine leichte Verbesserung feststellbar ist, bleibt die Qualität der Fliessgewässer häufig unbefriedigend. In den 80er- und 90er-Jahren wurden hierzu umfangreiche Studien auf einer Länge von insgesamt 600 km durchgeführt. Die physikalisch-chemischen und biologischen Analysen haben für knapp die Hälfte der Abschnitte einen schlechten, teils sogar kritischen Zustand ergeben. Die 2004 begonnenen Messkampagnen bestätigen diese trotz der erzielten Fortschritte durchgezogene Zwischenbilanz. Ab 2006 wurden darüber hinaus die Pestizidkonzentrationen in zwölf grossen Fliessgewässern des Kantons gemessen. In allen untersuchten Fliessgewässern wurden Pestizide gefunden; in sieben wurden die im Bundesrecht festgelegten Höchstkonzentrationen gar deutlich überschritten.

Die Verbesserung der Wasserqualität in den Seen hingegen fiel deutlich aus. So nahm der Phosphatgehalt in diesen Gewässern über die letzten Jahre deutlich ab. Dies ist vor allem auf das Phosphatverbot in Waschmitteln und auf optimierte Kläranlagen zurückzuführen. Doch auch hier gibt es noch viel zu tun, bevor die gesetzlichen Qualitätsziele erreicht sind. Dies gilt besonders für den

Murtensee, in welchem der Sauerstoffgehalt in tieferen Lagen regelmässig unter dem geforderten Mindestwert von 4 mg/l liegt. Bei einer Unterschreitung dieses Mindestwerts sind die Fische und weitere lebende Organismen jedoch gefährdet.

Die Kontamination durch polychlorierte Biphenyle (PCB) von gewissen Fischen der Saane, Glane und des Schiffeensees zeigt, dass die heute geltenden Grundsätze für die Überwachung der Gewässerqualität verstärkt werden müssen, um die Folgen einer Belastung für Umwelt und Gesundheit frühzeitig bekämpfen zu können.

Dasselbe gilt für die Mikroverschmutzungen (Verschmutzungen durch Stoffe, die in sehr tiefen Konzentrationen vorhanden sind). Einige dieser Stoffe können bereits in diesen tiefen Konzentrationen nachteilige Wirkungen auf aquatische Ökosysteme haben. Das Bundesamt für Umwelt (BAFU) hat im Jahre 2006 das Projekt «Strategie MicroPoll» gestartet. Ziel des Projektes ist es, Entscheidungsgrundlagen zusammenzustellen und eine Strategie zur Reduktion des Eintrags von Mikroverunreinigungen in die Gewässer zu entwickeln.

Mancherorts kommt noch zusätzlich die Verschlechterung der Qualität von unterirdischen Gewässern dazu, wie dies die Zahlen zeigen, die das BAFU vor kurzem im Rahmen des Überwachungsprogramms NAQUA veröffentlicht hat. Die unterirdischen Gewässer decken aber 80% des Trinkwasserbedarfs der Freiburger Bevölkerung. Der Nitrat- und Pflanzenschutzmittelgehalt dieser Gewässer überschreitet bisweilen die zulässigen Werte, sodass gewisse Fassungen ausser Betrieb gesetzt und andere mit teuren Aufbereitungsanlagen ausgerüstet werden mussten. Um eine qualitativ einwandfreie Versorgung der Bevölkerung zu sichern, mussten die betroffenen Gemeinden beträchtliche Investitionen tätigen. Das Qualitätsziel gemäss Bundesrecht für Grundwasser, das als Trinkwasser genutzt wird oder dafür vorgesehen ist, liegt bei höchstens 25 mg/l. Dies ist nötig, um die Qualität der Wasservorkommen langfristig zu sichern.

Diese Situation hat den Kanton dazu bewogen, Massnahmen zum Schutz der Trinkwasservorkommen vorzusehen: Er hat die Landwirte ermuntert, ihre Betriebe nach den Prinzipien des ökologischen Leistungsnachweises, die durch die neue Agrarpolitik festgelegt worden sind, zu bewirtschaften. In diesem Zusammenhang hat der Kanton ein kantonales Konzept für den Vollzug der neuen Strategie erarbeitet, die vom Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) und dem BAFU vorgeschlagen wurde. Es wurden mehrere Projekte initiiert, mit denen längerfristig ungefähr 5,5 Millionen m³ Wasser saniert werden sollen, was einem Viertel des jährlichen kantonalen Wasserverbrauchs entspricht. Die ersten Ergebnisse sind gewiss vielversprechend, doch werden noch erhebliche Anstrengungen unternommen werden müssen, um eine dauerhafte Senkung des Nitratgehalts in den unterirdischen Gewässern herbeizuführen.

Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass nicht alle im Bundesgesetz von 1971 und im kantonalen Ausführungsgesetz von 1974 angestrebten Ziele erreicht wurden. Die Hauptgründe sind: ungeeignete, schlecht unterhaltene und undichte Kanalisationsnetze, nicht konforme industrielle Abwässer, unangebrachte Verwendung von Dünger und Pflanzenschutzmitteln in der Landwirtschaft und anderswo (auch wenn der Einsatz von Zusätzen insgesamt deutlich abnahm), übermässige Wasserentnahme,

ungenügende Restwassermengen bei der Energiegewinnung, unangemessene Bachkorrekturen.

2. DIE WASSERBAU- UND GEWÄSSERSCHUTZPOLITIK DES BUNDES

2.1 Die Bundespolitik im Bereich des Gewässerschutzes

Während das alte Bundesgesetz von 1971 über den Schutz der Gewässer den qualitativen Schutz in den Vordergrund stellte, berücksichtigt das GSchG von 1991 auch den quantitativen Aspekt und legt insbesondere Mindestrestwassermengen für die Fliessgewässer fest. Das Wasser wird als Lebensraum betrachtet, dessen natürlicher Kreislauf erhalten werden muss. Mit dem GSchG wurden folgende Grundsätze verankert:

- Sorgfaltpflicht: Alle sind verpflichtet, nachteilige Einwirkungen auf die Gewässer zu vermeiden;
- kohärente Entwässerungsplanung auf kommunaler, regionaler und kantonaler Ebene;
- Versickerung von unverschmutztem Wasser statt Zuführung in die Kanalisation überall dort, wo es die hydrogeologischen Verhältnisse erlauben;
- grösstmögliche Reduktion der Zufuhr von unverschmutztem Wasser in die Kläranlagen;
- sparsame Verwendung der Trinkwasserreserven, deren Schutz zudem verstärkt wird;
- bessere Berücksichtigung des Gewässerschutzes in der Landwirtschaft;
- Sicherung angemessener Restwassermengen in Fliessgewässern durch Sanierungsmassnahmen überall dort, wo die Lage kritisch ist;
- Bewahrung des natürlichen Zustands und Revitalisierung der Abschnitte, die ein Defizit aufweisen;
- Anwendung von umweltgerechten Methoden beim Wasserbau sowie Verbot von Eindolungen;
- Verursacherprinzip: Wer Massnahmen nach dem Gesetz verursacht, trägt die Kosten dafür;
- Prinzip der vollständigen Kostendeckung: Die Abwassergebühren müssen von nun an alle Kosten (Bau, Betrieb, Unterhalt, Sanierung und Ersatz der Anlagen zur Ableitung und Reinigung des Abwassers) decken. Die Besitzer der Abwasseranlagen (umfasst Abwasserableitungs- und -reinigungsanlagen) ihrerseits müssen die nötigen Reserven für diese Arbeiten bilden.

2.2 Die Bundespolitik in Sachen Wasserbau

Der Wasserbau in der Schweiz konzentrierte sich in der Vergangenheit praktisch ausschliesslich auf den Hochwasserschutz und die Sanierung. Die in dieser Zeit verwirklichten Wasserbauprojekte haben viel zur wirtschaftlichen Entwicklung gewisser Landesteile beigetragen, gleichzeitig aber auch zahlreiche Fliessgewässer aus ökologischer und sozialer Sicht entwertet.

Gegenwärtig sind beinahe 25% aller Schweizer Fliessgewässer (rund 15 000 km) hart verbaut und so stark begradigt und eingeengt, dass die Gewässersohlen mit über 90 000 künstlichen Abstürzen stabilisiert werden mussten. Von den für die Grundwassererneuerung bzw.

Trinkwasserversorgung, die natürliche Vielfalt und die Landschaftsgestaltung wertvollen Gewässern im Mittelland sind sogar 50% der Fliessgewässer hart verbaut und begradigt. Dies hat negative Auswirkungen auf die Hochwassersicherheit, weil der notwendige Gewässerraum fehlt; die natürliche Vielfalt in und entlang der Gewässer ist stark reduziert; die Fischwanderung ist oft unterbrochen und die Landschaften sind durch die fehlenden Gewässerstrukturen verarmt, was den Erholungswert der Gewässer für die Bevölkerung mindert. Ausserdem wird so die Selbstreinigungskraft der Gewässer verringert.

Vor kurzem wurde ein neuer Weg in der Hochwasserschutzpolitik eingeschlagen. Nach den Grosseignissen von 1987 wurden die bis dahin getroffenen Hochwasserschutzmassnahmen neu geprüft, worauf beschlossen wurde, dass von nun an sämtliche Aspekte der nachhaltigen Entwicklung berücksichtigt werden sollen. So verfolgt die heute geltende Bundespolitik in Sachen Wasserbau zum einen das Ziel, den Schutz vor Hochwasser zu gewährleisten, und zum anderen, die natürlichen und sozialen Funktionen der Fliessgewässer zu erhalten oder wiederherzustellen. Am 21. Juni 1991 haben die eidgenössischen Räte das Bundesgesetz über den Wasserbau (WBG CH) erlassen. Dieses Gesetz verstärkt den Schutz von Menschen und erheblichen Sachwerten vor den schädlichen Auswirkungen eines Hochwassers und anderer Phänomene im Zusammenhang mit Gewässern. Soviel ist heute klar: Hauptgründe für die Schäden sind der mangelnde Raum, der den Fliessgewässern zur Verfügung steht, und eine immer intensivere Nutzung des Bodens. Das Gesetz verlangt ausserdem, dass der natürliche Verlauf und die ökologischen Funktionen der Fliessgewässer möglichst beibehalten oder wiederhergestellt werden.

Im Gesetz werden folgende Grundsätze definiert:

- Die Priorität gilt den Unterhalts- und raumplanerischen Massnahmen.
- Bauliche Massnahmen werden nur unternommen, wenn es die Planung vorsieht.
- Durch den Unterhalt der Fliessgewässer und der Schutzbauten soll der Hochwasserschutz auch über die Zeit erhalten werden.
- Der natürliche Zustand der Fliessgewässer soll möglichst beibehalten oder wieder hergestellt werden; für die Revitalisierung der Fliessgewässer kann der Bund den Kantonen Finanzhilfen leisten.
- Der Bund kann Abgeltungen an die Kantone leisten für Grundlagenstudien, wie Gefahrenkarten, oder auch für die Erstellung oder Wiederherstellung von Schutzbauten und -anlagen.

Über alles gesehen sollte diese Strategie, die das Augenmerk auf langfristig angelegte Massnahmen und die Förderung von Revitalisierungsmassnahmen legt, zu einer deutlichen Abnahme der Korrekturen von Fliessgewässern führen.

Dem ist anzufügen, dass auf Bundesebene gegenwärtig die Volksinitiative «Lebendiges Wasser (Renaturierungs-Initiative)» diskutiert wird. Die Volksinitiative will in verschiedenen Bereichen des Gewässerschutzes bestehende Defizite beheben und zur Lösung gewässerökologischer Probleme beitragen. Dies soll hauptsächlich durch die Förderung der Renaturierung öffentlicher Gewässer und ihrer Uferbereiche geschehen. Der Bundesrat sowie die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des

Ständerats (UREK-S) empfehlen die Initiative zur Ablehnung, namentlich weil sie die wirtschaftlichen Nachteile für Wasserkraftwerke als zu gross erachten.

Die UREK-S beschloss jedoch, über eine parlamentarische Initiative einen indirekten Gegenentwurf zur Volksinitiative auszuarbeiten. Die Kommission des Nationalrats (UREK-N) stimmte diesem Beschluss zu. Der Gegenentwurf der UREK-S sieht Gesetzesbestimmungen in folgenden Bereichen vor: Revitalisierung der Gewässer, Verminderung der negativen Auswirkungen von Schwall und Sunk unterhalb von Speicherkraftwerken, Reaktivierung des Geschiebehaushalts sowie neue Ausnahmen von den Mindestrestwassermengen bei Gewässerabschnitten mit geringem ökologischem Potenzial und Berücksichtigung schützenswerter Kleinwasserkraftwerke bei Restwasseranierungen. Er trägt den neuen energiepolitischen Zielen Rechnung und enthält einen Vorschlag zur Finanzierung der geplanten Massnahmen. Der Entwurf des kantonalen Gewässergesetzes ist mit den Optionen vereinbar, die im Gegenentwurf der UREK-S gewählt wurden.

3. GRUNDSÄTZLICHES ZUM ENTWURF DES KANTONALEN GEWÄSSERGESETZES

Mit dem GSchG wird die Gewässerbewirtschaftung als Ganzes angegangen. Für den kantonalen Gesetzesentwurf, der sowohl den Schutz und die Nutzung der Gewässer als auch den Wasserbau regelt, wurde derselbe Ansatz gewählt. Die Aspekte, die im Zusammenhang mit der Verteilung und der Kontrolle des Trinkwassers sowie der Wasserkraft stehen, sind indes nicht Teil dieses Gesetzes, sondern werden in separaten Gesetzgebungen behandelt. Obwohl diese beiden Bereiche grundsätzlich in Spezialgesetzgebungen geregelt werden, fallen sie aber auch unter die Artikel 10 und 11 des vorliegenden Gesetzesentwurfs.

Auch in der Tatsache, dass die Gewässerbewirtschaftung als Bestandteil der Raumplanung betrachtet wird, zeigt sich der ganzheitliche Ansatz. Das betreffende Bundesgesetz präzisiert nämlich, dass die Raumplanung ein Mittel ist, um die natürlichen Grundlagen des Lebens, wie den Boden, die Luft, das Wasser, den Wald und die Landschaft zu schützen. Der Gesetzesentwurf bezieht sich ausdrücklich auf das Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008 (RPMG) und verweist auf die Planungs- und Bauverfahren.

3.1 Grundsätze der Gewässerbewirtschaftung im Kanton Freiburg

Der Gesetzesentwurf stützt sich – in Übereinstimmung mit der Bundesgesetzgebung – auf folgende Grundsätze:

1. Der Kanton legt die Politik der Gewässerbewirtschaftung fest. Das grundlegende Instrument ist der kantonale Richtplan. In diesem sind die Prioritäten mittels Grundlagen und Sachplänen definiert. Der Kanton delegiert dann die detaillierten Planungsaufgaben an die Einzugsgebiete.
2. Der Entwurf bezeichnet das Einzugsgebiet als die für die Gewässerbewirtschaftung massgebende geografische Einheit. Das Einzugsgebiet wird durch objektive Kriterien, die hauptsächlich von der Natur und vom Relief abhängig sind, festgelegt.

3. Das Einzugsgebiet ist Gegenstand einer Gesamtplanung, die durch den Richtplan des Einzugsgebiets konkretisiert wird. Dieser beschreibt den Zustand, die Ziele und die Massnahmen, die für die umfassende Gewässerbewirtschaftung zu treffen sind. Er gibt auch die Kosten der Massnahmen, die Fristen und die Ausführungsbehörde an. Kurzum, der Richtplan legt fest, wer auf dem Gebiet der Gewässerbewirtschaftung was macht.
4. Der Richtplan des Einzugsgebiets wird von den Gemeinden erstellt, die sich im betreffenden Einzugsgebiet befinden. Für die Erarbeitung und Umsetzung des Plans arbeiten die Gemeinden nach Massgabe der Gesetzgebung über die Gemeinden zusammen (Gemeindeverband, Vertrag usw.). Den generellen Entwässerungsplänen (GEP) wird Rechnung getragen; sie werden mit dem Richtplan des Einzugsgebiets koordiniert.
5. Die Finanzierung des Gewässerschutzes erfolgt auf der Ebene des Kantons, des Einzugsgebiets und der Gemeinde, da die finanzielle Beteiligung des Bundes auf ein Minimum herabgesetzt wurde.
 - a) Auf Kantonsebene erfolgt die Finanzierung der verschiedenen Aufgaben, die dem Staat obliegen, über den Voranschlag. Zu diesen Aufgaben gehören insbesondere die Gesamtstudien im Zusammenhang mit der Gewässerbewirtschaftung, die Massnahmen zum Schutz der Wasservorkommen, die allgemeine Überwachung der Gewässerqualität sowie die Informations-, Schulungs- und Beratungstätigkeiten.
 - b) Auf der Ebene des Einzugsgebiets werden die Kosten für die Organisation und Umsetzung der Richtpläne der Einzugsgebiete von den betroffenen Gemeinden getragen. Diese haben die Möglichkeit, zur Deckung dieser Ausgaben eine Trinkwasserabgabe zu erheben.
 - c) Auf Gemeindeebene werden die Abwasseranlagen in Übereinstimmung mit dem Bundesrecht durch verursachergerechte Gebühren finanziert (Anschlussgebühr, Vorzugslast, jährliche Grundgebühr und Betriebsgebühr). Diese Gebühren, die bei den Grundeigentümerinnen und -eigentümern eingezogen werden, decken den Gemeindeanteil an den Studien- und Baukosten sowie den Betrieb, den Unterhalt und den Werterhalt der Bauwerke. Die Anlagen, die gemäss Planung der generellen Entwässerungspläne (GEP) noch verwirklicht werden müssen, werden dabei ebenfalls berücksichtigt.
6. Die Hochwassersicherheit ist in erster Linie durch raumplanerische Massnahmen sicherzustellen. Ziel der Planung ist die Festlegung von Zweck und Nutzung des Bodens unter Berücksichtigung der möglichen Risiken und Gefahren. In diesem Zusammenhang müssen zuerst die Grundlagen (Gefahrenkarten) für weitläufige Gebiete, die die Gemeindegrenzen überschreiten, erstellt werden. Der Bund betrachtet diese Grundlagenbeschaffung als vordringlich. Die Prioritäten und der Revisionszyklus werden vom kantonalen Richtplan und von den kommunalen Nutzungsplänen vorgegeben.
7. Ein unerlässliches Element des Wasserbaus ist die Sicherstellung des minimalen Raumbedarfs, um die Hochwasserschäden zu minimieren und um zu gewährleisten, dass die Fliessgewässer ihre natürlichen Funktionen erfüllen können. Die eigentlichen Ein-

griffe in die Fliessgewässer umfassen Unterhalts- und Revitalisierungsarbeiten sowie bauliche Massnahmen für den Hochwasserschutz.

8. Die Finanzierung des Wasserbaus ist folgendermassen geregelt:
 - a) Die Planungsaufgaben gehen zu Lasten des Kantons und werden vom Bund subventioniert.
 - b) Die Unterhalts-, Instandsetzungs-, Wasserbau- und Revitalisierungsarbeiten gehen zu Lasten der Gemeinden, mit finanzieller Beteiligung der betroffenen Dritten. Diese Arbeiten werden durch Bund und Kanton subventioniert.
9. Die Gemeinden sind des Weiteren gehalten, in der Gewässerbewirtschaftung zusammenzuarbeiten. Denn nur so können die Richtpläne der Einzugsgebiete ihre volle Wirkung entfalten. Auf kantonaler Ebene soll eine Gewässerbewirtschaftungskommission eingesetzt werden. Die Kommission soll vor allem die Umsetzung des Gesetzes begleiten sowie den Erfahrungsaustausch und die bewährten Praktiken fördern.

3.2 Der Richtplan des Einzugsgebiets

Bei der Erstellung des generellen Entwässerungsplans (GEP) auf kommunaler Ebene zeigt sich oft, dass gewisse Probleme nur gemeindeübergreifend gelöst werden können. Dies rechtfertigt es, Studien auf höherer Ebene durchzuführen, um eine Gewässerbewirtschaftung planen zu können, mit der die Probleme in ihrer Gesamtheit angegangen werden können, unabhängig davon, ob sie die Ableitung und Behandlung des Abwassers, den Wasserbau oder den Einfluss auf das Einzugsgebiet der verschiedenen Tätigkeiten betreffen.

Aus diesem Grund führt der Gesetzesentwurf das Konzept des Einzugsgebiets ein. Einzugsgebiete sind Raumeinheiten, die in erster Linie aufgrund von hydrographischen Kriterien definiert werden. Nach Möglichkeit werden aber auch andere Aspekte wie bestehende Organisationsstrukturen berücksichtigt, um zu verhindern, dass Gemeinden mehreren Einzugsgebieten zugeordnet werden müssen. Mit der Einführung der Einzugsgebiete können die Gewässer ganzheitlich, dezentral und effizient bewirtschaftet werden. Es ist vorgesehen, acht Einzugsgebiete im Ausführungsreglement zu diesem Gesetz zu definieren: See, Untere Broye, Saane, Sense, Glane, Greyerz, Obere Broye und Léman.

Für jedes Einzugsgebiet wird eine Gesamtplanung vorgenommen, die in einen Richtplan mit folgenden Eigenschaften mündet:

1. Der Richtplan des Einzugsgebiets ist das Hauptinstrument für eine integrale Gewässerbewirtschaftung, und zwar in technischer und finanzieller Hinsicht sowie in Bezug auf die Umsetzung. Einige Abwasserverbände haben bereits regionale Entwässerungspläne erarbeitet. Diese Arbeiten werden in den Richtplan des Einzugsgebiets integriert, der die Funktion eines regionalen Entwässerungsplans (REP) im Sinne des GSchG hat.
2. Der Richtplan des Einzugsgebiets übernimmt die Grundlagenstudien, die Sachpläne und den Inhalt des kantonalen Richtplans. Auf der Ebene des Einzugsgebiets muss er:
 - den Stand der Dinge präzisieren (heutiger Zustand und mögliche Entwicklungen im Einzugsgebiet),

- die Ziele bestimmen,
 - die Massnahmen sowie ein Programm zur Gewässerüberwachung festlegen, mit welchem die Wirksamkeit der Massnahmen überprüft werden kann,
 - die Vorschriften unter Berücksichtigung der Arbeitszonen erlassen, die geeignet sind, den Schutz und die Rehabilitation des hydrografischen Umfelds zu gewährleisten,
 - die bestehenden kommunalen und regionalen Planungen aufeinander abstimmen und integrieren.
3. Für die Ausarbeitung des Richtplans des Einzugsgebiets ist Folgendes nötig:
- a) Die Beschreibung des aktuellen Zustands des Einzugsgebiets. Sie präzisiert die kantonalen Grundlagendstudien und umfasst:
- die Nutzung des Bodens (Überbauung, Infrastruktur, Landwirtschaft),
 - die Funktionsweise der wichtigsten Kanalisationsnetze und der zentralen ARA,
 - das Inventar der potenziellen Quellen von punktuellen und diffusen Verschmutzungen der oberirdischen Gewässer,
 - den Zustand der oberirdischen Gewässer von regionaler Bedeutung, besonders den quantitativen Schutz der Gewässer, die gefährdeten Zonen, die Ökomorphologie, den Wasserbau, den biologischen Gewässerzustand und den Verschmutzungsgrad,
 - das Inventar der Grundwasserreserven unter Angabe ihres qualitativen und quantitativen Zustands sowie der zu ihrem Schutz getroffenen Massnahmen,
 - den Ausbau und die Revitalisierung von Fliessgewässern,
 - die Aufstellung der Hochwasserverbauungen inklusive ihres Zustands.
- b) Die Evaluation und Festlegung der zu treffenden Massnahmen. Es geht darum, folgende Aspekte unter Berücksichtigung des kantonalen Richtplans und der langfristigen Entwicklungshypothesen zu untersuchen:
- Grundwasser:
 - Bestimmung der Massnahmen zum Schutz und zur Bewahrung der Wasservorkommen;
 - Festlegung der Grundwasserschutzareale, Grundwasserschutzbereiche und Zuströmbereiche;
 - Definition der Einschränkungen im Zusammenhang mit den landwirtschaftlichen Bewirtschaftungsmethoden.
 - Ableitung und Reinigung der Abwässer:
 - Bestimmung der Infiltrationsgebiete für unverschmutztes Wasser;
 - Festlegung des Bereichs der öffentlichen Kanalisationen und Bestimmung der Abwasserableitungssysteme;
 - Studien zur städtischen Hydraulik (Rückhaltung und Behandlung des Regenwassers sowie Einführung des Trennsystems oder Verbesserung des Mischsystems, Fernhaltung von den ARA von nicht verschmutztem Abwasser, das stetig anfällt);
- Verringerung der Auswirkungen der Entwässerung von Verkehrswegen ausserorts;
 - Konzept für die gewässergerechte Nutzung von Dünger und Pflanzenschutzmitteln;
 - Verbesserung der Leistungsfähigkeit der ARA (Anpassungen oder Anschluss an ein anderes Netz).
- Wasserbau:
 - Einhaltung des minimalen Raumbedarfs der Fliessgewässer;
 - Hochwasserschutzmassnahmen;
 - überflutbare Zonen;
 - Revitalisierungsmassnahmen;
 - Unterhaltskonzepte;
 - Anpassung der Bodennutzung.
- c) Die Umsetzung des Plans umfasst:
- die Schätzung der Kosten der zu treffenden Massnahmen,
 - den Grundsatz für die Finanzierung dieser Kosten,
 - die Definition der Prioritäten und Verantwortlichkeiten,
 - die allgemeine Planung für die Umsetzung der Massnahmen und für die Gewässerüberwachung zur Kontrolle der Wirksamkeit der Massnahmen.
4. Der Vollzug der Massnahmen, die sich aus dem Richtplan des Einzugsgebiets ergeben, erfolgt auf vier Ebenen: Kanton, Abwasserverbände, Gemeinden und Abwasserverursacher. Die für die Bewirtschaftung des Richtplans der Einzugsgebiete zuständige Einheit stellt die Koordination zwischen diesen Ebenen sicher.
5. Was die Fliessgewässer und Seen betrifft, so muss der Richtplan des Einzugsgebiets die technischen Interventionsmassnahmen enthalten. Unabhängig davon, ob es sich um Unterhalt, Ausbau, Revitalisierung oder Korrekturen handelt, hängen Art und Umfang dieser Massnahmen vom Sicherheitsstandard für den Hochwasserschutz ab. Das öffentliche Interesse – im Besonderen der Umweltschutz – spielt ebenfalls eine Rolle. Die Grundlagenbeschaffung im Sinne von Artikel 27 der Bundesverordnung über den Wasserbau (WBV) muss vor der Festlegung des Fliessgewässerstatus vorgenommen werden. Diese Studien behandeln im Besonderen die Erstellung des Schutzbauteninventars mit einer Einschätzung des Zustands und der Funktionalität sowie die Gefahrenkarten. Sie werden vom Kanton realisiert und sind Gegenstand der Grundlagen und der Sachpläne nach Artikel 3 Abs. 1 des vorliegenden Entwurfs.
- Die Festlegung des Sicherheitsstandards und der Schutzkonzepte stützt sich auf Risikoanalysen. Diese Studien und die daraus hervorgehenden Massnahmen werden nach und nach in den Richtplan des Einzugsgebiets integriert. Dies gilt genauso für die erforderli-

chen Interventionen in der Folge von Naturereignissen.

6. Das Genehmigungsverfahren für den Richtplan des Einzugsgebiets entspricht demjenigen der regionalen Richtpläne für die Raumplanung (öffentliche Vernehmlassung von zwei Monaten, Genehmigung durch den Staatsrat). Nach seiner Genehmigung ist der Richtplan des Einzugsgebiets für den Staat, die Gemeindeverbände und die Gemeinden verbindlich. Wird der Plan von den betroffenen Gemeinden nicht innerhalb der gesetzten Fristen ausgearbeitet, wird er zu Lasten der Gemeinde von der Direktion erstellt, die für die Umsetzung des Gesetzes verantwortlich ist.

3.3 Die Finanzierung des Gewässerschutzes

Die Finanzierung des Gewässerschutzes erfolgt entsprechend der im 2. Kapitel des Gesetzesentwurfs vorgesehenen Aufgabenteilung zwischen Staat, Einzugsgebiet und Gemeinden. Der Vollständigkeit halber müssen zudem die Beiträge berücksichtigt werden, die der Bund noch über eine gewisse Zeit an die ARA und GEP auszahlen wird.

3.3.1 Finanzierung auf Bundesebene

Die Politik des Bundes der systematischen Subventionierung von Gewässerschutzanlagen und -einrichtungen gehört der Vergangenheit an, da diese dem Verursacherprinzip zuwiderläuft. In Abweichung von diesem Prinzip erlaubt der Gesetzesentwurf in einer Übergangsphase die Subventionierung der Anlagen, für die das Beitragsgesuch vor dem 1. November 1997 beim Bund eingereicht wurde. Diese Anlagen werden gemäss der damals geltenden Subventionsordnung behandelt. Der Betrag für diese Arbeiten zugunsten der ARA wird auf 25 Millionen Franken geschätzt. Artikel 63 des Gesetzesentwurfs nimmt explizit auf diese Gewässerschutzbauten Bezug. Auch die GEP werden durch den Bund subventioniert werden. Der Kanton wird während der Übergangszeit ebenfalls wie bis anhin Beiträge an diese Arbeiten leisten.

3.3.2 Finanzierung auf Kantonsebene

Um die öffentlichen Gewässer, die eine unschätzbare Ressource darstellen, schützen zu können, sieht der Gesetzesentwurf vor, dass die Gewässerbewirtschaftung auf Kantonsebene vom Staat wahrgenommen wird.

Zu diesen Aufgaben gehören die für die Gewässerbewirtschaftung erforderlichen Studien. Es handelt sich im Besonderen um Planungsaufgaben, um die Abgrenzung der Areale sowie der Gewässerschutz- und Zuströmbereiche, die zum Schutz der Gewässer nötig sind, sowie um die Massnahmen zur Überwachung der Gewässerqualität.

3.3.3 Finanzierung auf Ebene des Einzugsgebiets

Dadurch, dass sich alle Wasserkonsumentinnen und -konsumenten an der Finanzierung der Studien und Schutzmassnahmen beteiligen, werden sich alle Beteiligten stärker für unser Wasser verantwortlich fühlen. Ausserdem ist dies der Ausdruck des gemeinsamen Willens, dieses lebenswichtige Gut zu bewahren. Aus diesem Grund sieht der Gesetzesentwurf vor, dass die Ausarbeitung des Plans, die Einrichtung der Strukturen, die Schulung des Fachpersonals und die Überprüfung der Wirksamkeit des Plans von den Einzugsgebieten finanziert werden.

Hierfür können die Gemeinden eines Einzugsgebiets einen Fonds einrichten, der durch eine Abwasserabgabe gespeist wird, die bei den Trinkwasserverbraucherinnen und -verbrauchern eingezogen wird. Die Pauschalabgabe beträgt höchstens 5 Rappen pro m³ konsumiertes Wasser. Zur Verdeutlichung: Ein Verbrauch von 200 l pro Einwohner und Tag ergibt eine maximale Abgabe von 3.65 Franken pro Einwohner und Jahr bzw. knapp 1 000 000 Franken pro Jahr für den gesamten Kanton.

3.3.4 Finanzierung auf Gemeindeebene

Auf Gemeindeebene werden die Kosten für die Abwasseranlagen in Übereinstimmung mit Artikel 60a GSchG durch folgende verursachergerechte Gebühren gedeckt:

- Anschlussgebühr und Vorzugslast: Damit wird in gewisser Weise das Recht erstanden, die bestehenden Abwasseranlagen zu benutzen. Sie dienen dazu, die Netto-Investitionen für den Bau der Anlagen zur Ableitung und Behandlung des Abwassers zu decken. Die Anschlussgebühr kann erhoben werden, sobald sich der Eigentümer an die Kanalisation anschliesen und damit die Anlagen nutzen kann. Sie ist einmalig.
- Jährliche Grundgebühr: Damit werden die Fixkosten gedeckt, die sich aus den Zinsen und der Amortisation der Anlagen sowie aus den Kosten für deren Werterhalt ergeben. Sie dient zudem dazu, die im GEP vorgesehene Groberschliessung zu finanzieren. Die Grundgebühr wird jährlich erhoben.
- Betriebsgebühr: Sie dient dazu, Betrieb und Unterhalt der öffentlichen Gewässerschutzbauten zu finanzieren. Sie wird ebenfalls jährlich erhoben.

Während die Anschluss- und die Betriebsgebühr hinlänglich bekannt sind, wird die jährliche Grundgebühr noch nicht systematisch von allen Gemeinden erhoben. Dank dieser Gebühr verfügen die Gemeinden über die nötigen finanziellen Mittel für den Bau und den Ersatz der Gewässerschutzbauten. Die Einnahmen aus dieser Gebühr werden vorrangig dazu dienen, die Schulden abzuführen bzw. den Schuldendienst zu finanzieren (Zins- und Tilgungsleistungen). Die Bildung der Reserven erfolgt erst in einem zweiten Schritt.

Dem ist anzufügen, dass der Begriff der Reserven in diesem Zusammenhang nicht zu eng ausgelegt werden darf, da sie dazu verwendet werden, um die nach und nach anfallenden Investitionen zu bestreiten. So soll verhindert werden, dass die Gemeinden vor grossen einmaligen Ausgaben stehen, die ihr finanzielles Gleichgewicht bedrohen könnten. Ziel ist eine stabile Gebühr, die auf einem nachhaltigen Gleichgewicht zwischen Einnahmen und Ausgaben beruht.

Die Gemeinden werden die provisorischen Reserven, die durch die Grundgebühr gebildet wurden, gegebenenfalls zur Deckung eigener finanzieller Bedürfnisse nutzen können. Allerdings werden strikte buchhalterische Massnahmen getroffen werden müssen, um zu gewährleisten, dass diese Reserven zur Verfügung stehen, wenn sie gebraucht werden.

Gegenwärtig verfügen bereits knapp 60 Gemeinden über ein Gebührensystem, das dem Bundesrecht und dem vorliegenden Gesetzesentwurf entspricht.

3.4 Die Finanzierung des Wasserbaus

3.4.1 Finanzierung auf Bundesebene

Gemäss Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) ist der Wasserbau eine gemeinsame Aufgabe von Bund und Kantonen. Im Gesetzesentwurf wurde das neue Subventionsmodell für Gewässerschutzbauten und der Grundlagenstudien (Naturgefahren) berücksichtigt.

Vor Inkrafttreten der NFA subventionierte der Bund jedes Wasserbauprojekt einzeln. Der Satz der Bundessubventionen betrug für den Kanton Freiburg maximal 45% und durchschnittlich 40%. Der Bund zahlte keine Beiträge, die kleiner als 100 000 Franken waren. Das heisst, für Projekte, die weniger als etwa 250 000 Franken kosteten, gab es keine Bundessubventionen.

Mit der NFA wurde eine Vierjahresplanung für den Wasserbau eingeführt. Die Kantone verpflichten sich gegenüber dem Bund über eine Programmvereinbarung; der Bund seinerseits finanziert die grundlegenden Tätigkeiten der Kantone, die aus der Grundlagenbeschaffung sowie dem Ausbau und Unterhalt der Fliessgewässer bestehen.

Die Programmvereinbarungen zwischen dem Bund und dem Kanton im Bereich Renaturierungen bzw. Schutzbauten und Gefahregrundlagen sind am 1. Januar 2008 in Kraft getreten und betreffen die Periode 2008–2011. Für Projekte, deren Baukosten unter 1 000 000 Franken liegen, ist in den Vereinbarungen ein Beitragssatz von 35% vorgesehen. Der Beitragssatz kann von einer Vierjahresperiode zur andern variieren. Bei den in der Programmvereinbarung festgelegten Beträgen handelt es sich um Pauschalbeiträge zugunsten des Kantons, der darüber verfügen kann, um entsprechende Projekte zu finanzieren.

Für Wasserbauprojekte von über 1 000 000 Franken legt der Bund den Beitragssatz fallweise fest. Der Höchstsatz beträgt bei solchen Projekten 45%. Die Kantone müssen dem Bund in diesen Fällen ein projektspezifisches Subventionsgesuch stellen. Anders als beim Grundangebot gibt es für einzeln subventionierte Projekte keine Garantie für einen Bundesbeitrag. Voraussetzung für eine solche Subventionierung ist die Erfüllung gewisser Mindestanforderungen, die der Bund stellt. Zu diesen Anforderungen zählt namentlich die Wirtschaftlichkeit eines Bauwerks, die dann erreicht ist, wenn das Verhältnis «Nutzen der Schutzmassnahmen/Kosten der Bauarbeiten» grösser als 1 ist. Der Nutzen ergibt sich aus der veranschlagten Reduktion der Kosten im Schadenfall, die auf die Hochwasserschutzmassnahmen zurückzuführen ist.

3.4.2 Finanzierung auf Kantonsebene

Der Kanton subventioniert den Ausbau, die Revitalisierung, die Sanierung und den Unterhalt der Fliessgewässer. Die Bedingungen für die Gewährung einer Subvention und die Höchstsätze werden in einem Staatsratsbeschluss festgelegt werden. Dabei werden die Beträge berücksichtigt, die der Bund gemäss geltenden Programmvereinbarungen zu leisten sich verpflichtet hat. Damit wurde derselbe Ansatz gewählt wie bei der Subventionierung der Bodenverbesserung – ein Ansatz, der genügend Spielraum lässt für Anpassungen infolge von Beitragssatzänderungen im Rahmen der NFA.

Mit dem Gesetzesentwurf werden die im kantonalen Gesetz über den Wasserbau (WBG FR, SGF 743.0.1)

verankerten zusätzlichen Subventionen für Arbeiten an Wild- und Gebirgsbächen beibehalten. Denn die Gewässerschutzbauten entlang solcher Fliessgewässer sind oft sehr kostspielig. Naturgefahren wie Murgänge setzen gewaltige Kräfte frei und sind nur schwer in Schranken zu halten. Ausserdem ist das Ausführen von Arbeiten in Berggebieten oft komplex und mit Mehrkosten verbunden.

Nach Gesetzesentwurf ist der Unterhalt der Fliessgewässer vorrangig. Entsprechend sieht er einen zusätzlichen Beitrag für Unterhaltsarbeiten an naturnahen oder revitalisierten Fliessgewässern vor, sofern diese Arbeiten gemäss einem Unterhaltsplan ausgeführt werden. Bei der Ausarbeitung dieses Plans können die örtlichen Gegebenheiten und die verschiedenen Interessen einbezogen werden.

Um die Revitalisierung von Wasserläufen zu begünstigen, ersuchten die Grossräte René Fürst und Markus Bapst in ihrer am 12. Juli 2007 eingereichten Motion (M1024.07) den Staatsrat, einen Fonds zu schaffen, der durch 10% der Abgaben für die Konzessionen aus der Nutzung der Wasserkraft gespeist werden sollte. In seiner Antwort vom 14. Mai 2008 erklärte der Staatsrat, dass er genauso wie die Motionäre Projekte für die Revitalisierung von Fliessgewässern fördern wolle. Einschränkend fügte er jedoch an, dass dieses Ziel mit den heute verfügbaren Instrumenten und dem neuen Gewässergesetz in angemessener Weise verfolgt werden könne. Entsprechend schlug er die Motion zu Ablehnung vor, erklärte sich aber gleichzeitig bereit, den Gesetzesentwurf anzupassen, um der Revitalisierung einen zusätzlichen Schub zu verleihen. Konkret sieht der Gesetzesentwurf in diesem Zusammenhang zwei zusätzliche Subventionen vor, die zusammen mit dem Bundesbeitrag in den meisten Fällen den im Subventionsgesetz vorgesehenen Höchstsatz von 80% ergeben werden:

- Die erste Subvention ist direkt an die Revitalisierungs- und Unterhaltsarbeiten an naturnahen oder revitalisierten Fliessgewässern gebunden. Voraussetzung ist die Erfüllung gewisser Qualitätsvorgaben.
- Im Falle der zweiten Subvention werden Revitalisierungsprojekte finanziell unterstützt, die im Rahmen eines Bodenverbesserungsprojekts geführt werden. Vorhaben zur Revitalisierung von Fliessgewässern werden nämlich oft wegen Fragen des Grundeigentums gebremst oder blockiert. Das Problem der Bodenbeanspruchung kann einfacher gelöst werden, wenn das Revitalisierungsprojekt mit einem Meliorationsprojekt verbunden wird, da dadurch heikle Enteignungsverfahren vermieden werden können. Trotzdem werden Revitalisierungs- und Meliorationsprojekte weiterhin parallel geführt und unabhängig voneinander subventioniert werden. Einzig der Erwerb und die Verteilung von Grundstücken, die unmittelbar für die Revitalisierungsarbeiten erforderlich sind, werden durch Bodenverbesserungskörperschaften geregelt werden.

3.4.3 Finanzierung auf Ebene des Einzugsgebiets

Die Ausarbeitung des Plans, die Einrichtung der Strukturen, die Schulung des Fachpersonals und die Überprüfung der Wirksamkeit des Plans – auch im Bereich des Wasserbaus – werden von den betroffenen Gemeinden finanziert. Hierfür können sie einen Teil der auf den Trinkwasserverbrauch erhobenen Abgaben verwenden.

3.4.4 Finanzierung auf Gemeindeebene

Die Gemeinden werden für den Grossteil der nach Abzug der Bundes- und Kantonsbeiträge verbleibenden Kosten für den Wasserbau aufkommen müssen. Der Gesetzesentwurf sieht jedoch eine allfällige Beteiligung durch Dritte bei «besonderen Vorteilen» vor; zudem gibt er den Gemeinden aus Gründen der Gerechtigkeit die Möglichkeit, die für sie anfallenden Kosten auf betroffene Dritte zu überwälzen.

4. ERGEBNISSE DER VERNEHMLASSUNG

Im Rahmen der ersten Vernehmlassung von 2001 wurden von den konsultierten Instanzen und Gemeinden 206 Bemerkungen eingereicht. Die allgemeinen Grundsätze wie das Konzept der ganzheitlichen Gewässerbewirtschaftung, die Dezentralisierung durch die Schaffung von Einzugsgebieten sowie das Zusammenlegen des Gewässerschutzes und des Wasserbaus wurden grossmehrheitlich positiv aufgenommen. Die Bewertung der Revitalisierung der Fliessgewässer fiel – namentlich in Bezug auf die Finanzierung und Realisierung – unterschiedlich aus. Die Meinungen über die Finanzierung der noch auszuführenden Gewässerschutzmassnahmen waren ebenfalls geteilt. So wurde der kantonale Abwasserfonds, der an die Stelle der heute abgeschafften Bundes- und Kantonsbeiträge treten sollte, stark in Frage gestellt: Gemeinden, die bereits erhebliche Beträge in den Gewässerschutz investiert haben, befürchteten, dass das vorgeschlagene System sie benachteilige; andere wiederum erachteten den vorgesehenen Betrag als zu hoch. Auch der letztlich gewählte Ansatz – die Finanzierung durch einen kantonalen Fonds, der durch eine Abgabe gespeist werden sollte, die aufgrund der Abwassermenge und Schadstoffbelastung berechnet wird – war äusserst umstritten. Der Fonds hatte aber auch seine Befürworter, da damit die Gemeinden beim Bau der noch erforderlichen neuen Anlagen unterstützt werden könnten.

Der Staatsrat gab 2006 einen neuen Entwurf in Vernehmlassung, in welchem die Ergebnisse der ersten Vernehmlassung berücksichtigt wurden. Für diesen neuen Entwurf fand zudem (im Bereich des Trinkwassers) eine Koordination mit dem Entwurf des Gesetzes über die Lebensmittelsicherheit statt.

Angesichts der Bedeutung des Gesetzes wurde das Vernehmlassungsdossier an alle Gemeinden sowie an die Abwasserverbände, Wasserbau- und Wasserversorgungsunternehmen, an die Dienststellen der Kantone Bern und Waadt, an verschiedene Verbände und an die politischen Parteien verteilt. Bei der RUBD sind 152 Antworten eingegangen.

4.1 Allgemeine Bewertung

Die Notwendigkeit eines neuen Gesetzes zur Umsetzung der Bundesgesetzgebung wurde von niemandem bestritten. Die Vernehmlasser begrüsst ganz besonders die Kohärenz des Vorentwurfs, mit dem die Bestimmungen der beiden Bundesgesetze über den Schutz der Gewässer (GSchG) und über den Wasserbau (WBG CH) in einem einzigen Gesetzestext behandelt werden, da auf diese Weise weitgehend sichergestellt werde, dass die Ressource Wasser in ihrer Gesamtheit betrachtet wird. Gewisse Adressaten wunderten sich, dass die Trinkwasserversorgung keinen Eingang in den Vorentwurf fand. Die

grosse Mehrheit der Adressaten konnte der allgemeinen Ausrichtung und den Hauptzielen des Vorentwurfs zustimmen. Gewisse Punkte aber, die weiter unten behandelt werden, waren umstritten. In den Stellungnahmen wurden auch die Änderungen zwischen dem ersten Vorentwurf, der 2001 in die Vernehmlassung gegeben wurde, und dem Vorentwurf von 2006 hervorgehoben. Dies gilt namentlich für die Streichung des ursprünglich vorgesehenen kantonalen Abwasserfonds.

Die Mehrheit der Vernehmlasser befürworteten die Bestimmungen über die Planung, mit denen eine Gewässerbewirtschaftung auf drei Stufen (Kanton, Einzugsgebiet, Gemeinde) eingeführt wird. Die Einführung von Einzugsgebieten wurde zwar von der grossen Mehrheit begrüsst, doch stiess sie auch auf eine gewisse Skepsis in Bezug auf die Bildung der administrativen Instanzen zur Verwaltung dieser Einzugsgebiete sowie auf die geographische Definition dieser neuen Gebilde.

Zu den vom GSchG und WBG CH übernommenen und angepassten Bestimmungen wurden Bemerkungen und Kommentare gemacht, doch wurden sie nicht grundsätzlich in Frage gestellt. Gewisse Gemeinden befürchteten, dass die Aufgaben der Revitalisierung auf Kosten des Hochwasserschutzes gestärkt würden. Auch die Definition des minimalen Raumbedarfs der Gewässer und die Auflösung der Wasserbauunternehmen gaben Anlass zu Befürchtungen. Dagegen fanden die Bestimmungen über die Revitalisierung und die Möglichkeit, diese Massnahmen stärker zu subventionieren, eine grosse Unterstützung in den Kreisen des Natur- und Landschaftsschutzes. Dem ist anzufügen, dass es bei vielen dieser Bestimmungen um eine Umsetzung des Bundesrechts geht, sodass der Kanton in diesem Bereich wenig Spielraum hat.

4.2 Die wichtigsten umstrittenen Punkte

4.2.1 Der kantonale Fonds

Der kantonale Fonds für den Schutz der Gewässer und der Wasservorkommen wurde von bestimmten Vernehmlassern grundsätzlich in Frage gestellt. Als Hauptargument gegen die Einrichtung eines solchen Fonds wurde vorgebracht, dass damit einerseits Aufgaben des Staates und andererseits Aufgaben von Gemeinden, die ihre Pflichten innerhalb der vorgegebenen Frist nicht erfüllt haben, finanziert würden. Auch die Zusammensetzung und vorgegebene Arbeitsweise der Kommission, die diesen Fonds verwalten soll, wurde kritisiert. Immerhin wurde dieser Fonds von zahlreichen Gemeinden und von Naturschutzkreisen befürwortet, da damit die langfristige Verwaltung der Wasservorkommen auf effiziente Weise sichergestellt werden könne. Angesichts der Ergebnisse der Vernehmlassung schlägt der Staatsrat vor, den kantonalen Fonds aufzugeben und die Aufgaben des Staates über den Vorschlag zu finanzieren. Ausserdem soll den Gemeinden die Möglichkeit gegeben werden, eine Trinkwasserabgabe zur Finanzierung der Aufgaben, die ihnen im Rahmen der Einführung und Bewirtschaftung der Einzugsgebiete obliegen, zu erheben.

4.2.2 Die jährliche Grundgebühr

Die jährliche Grundgebühr war der zweite wichtige Punkt im Vorentwurf, der nicht nur auf Zustimmung stiess. Die Gemeinden führten als wichtigstes Argument an, dass ihre finanzielle Autonomie beschnitten würde, weil sie mit dieser Bestimmung gezwungen werden, Reserven

für den Ersatz der Gewässerschutzbauten zu bilden und besonders weil die Sätze für die Gebühren im Gesetz vorgegeben werden.

Die jährliche Grundgebühr, die im Bundesrecht vorgeschrieben wird, wird beibehalten. Allerdings wird ihre Verwendung im neuen Entwurf genauer geregelt: Diese Gebühr soll als Erstes dazu dienen, die Schulden zu tilgen. Erst dann sollen Reserven für die Erneuerung bestehender und für den Bau neuer Anlagen gebildet werden. Diese Reserven müssen zudem nicht mehr die gesamten Kosten für die Erneuerung decken (es genügt, wenn 60% des Betrags gedeckt sind). Der Gesetzesentwurf überlässt es den Gemeinden, die Höhe der Gebühr festzulegen. Grundlage sind die technischen Kriterien aus den GEP, dank denen die Ziele, die mit dieser Gebühr verfolgt werden, erreicht werden können.

5. AUSWIRKUNGEN DES GEWÄSSERGESETZENTWURFS

5.1 Finanzielle und personelle Folgen

5.1.1 Schutz der Gewässer und der Wasservorkommen

Im Zusammenhang mit dem Schutz der Gewässer und Wasservorkommen ist zu sagen, dass die Kosten zulasten des Staates für die Gewässerbewirtschaftung auf 700 000 Franken pro Jahr geschätzt werden, wobei Schwankungen von einem Jahr zum andern möglich sind. Besonders bei der Ausarbeitung der kantonalen Planung werden die Ausgaben grösser sein (rund 1 000 000 Franken in einem Jahr).

Zum Vergleich: 2001 bis 2009 sah der Voranschlag des Staates knapp 1 500 000 Franken pro Jahr für den Gewässerschutz vor. Davon wurden etwa 1 300 000 Franken pro Jahr zur Subventionierung von Gewässerschutzbauten eingesetzt. Aufgrund der aktuellen Entwicklung der Projekte werden die Kantonsbeiträge während der Übergangszeit bis 2013 mit 1 000 000 Franken pro Jahr veranschlagt.

Zum Wasserbau ist zu sagen, dass das Gesetz als solches keine Änderungen für die Finanzierung des Hochwasserschutzes zur Folge hat. Die Änderungen in diesem Bereich sind vielmehr auf die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen zurückzuführen. Die neuen zusätzlichen Beiträge an prioritäre Arbeiten für die Revitalisierung von Fliessgewässern im Rahmen von Bodenverbesserungen werden im Durchschnitt Mehrausgaben von geschätzten 30 000 Franken pro Jahr nach sich ziehen. Die zusätzliche Subvention für Unterhaltsarbeiten gemäss genehmigtem Unterhaltsplan dürfte zu jährlichen Mehrausgaben von zwischen 50 000 und 100 000 Franken führen. Dem sind aber bedeutende Ersparnisse entgegenzusetzen. Denn das Ausmass der Schäden infolge eines Ereignisses und die Kosten für deren Beseitigung dürften dank dieser Bemühungen zugunsten eines besseren Unterhalts deutlich gesenkt werden können.

5.1.2 Umsetzung des Gesetzesentwurfs

Für die Umsetzung des Gesetzesentwurfs wird zusätzliches Personal eingestellt werden müssen, um folgende Aufgaben erfüllen zu können:

- eine kohärente Umsetzung der kantonalen Planung und eine gute Koordination mit den Einzugsgebieten sicherstellen; Gemeinden und Gemeindeverbände bei der Anwendung des neuen Rechts unterstützen;
- die Überwachung der Gewässerqualität an den Stand der Technik anpassen (häufigere und weiter gehende Analysen), um bei negativen Einwirkungen auf die Gewässerqualität rasch und gezielt reagieren zu können;
- die Gewässerschutzbereiche sowie Grundwasserschutzzonen und -areale rasch festlegen, die notwendigen Einschränkungen definieren und deren Anwendung kontrollieren;
- sicherstellen, dass die wasserbaulichen und Revitalisierungsmassnahmen effizient ausgeführt werden.

5.2 Folgen für die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Im Bereich des Gewässerschutzes entspricht die Aufteilung der Aufgaben zwischen Staat und Gemeinden über weite Strecken der Aufteilung gemäss geltendem Recht. Allerdings werden mit dem Gesetzesentwurf auch ein paar Neuerungen eingeführt. Ausserdem wird den Gemeinden eine grössere Verantwortung übertragen: Mit der Einführung der Planung auf regionaler Ebene werden die Gemeinden insbesondere dazu angehalten, enger zusammenzuarbeiten, um die Richtpläne der Einzugsgebiete auszuarbeiten und umzusetzen.

Im Bereich des Wasserbaus ändert der Gesetzesentwurf zwar nichts an der Aufteilung zwischen Staat und Gemeinden, doch wird der Unterhalt der Fliessgewässer nicht mehr den Anstössern und Wasserbauunternehmen, sondern den Gemeinden obliegen.

5.3 Eurokompatibilität

Der Gesetzesentwurf steht in Einklang mit dem europäischen Recht.

5.4 Nachhaltige Entwicklung

Der Gesetzesentwurf macht sich die nachhaltige Entwicklung, die die neue Kantonsverfassung als Staatsziel definiert, zu eigen:

- Im Bereich Umwelt hat der Gesetzesentwurf die langfristige Erhaltung der Ressource Wasser in qualitativer wie quantitativer Hinsicht zum Ziel. Er definiert eine umfassende Gewässerbewirtschaftung durch eine Integrierung des Schutzes der ober- und unterirdischen Gewässer, der rationellen Wassernutzung und des Wasserbaus (betrifft namentlich die Revitalisierung der Gewässer).
- Im Bereich Wirtschaft führt er für die Finanzierung der Aufgaben der öffentlichen Hand eine Finanzierung nach dem Verursacherprinzip ein, die die Werterhaltung der Gewässerschutzbauten sicherstellt. Das Ausmass der Schäden infolge eines Ereignisses und die Kosten für deren Beseitigung dürften dank dieser Bemühungen zugunsten eines besseren Unterhalts deutlich gesenkt werden können.
- Im sozialen Bereich werden die Regionen, die Gemeinden und die Bevölkerung mit dem Gesetzesentwurf zu einer engeren Mitarbeit für den Gewässerschutz angehalten, um die Wasservorkommen langfristig zugun-

ten der kommenden Generationen zu sichern. Mit der Schaffung einer kantonalen Konsultativkommission wird die Mitwirkung der Zivilgesellschaft gestärkt. Mit dem Gesetzesentwurf werden sowohl der Schutz vor den Naturgefahren im Zusammenhang mit Gewässern als auch der Erholungswert der Gewässer für die Bevölkerung erhöht.

5.5 Referendums Klausel

Das Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum gemäss Artikel 102 Bst. d des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte (PRG, SGF 115.1).

Aufgrund der im Punkt 5.1 aufgeführten Beträge untersteht das Gesetz jedoch weder dem obligatorischen Finanzreferendum gemäss Artikel 45 der Verfassung des Kantons Freiburg (KV, SGF 10.1) und Artikel 102 Bst. e PRG noch dem fakultativen Finanzreferendum (Artikel 46 KV und Artikel 102 Bst. f PRG). Denn die durch den Gesetzesentwurf verursachten und auf 5 Jahre kumulierten Ausgaben sind geringer als 1/4% der Gesamtausgaben der Verwaltungsrechnung 2008 (Art. 25 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates).

6. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Art. 1 Gegenstand

Dieser Artikel verweist auf den subsidiären und ergänzenden Charakter des kantonalen Rechts. Er macht deutlich, dass mit diesem Gesetz ein ganzheitlicher Ansatz gewählt wurde, in welchem die Gewässerbewirtschaftung sowohl den Gewässerschutz als auch den Wasserbau umfasst.

Der Begriff Wasserbau (Fliessgewässer und Seen) umfasst hier den gesamten Bereich des Hochwasserschutzes, insbesondere die durch das Bundesrecht eingeführte Planungsstrategie sowie die technischen Eingriffe in die Gewässer.

Der Artikel weist ausserdem auf die beiden Bereiche hin, die durch eine spezifische Gesetzgebung geregelt werden: die Trinkwasserverteilung und -kontrolle sowie die Nutzung der Wasserkraft der Fliessgewässer. Diese Bereiche bleiben aber trotzdem den in Artikel 10 aufgestellten Grundsätzen und den Bestimmungen in Artikel 11 über den Sachplan der Wasserentnahmen aus öffentlichen Gewässern unterstellt.

Art. 2 Gewässerbewirtschaftung

Dieser Artikel definiert die Gewässerbewirtschaftung als Oberbegriff, der die meisten Bereiche des Wassers umfasst. Damit wird die fragmentarische Behandlung des Themas Wasser, wie sie auf der gesetzlichen und administrativen Ebene lange praktiziert wurde, aufgegeben.

Das Gesetz sieht eine gesamtheitliche Gewässerbewirtschaftung auf regionaler Ebene vor. Um eine Region abzugrenzen, drängt sich das Konzept des Einzugsgebiets als das sinnvollste auf: Alle Gewässer, die innerhalb eines Einzugsgebiets abfliessen, kommen flussabwärts an einem gemeinsamen Punkt zusammen. Das heisst, dass jedes Ereignis, das sich im Oberlauf abspielt (Verschmutzung, Wasserentnahme, Verbauungen usw.), zwangsläufig

fig einen Einfluss flussabwärts ausübt und daher die Gewässer spätestens bei ihrem Zusammenfluss beeinflusst.

Es sei an dieser Stelle noch erwähnt, dass man die Grenzen der Einzugsgebiete im Sinne einer Vereinfachung zweifellos «glätten» und neben den hydrografischen Kriterien auch andere Aspekte wie die bestehenden Organisationsstrukturen und Gemeindegrenzen berücksichtigen wird. Es ist vorgesehen, acht Einzugsgebiete, die zusammen den ganzen Kanton abdecken, zu definieren.

Art. 3 Kantonale Planung

Wie jede öffentliche Politik, die einen Einfluss auf die Organisation des Territoriums hat, findet auch die Gewässerbewirtschaftung Eingang in den kantonalen Richtplan und ist damit gemäss der Terminologie des Raumplanungs- und Baugesetzes Gegenstand von Grundlagen und Sachplänen, die sämtliche Aspekte der Gewässerbewirtschaftung abdecken. Es ist damit Aufgabe des Staates, die Grundlagenstudien, Erhebungen, Inventare usw. auszuwerten und im kantonalen Richtplan die Hauptziele für den ganzen Kanton, in den einzelnen Einzugsgebieten und auf kommunaler oder interkommunaler Ebene festzulegen. Das heisst folglich:

- Der Richtplan, die Sachpläne und die Grundlagenstudien werden auf kantonaler Ebene realisiert.
- Der Richtplan des Einzugsgebiets wird auf der Ebene des Einzugsgebiets ausgearbeitet.
- Der generelle Entwässerungsplan (GEP) wird auf kommunaler oder interkommunaler Ebene verwirklicht.

Die Grundlagenstudien und die Sachpläne der Gewässerbewirtschaftung legen Folgendes fest:

- den aktuellen Stand des Hauptnetzes der oberirdischen Gewässer und der bedeutenden Grundwasserressourcen (dank Erhebungen, Inventaren und anderen Beobachtungsformen);
- die Analyse dieser Erhebungen und die Konsequenzen, die daraus zu ziehen sind;
- den Umfang und die Methodologie der Detailstudien, die auf der unteren Planungsebene (Einzugsgebiet) vorzunehmen sind.

Gestützt auf diese Grundlagen werden die Ziele und wichtigsten Grundsätze sowie die Handlungsprioritäten und Mittel, die anzuwenden sind, definiert und im kantonalen Richtplan festgehalten.

Es konnten bereits mehrere Studien und Erhebungen verwirklicht werden; weitere werden derzeit durchgeführt.

- Die Überwachung der Fliessgewässer wird gemäss Modul-Stufen-Konzept des Bundes und diejenige der Seen durch die regelmässige Entnahme von punktuellen Proben sichergestellt. Die Qualität der wichtigsten Grundwasservorkommen wird an 55 Standorten überwacht, die über das gesamte Kantonsgebiet verteilt sind. Die geografische Verteilung dieser Standorte, die untersuchten Parameter und vor allem die zu geringe Häufigkeit der Probeentnahmen erlauben es aber oft nicht, die Quelle einer mangelhaften Gewässerqualität präzise und rasch auszumachen.
- Für den Schutz der Wasservorkommen verfügt der Staat über einen Atlas aus dem Jahr 1992. Der Staat hat eine Vorstudie für einen Sachplan der öffentlichen Fassungen in die Wege geleitet. Zur Erstellung eines

vollständigen Inventars über die Wasserversorgungsanlagen und Grundwasservorkommen nach Artikel 58 GSchG bedarf es jedoch noch bedeutender Anstrengungen.

- Die Abgrenzung der wichtigsten Grundwasserschutzzonen ist im Gang. In unserem Kanton gibt es derzeit knapp 120 rechtsgültige Grundwasserschutzzonen. S. Weil die Rechtsgrundlagen Änderungen erfahren haben, müssen jedoch die Reglemente von 35 dieser Zonen, die vor 1998 genehmigt worden sind, angepasst werden. Geschätzte 150 Gewässerschutzzonen müssen noch legalisiert werden. Dem ist anzufügen, das bis heute noch kein einziges Grundwasserschutzzonen legalisiert wurde.
- Mit seinen sieben laufenden Nitratprojekten übernahm der Kanton Freiburg bei der Umsetzung von Artikel 62a GSchG eine Vorreiterrolle. Bereits konnten erste Erfolge bei der Reduktion des Nitratgehalts gemeldet werden, auch wenn der Nitratgehalt bei gewissen Projekten weniger schnell als vorgesehen sinkt. Diese Art von Projekten muss auf andere Vorkommen ausgedehnt werden, wie namentlich die Ergebnisse des vom Bund durchgeführten Überwachungsprogramms NAQUA zeigen. Bei beinahe 20% aller Messpunkte in der Schweiz wurde ein Nitratgehalt von über 25 mg/l gemessen.
- Im Bereich des Wasserbaus und des Gewässerunterhalts gibt es einen provisorischen Revitalisierungsplan. 50% der Gefahrenkarten wurden bereits fertig gestellt.
- In Bezug auf die Abwasserbeseitigung kann festgehalten werden, dass die Mehrheit der GEP bereits ausgearbeitet wurde. Von den insgesamt 210 GEP (Gemeinden und Verbände) im Kanton Freiburg wurden bis Ende 2008 bereits mehr als 150 Dossiers der zuständigen Dienststelle zur Vorprüfung vorgelegt. Die verbleibenden rund 60 GEP stehen kurz vor dem Abschluss. Noch müssen die Befunde pro Einzugsgebiet zusammengefasst werden.
- Im Bereich der Abwasserreinigung ist zu erwähnen, dass einige ARA an ihrer Kapazitätsgrenze angelangt sind oder kurzfristig instand gesetzt werden müssen. Bevor diese erheblichen Arbeiten ausgeführt werden können, muss jedoch der kantonale Sanierungsplan überarbeitet werden: Es muss bestimmt werden, wo und für welches Einzugsgebiet zentrale Abwasserreinigungsanlagen errichtet werden müssen, um so die Bau- und Betriebskosten so tief wie möglich zu halten.

Diese Arbeiten werden übernommen oder ergänzt werden können, um als Grundlagen und Sachpläne zu dienen. Der Staat muss die kantonale Planung rasch zu Ende führen, damit die Gemeinden ihre Arbeit tun und die Frist von 5 Jahren (nach Annahme der kantonalen Richtplanung) für die Erstellung der Richtpläne der Einzugsgebiete einhalten können. Konkret werden verschiedene Studien nach Absprache zwischen Kanton und Einzugsgebieten gleichzeitig durchgeführt werden können.

Unter dem Begriff der übrigen Nutzungen der Gewässer gemäss Absatz 1 Bst. d ist neben der Nutzung für die Schifffahrt (Anlegeplätze und Bootshäfen) auch die Nutzung als Kühlwasser, für Wärmepumpen usw. gemeint.

Art. 4 Richtplan des Einzugsgebiets

Im ersten Teil der Botschaft wird eingehend auf diesen Plan eingegangen (siehe Punkt 3.2). Deshalb an dieser Stelle nur soviel: Die Richtpläne müssen überprüft werden, wenn sich die Umstände deutlich verändert haben, mindestens aber alle zehn Jahre (siehe auch Art. 33 RPBG mit den Bestimmungen über den regionalen Richtplan). Dabei ist nicht zwangsläufig eine Totalrevision vonnöten; unter Umständen reichen punktuelle Änderungen vollkommen aus.

Art. 5 Aufsicht

Der Staat muss sich der Wirksamkeit der Massnahmen vergewissern, die auf der Ebene des Hauptnetzes der oberirdischen Gewässer und der bedeutenden Grundwasservorkommen getroffen werden, um bei Bedarf – nach Anhörung der Gemeinden – die notwendigen Massnahmen zu treffen, wie dies Artikel 28 GSchG vorsieht.

Art. 6–9 Vollzugsorgane

Diese Artikel teilen in groben Zügen die Kompetenzen zwischen dem Staat und den Gemeinden auf. Diese können eigenständig handeln oder innerhalb der durch die Gesetzgebung über die Gemeinden vorgesehenen Formen zusammenarbeiten.

Artikel 7 versieht die Direktion, die mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt ist, mit einer generellen Kompetenzklausel. Die Aufteilung der Aufgaben innerhalb des Staates erfolgt über das Ausführungsreglement.

Die Gemeinden arbeiten wie bis anhin mit dem Staat zusammen. Mit der Einführung der Strukturen des Einzugsgebiets sind sie ausserdem gehalten, die verschiedenen Bereiche der Gewässerbewirtschaftung gemeinsam anzugehen. Dazu müssen die Strukturen des Einzugsgebiets eingerichtet werden.

Die Einführung der Gewässerbewirtschaftungskommission, die sich aus Vertreterinnen und Vertretern des Staates, des Freiburger Gemeindeverbands, der Abwasserverbände und der von der Gewässerbewirtschaftung betroffenen Kreise zusammensetzt, geht in dieselbe Richtung; mit ihr sollen die Probleme der Gewässerbewirtschaftung global angegangen und die neuen Bestimmungen harmonisch umgesetzt werden. Es wird allerdings nicht Aufgabe dieser Kommission sein, Gutachten für konkrete Projekte zu erstellen. Dies obliegt den betroffenen Dienststellen.

Art. 10 Wasservorkommen und Wasserentnahmen aus öffentlichen Gewässern

Das Gesetz über die öffentlichen Sachen und das GSchG enthalten bereits Bestimmungen über den Schutz der Wasservorkommen. Diese Grundsätze wurden im Gesetzesentwurf übernommen, um sicherzustellen, dass sie von allen angewendet werden, die vom Schutz und der Verwendung der Wasservorkommen betroffenen sind.

Aus dem GSchG wurde der Grundsatz eines möglichst natürlichen Wasserhaushalts übernommen. Dieses Prinzip wird ergänzt durch den Grundsatz des ausgeglichenen Geschiebehauhalts, der Bestandteil des Gegenentwurfs der UREK-S zur Volksinitiative «Lebendiges Wasser» ist. Das Vorhandensein von Stauanlagen bringt den Wasser- und Geschiebehauhalt aus dem Gleichgewicht. Mit dem Gesetzesentwurf sollen die Besitzerinnen und Besitzer von solchen Anlagen verpflichtet werden,

die für die Erhaltung des Gleichgewichts erforderlichen Massnahmen zu treffen.

Das Prinzip der Aufrechterhaltung des Geschiebehaushalts ändert nichts an den heutigen Regeln für die Materialbewirtschaftung in natürlichen Fließgewässern: Für das Leeren der Geschiebesammler muss wie bisher ein Gesuch für die Materialentnahme eingereicht und um eine fischereirechtliche Bewilligung ersucht werden. Das gewonnene Material wird entweder dorthin gebracht, wo im Fließgewässer ein Defizit besteht, oder es wird verkauft bzw. direkt für Bauprojekte verwendet.

Art. 11 Sachplan der Wasserentnahmen aus öffentlichen Gewässern

Diese Planung ist Bestandteil der Grundlagen und Sachpläne, die in Artikel 3 vorgesehen sind. Sie rechtfertigt sich durch den Druck, den die verschiedenen Nutzungsformen auf die unterirdischen Gewässer, Seen und Fließgewässer ausüben; sie entspricht den Grundsätzen des eidgenössischen und kantonalen Rechts:

- GSchG, Artikel 58 Abs. 2 (Inventar über die Wasserversorgungsanlagen und Grundwasservorkommen);
- Bundesverordnung über die Sicherstellung der Trinkwasserversorgung in Notlagen, Artikel 8 Abs. 1 (Inventare über Wasserversorgungsanlagen, Grundwasservorkommen und Quellen, die sich für die Trinkwasserversorgung in Notlagen eignen);
- Gesetz über die öffentlichen Sachen, Artikel 13 Abs. 1 (Verzeichnis und Karte der Grundwasservorkommen der kantonalen öffentlichen Sachen);
- Gesetz über das Trinkwasser, Artikel 22 (Trinkwasserkarte aller Gemeinden).

Art. 12 Genereller Entwässerungsplan (GEP)

Die meisten Gemeinden verfügen heute über ein generelles Kanalisationsprojekt (GKP), das darauf ausgerichtet ist, das Abwasser der Haushalte, der Gewerbe- und Industriebetriebe sowie das Regen- und Fremdwasser – im Wesentlichen über Mischkanalisationsnetze – zu beseitigen. Dieses Ableitungskonzept hat neben allen positiven auch negative Auswirkungen, die mit der zunehmenden Überbauung der Bauzonen immer stärker an den Tag treten. Die zunehmende Versiegelung des Bodens führt im Fall von starken Regenfällen zu einem massiven Anstieg der Spitzenabflüsse in den Fließgewässern, einer Verminderung der Versickerung von unverschmutztem Wasser, einer Verschlechterung der Grundwasserversorgung und einer Überlastung der Abwasserreinigungsanlagen (und als Folge davon eine Verminderung des Wirkungsgrades und damit das Ableiten von Schmutzlasten, die der Qualität der Gewässer abträglich sind).

Bisher versuchte man, dieses Problem durch den Ausbau der Kanalisationen und durch Gewässerkorrekturen zu lösen. Ein solches Vorgehen führt indes nur zu Teilergebnissen und ist längerfristig unbefriedigend.

Neu soll die Ableitung und Behandlung des Abwassers umfassend und differenziert geplant werden, namentlich in den Siedlungsgebieten. Die technischen Lösungen müssen das natürliche hydrologische System sowie den Schutz der ober- und unterirdischen Gewässer berücksichtigen. Dieser Forderung trägt der generelle Entwässerungsplan (GEP) Rechnung. Der GEP behandelt nicht nur den Bau der Abwasserableitungsanlagen, sondern auch deren Betrieb, Unterhalt, Erneuerung und deren

ständige Anpassung an neue Erkenntnisse und Erfahrungen.

Mit dem GEP werden auf Gemeindeebene die notwendigen Massnahmen und die Fristen für deren Verwirklichung festgelegt. Insbesondere im Zusammenhang mit der Einrichtung eines Trennsystems, der Verbesserung des Entwässerungskonzepts oder der Behandlung des Regenabwassers kann dank des GEP zwischen den Bauarbeiten, die möglichst rasch ausgeführt werden müssen, und denjenigen, die weniger dringend sind, unterschieden werden.

Art. 13 Wassergefährdende Flüssigkeiten

Für den Schutz der Grundwasservorkommen muss sich der Staat vergewissern, dass insbesondere Anlagen zur Lagerung von wassergefährdenden Flüssigkeiten so errichtet und gewartet werden, dass eine Verschmutzung des Grundwassers verhindert werden kann. Kantonswweit müssen insgesamt knapp 800 Tankanlagen in Grundwasserschutz zonen S und über 32 000 in Gewässerschutzbereichen A_U überwacht werden.

Art. 14 Sanierung von Anlagen und Einrichtungen

Mit diesem Artikel können die Inhaberinnen und Inhaber von industriellen, gewerblichen und landwirtschaftlichen Betrieben verpflichtet werden, ihre Anlagen, die nicht den Vorschriften des Bundes- und des kantonalen Rechts entsprechen, innerhalb einer gegebenen Frist zu sanieren.

Art. 15 Gewässerschutzbereiche, a) Abgrenzung

Die Kantone müssen zwischen den besonders gefährdeten Bereichen und den übrigen Zonen unterscheiden.

Bei den besonders gefährdeten Bereichen unterscheidet Artikel 29 GSchV vier Bereiche:

- Gewässerschutzbereich A_U; dient dem Schutz nutzbarer unterirdischer Gewässer;
- Gewässerschutzbereich A_O; dient dem Schutz der Wasserqualität oberirdischer Gewässer und deren Ufer, wenn dies zur Gewährleistung einer besonderen Nutzung eines Gewässers erforderlich ist;
- Zuströmbereich Z_U; umfasst das Gebiet, aus dem bei niedrigem Wasserstand etwa 90% des Grundwassers stammt, das bei einer Grundwasserfassung höchstens entnommen werden darf; dieser Bereich zielt auf den qualitativen Schutz des Grundwassers, das der Trinkwasserversorgung dient;
- Zuströmbereich Z_O; umfasst das Gebiet, aus dem der Grossteil der Verunreinigung der oberirdischen Gewässer stammt.

Die Bereiche Z_U und Z_O sollen die Gewässer umfassender schützen als die Grundwasserschutz zonen S.

Art. 16 Gewässerschutzbereiche, b) Massnahmen der Landwirtschaft und Abgeltung

Artikel 62a GSchG präzisiert die Rahmenbedingungen für die an die Landwirte geleisteten Abgeltungen für Massnahmen zur Verhinderung der Abschwemmung und Auswaschung von Stoffen. Derselbe Artikel legt fest, dass die Kantone die Abgeltungen den einzelnen Anspruchsberechtigten zuzusprechen haben. Im Ausführungsreglement werden die Gewässerschutzmassnahmen festgelegt werden, die die Landwirte treffen müssen. Dabei werden

die laufenden Verträge und bereits bestehenden Massnahmen berücksichtigt werden. Für die Zuteilung dieser Abteilungen wurde der konventionelle Weg gewählt. Nötigenfalls kann der Staat im öffentlichen Interesse bestimmte Massnahmen vorschreiben.

Dieser Artikel ist im Sinne des Staatsratsbeschlusses vom 28. November 2000 über die Verringerung der Nitratbelastung aus der landwirtschaftlichen Bodenbewirtschaftung. Dieser Beschluss wird gleichzeitig zum Inkrafttreten des Gesetzesentwurfs aufgehoben werden.

Art. 17 Grundwasserschutzzonen a) Abgrenzung und Einschränkungen

Absatz 1 führt die Pflichten aus, die den Inhaberinnen und Inhabern von Wasserfassungen für die Ausscheidung von Grundwasserschutzzonen (Zonen S) obliegen. Die Fristen sind im Artikel 62 festgelegt.

Absatz 2 führt entsprechend der Ziffer 22 des Anhangs 4 GSchV das grundsätzliche Verbot von Erdwärmesonden in Schutzzonen ein.

Absatz 3 bestätigt eine Praxis, die sich aus den Bundesvorschriften ergibt und die für die in einer Schutzzone liegenden Unternehmen besonders hohe Anforderungen festlegt. Um spätere, voraussehbare Konflikte zu vermeiden und aufgrund des Vorbeugeprinzips, ist es effizienter, von vornherein auf die Errichtung einer Arbeitszone (Industrie- oder Gewerbezone) in einer Zone S zu verzichten.

Art. 18 Grundwasserschutzzonen, b) Verfahren

Da Grundwasserschutzzonen meist die Zweckbestimmung der Böden ändern, ist es nur folgerichtig, dass das Genehmigungsverfahren demjenigen von Zonennutzungsplänen entspricht.

Art. 19 Grundwasserschutzzonen, c) Kontrolle

Es ist offensichtlich, dass die Inhaberschaft der Wasserfassung die Bestimmungen des Reglements am besten kontrollieren und durchsetzen kann, wird sie doch besonders aufmerksam sein, weil sie auch für die Qualität des abgegebenen Wassers verantwortlich ist. Andere Instanzen könnten nur sporadische Kontrollen vornehmen, die weder den nötigen Einfluss noch die gewünschte Wirkung hätten. Der Staat behält sich allerdings die Möglichkeit vor, Kontrollen durch Stichproben durchzuführen.

Art. 20 Grundwasserschutzareale

Dieser Artikel erteilt dem Staat die Aufgabe, die erforderlichen Schutzareale festzulegen, um die Wasservorkommen zu schützen. Er legt zudem das Verfahren und den Grundsatz der Kostendeckung fest. Die Areale werden im Hinblick auf zukünftige Fassungen ausgeschieden und haben im Prinzip dieselben Effekte wie die Schutz-zonen.

Art. 21 Intervention im Fall eines Unfalls und Gewässerschutzpolizei

Mit diesem Artikel wird dem Artikel 49 Abs. 1 GSchG Rechnung getragen. Im Ausführungsreglement wird festgelegt werden, welches die Aufgaben der Gewässerschutzpolizei sind und welche Stellen die Intervention – namentlich bei einem Unfall durch Kohlenwasserstoffe oder chemische Substanzen – gewährleisten müssen.

Art. 22 Grundsätze

Mit diesem Artikel werden die Bestimmungen zum Wasserbau an Fliessgewässern und Seen eingeführt und die grundlegenden Ziele in Erinnerung gerufen: der Hochwasserschutz und die Revitalisierung. Er bekräftigt die Priorität der Unterhalts- und Planungsmassnahmen gegenüber den baulichen Massnahmen, was dem geltenden Bundesrecht entspricht.

Der Unterhalt hat zum Ziel, den bestehenden Hochwasserschutz aufrecht zu erhalten. Er ist zudem unerlässlich für die Erhaltung der natürlichen Fliessgewässer. Er umfasst alle technischen Eingriffe, wie die Reinigung der Bachbette, die Pflege der Ufervegetation, die Entfernung von Geschiebeablagerungen, den üblichen Unterhalt der Schutzbauten usw. Der Unterhalt soll ein ungehindertes Abfließen der Hochwasser gewährleisten, ohne die Eigenschaften der Fliessgewässer zu verändern.

Die Planung zielt hauptsächlich darauf hin, die Zweckbestimmung und Nutzung des Bodens unter Berücksichtigung der Risiken und möglichen Gefahren festzulegen. Sie stützt sich auf Grundlagenstudien über die Naturgefahren und auf Risikoanalysen. Sie berücksichtigt alle Studien von allgemeiner Bedeutung und alle vorhandenen Inventare, um die Ziele und Modalitäten der Bewirtschaftung der Fliessgewässer festzulegen.

Die Studien von allgemeiner Bedeutung und die Inventare wurden im Wesentlichen gemäss Artikel 27 der Verordnung vom 2. November 1994 über den Wasserbau (WBV) unter dem Begriff Grundlagenbeschaffung definiert und beziehen sich auf die Erstellung und die ständige Aktualisierung:

- der Gefahrenkarten,
- des Ereignis-Katasters (Inventar der schädlichen Ereignisse, deren Stärke, Ausdehnung und Konsequenzen),
- des Inventars der Schutzbauten und -anlagen inklusive deren Zustand,
- des Katasters des minimalen Raumbedarfs der Fliessgewässer,
- der erforderlichen Messstationen im Interesse des Hochwasserschutzes und deren Betrieb.

Der Kanton muss auch andere Studien zum Zweck der Planung vornehmen – besonders in Bezug auf die Revitalisierung der Fliessgewässer –, um die Notwendigkeit, die Zweckmässigkeit und die Priorität von solchen Massnahmen besser definieren zu können. Diese Studien können auch zum Ziel haben, die Bewirtschaftungsmethoden für die Fliessgewässer zu präzisieren, die aufgrund von Bundesverordnungen einen besonderen Schutz geniessen (z.B. Auengebiete von nationaler Bedeutung).

Anhand von regelmässigen Untersuchungen des Zustands der Fliessgewässer und der Schutzbauten werden die Arbeitsprogramme festgelegt (Unterhalt, Instandsetzung, Wiederaufbau, Verbauung). Diese werden als Ziele und Bewirtschaftungsmethoden formuliert und in die Richtpläne der Einzugsgebiete eingetragen.

Art. 23 Revitalisierung

Laut den ökomorphologischen Erhebungen in unserem Kanton, die bis 2006 vorgenommen wurden, sind 62% der 325 km Fliessgewässer nicht mehr in ihrem natürlichen Zustand. Zwischen diesen monotonen Gewäs-

serstrukturen und der Tatsache, dass etwa die Hälfte der einheimischen Fischarten des Kantons Freiburg in die Rote Liste der gefährdeten Arten aufgenommen werden musste, besteht ein Zusammenhang.

Dieser Artikel definiert die Revitalisierungsmassnahmen, die die Erhaltung oder Wiederherstellung der natürlichen Funktionen der Fliessgewässer bezwecken. Es handelt sich um Massnahmen, die über den Hochwasserschutz hinausgehen.

Die angestrebte Offenlegung der Fliessgewässer leitet sich aus dem prinzipiellen Verbot einer Überdeckung oder Eindolung der Fliessgewässer ab, das mit Artikel 38 GSchG eingeführt wurde. Es handelt sich um eine wichtige Massnahme, auch für den Hochwasserschutz. In diesem Artikel wird der Grundsatz der Verhältnismässigkeit in Erinnerung gerufen, um sicherzustellen, dass technisch mögliche und wirtschaftlich tragbare Massnahmen verwirklicht werden. Vor einem solchen Schritt wird eine Abwägung vorgenommen werden müssen zwischen dem Interesse, guten Landwirtschaftsboden zu bewahren, und dem Interesse, eingedolte Fliessgewässer offenzulegen.

Der Staat kann keine Offenlegung eines Fliessgewässers anordnen. Er kann aber die Eindolung eines Fliessgewässers oder die Instandsetzung bestehender Rohre verbieten – unter Vorbehalt der im GSchG vorgesehenen Ausnahmen.

Art. 24 Fliessgewässer, Seen und ihre Ufer

Die Einstufung des Raumbedarfs der Fliessgewässer als Schutzzone ist unabdingbar. Nur auf diese Weise kann erreicht werden, dass der Wasserbau künftig den angestrebten Zielen entspricht. Diese richten sich nach dem Grundsatz der Rückhaltung von Hochwasser in freien Räumen, nach dem Grundsatz der Zurückhaltung bei den Eingriffen in Gewässer und nach dem Vorsorgeprinzip, der vorsieht, dass man sich nach Möglichkeit natürlichen Gefahren erst gar nicht aussetzt.

Art. 25 Minimaler Raumbedarf von Fliessgewässern

In den letzten knapp 100 Jahren hat der den Fliessgewässern zur Verfügung stehende Raum stark abgenommen. Die immer intensivere Bodennutzung erklärt dieses Phänomen. Damit bei Extremereignissen kostspielige Schäden verhindert werden können, müssen Hochwasserabflusskorridore freigehalten oder neu geschaffen werden. Die Hochwasser von 1999, 2000, 2005 und 2007 haben auf nationaler Ebene gezeigt, wie wichtig diese Korridore im Falle von Grossereignissen sind. Den Fliessgewässern muss aber oft mehr Raum gegeben werden. Nur so kann ihr natürliches Gleichgewicht sichergestellt und die Wiederherstellung natürlicher oder naturnaher Lebensräume erreicht werden. Bei Revitalisierungen und Gewässerkorrekturen müssen den Fliessgewässern demnach mehr angrenzende Uferflächen zuteil werden.

Absatz 1 nimmt den in Artikel 21 Abs. 2 WBV definierten Grundsatz auf und bestimmt, dass der minimale Raumbedarf vom Staat festgelegt wird. Die Gemeinden werden aufgefordert, diesen Raumbedarf in den Ortsplan (OP) zu integrieren. Mehrere Gemeinden haben den minimalen Raumbedarf bereits in ihrem Ortsplan eingetragen und im Gemeindebaureglement den Text übernommen, der in der Arbeitshilfe für die Ortsplanung vorgeschlagen wird und wie folgt lautet: «Innerhalb des von Fliessgewässern benötigten Raums können keine Bau- oder Erschliessungsvorhaben (Änderung des natürlichen Geländes, Anbrin-

gen von Umzäunungen usw.) ausgeführt werden.» Die Bevölkerung kann im Rahmen der öffentlichen Auflage des OP Stellung zur Abgrenzung des minimalen Raumbedarfs nehmen. Die Sicherung des minimalen Raumbedarfs (zum Beispiel eines eingedolten Bachs) bedeutet nicht, dass die Anstösser oder die Gemeinde gezwungen sind, den Bach offenzulegen oder ihn zu revitalisieren. Mit der Ausscheidung soll lediglich verhindert werden, dass in der Nähe des Fliessgewässers neue Infrastrukturen gebaut werden, die im Falle eines Hochwassers beschädigt werden könnten und die einen späteren Ausbau des Fliessgewässers zur besseren Gewährleistung seiner natürlichen Funktionen verhindern würden. Bestehende Bauten und Infrastrukturen innerhalb des minimalen Raumbedarfs dürfen bleiben und können auch unterhalten werden. In diesem Zusammenhang muss darauf hingewiesen werden, dass die Eigentumsverhältnisse von einer Sicherung des minimalen Raumbedarfs unberührt bleiben. Hingegen ergeben sich Einschränkungen bei der Nutzung der betroffenen Liegenschaften.

Im Jahr 2000 schlug der Bund eine Methode zur Festlegung des Raumbedarfs von Fliessgewässern vor. Ausgangspunkt dieser Methode ist die natürliche Gerinnesohlebreite, die aufgrund von Beobachtungen vor Ort und von historischen Dokumenten (z.B. alte topografische Karten) bestimmt wird. Von dieser Bezugsgrösse ausgehend kann der Raumbedarf mittels der vom Bund ausgearbeiteten Schlüsselkurve berechnet werden. Selbstverständlich sind Anpassungen an die örtlichen Besonderheiten möglich. Bei der definitiven Festlegung des Raumbedarfs werden auch die bestehenden Infrastrukturen und Bauten berücksichtigt.

Per Ende 2008 hatte der Staat den Raumbedarf von Fliessgewässern in 40 der 168 Freiburger Gemeinden bestimmt. Bis Ende 2010 soll der Raumbedarf in weiteren 35 Gemeinden bestimmt werden. Bei dieser Geschwindigkeit wird die Festlegung des Raumbedarfs aller Freiburger Fliessgewässer Ende 2013 abgeschlossen sein.

Absatz 2 regelt die Fälle, in denen der Raumbedarf noch nicht festgelegt wurde. Falls ein Baubewilligungsgesuch, eine OP-Revision oder ein ähnliches Dossier einen Fliessgewässerabschnitt berührt, dessen Raumbedarf noch nicht definiert wurde, wird die zuständige Dienststelle den Raumbedarf fallweise festlegen. Hierzu wird die Dienststelle unter anderem der Art des Fliessgewässers und seiner Ufer, der Hochwassergefährdung, dem Schutz der bestehenden Bauten und Anlagen sowie den Anforderungen an den Unterhalt und den Ausbau des Wasserlaufs Rechnung tragen. In allen anderen Fällen beträgt der minimale Raumbedarf 20 Meter ab dem mittleren Hochwasserstand. Diese Regel wurde dem kantonalen Gesetz über den Wasserbau von 1975 entnommen (Art. 46). In der Praxis sollte diese Regel allerdings nur sehr selten zur Anwendung gelangen, da die systematische Festlegung des Raumbedarfs der Fliessgewässer zu den prioritären Aufgaben des Staats gehört.

Die Absätze 3 bis 8 regeln die Zweckbestimmung des Raumbedarfs in der Raumplanung und legen fest, welche Bauten innerhalb des Raumbedarfs zulässig bzw. verboten sind. Mit diesen Absätzen wird der im kantonalen Richtplan angeführte Grundsatz übernommen und ergänzt.

Der Raumbedarf sollte frei von Bauten sein. Analog zu den Regeln entlang von Wäldern wird im Absatz 3 ein Bauabstand definiert, der den Mindestabstand zwischen

Bauten und Raumbedarf bezeichnet. Der Bauabstand beträgt mindestens 4 Meter. Diese Regel wird schon seit mehreren Jahren systematisch angewendet. Mit anderen Worten, mit dieser Bestimmung erlangt eine gängige Praxis Rechtskraft.

Der minimale Raumbedarf wird für Bau- und Landwirtschaftszonen definiert. Er wird nach Möglichkeit als Schutzzone eingetragen. Andernfalls ist er Gegenstand von besonderen Schutzmassnahmen (Abs. 4). Da mit der Festlegung des minimalen Raumbedarfs verhindert werden soll, dass neue Bauten zu nahe am Fliessgewässer errichtet werden, verbietet Absatz 5 die Ausdehnung einer Bauzone in den minimalen Raumbedarf hinein.

Es sind weder Materiallagerungen noch Änderungen des natürlichen Geländes zulässig (Abs. 6). Wander- und landwirtschaftlich genutzte Wege können ausnahmsweise zugelassen werden (Abs. 7).

Absatz 8 schliesslich legt fest, welche Arbeiten zwischen der Grenzlinie des minimalen Raumbedarfs und dem Bauabstand erlaubt sind. Konkret sind einzig leichte Umgebungsarbeiten zulässig. Voraussetzung ist überdies, dass sie den Durchgang entlang des Ufers und den Zugang zum Fliessgewässer nicht behindern oder verunmöglichen.

Die Abbildung im Anhang stellt schematisch den Raumbedarf und den Bauabstand dar.

Art. 26 Frühwarndienst

Die Aufgabe, den bei Hochwasser erforderlichen Frühwarndienst zu organisieren, wird den Gemeinden anvertraut. Dies müssen sie in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Naturgefahren, Feuerpolizei und die Organisation der Vorbeuge- und Bekämpfungsmassnahmen gegen die Naturgewalten (Feuerwehr bzw. Zivilschutz) tun.

Art. 27 Arbeiten, a) Ausführung

Die Unterhalts-, Instandsetzungs- und Ausbaurbeiten werden den Gemeinden zugewiesen, die sich insbesondere in Abhängigkeit der Art, des Umfangs und der Bedeutung dieser Arbeiten zu Gemeindeverbänden zusammenschliessen können. Es handelt sich um eine wesentliche Änderung gegenüber dem aktuellen System, das diese Aufgaben den Anstössern oder Wasserbauunternehmen – bestehend aus Grundstückeigentümern und/oder Gemeinden, die an den Arbeiten interessiert sind – zuweist. Diese Änderung ist aus folgenden Gründen gerechtfertigt:

- Die Gemeinden können die vorwiegenden öffentlichen Interessen (Umwelt-, Natur-, und Hochwasserschutz) besser berücksichtigen als die Anstösser.
- Die Gemeinden des Einzugsgebiets haben eine Gesamtübersicht über die Planungs- und Bewirtschaftungsmassnahmen.
- Die administrativen Formalitäten werden deutlich vereinfacht, da die Festlegung des Perimeters und des Kostenverteilers zwischen zahlreichen Eigentümern hinfällig wird.

Als Bauherrin werden die Gemeinden die Wasserbau- und Revitalisierungsprojekte ausarbeiten müssen; sie werden die Arbeiten ausführen und die Unterhaltsprogramme verwalten. Ausserdem werden sie die Genehmigungsverfahren (Bau- und andere Bewilligungen) durchfüh-

ren und die Finanzierung (Subventionsgesuche) sicherstellen. Die Gemeinden werden sich an die betroffene Dienststelle wenden können, die wie bisher die Funktion der Wasserbaupolizei ausüben und für die Subventionierung sowie für die allgemeine Überwachung der Arbeiten zuständig sein wird.

Die Arbeiten an Ufern künstlicher Seen werden wie bis anhin durch die Betreiber ausgeführt.

Die Bestimmung über die Ausführung der Arbeiten, die infolge von Bauwerken und Anlagen an Fliessgewässern nötig sind, stützt sich auf das Verursacherprinzip. Diese Arbeiten werden von der Inhaberschaft der Anlagen ausgeführt. Damit wird die heutige Praxis aufrechterhalten.

Art. 28 Arbeiten, b) Aufsicht

Die zuständige Fachstelle hat die Oberleitung bei Arbeiten, für welche Subventionen bezahlt werden. Zwei Gründe sprechen dafür: die Konformitätskontrolle einerseits und die Sicherstellung der rationellen Nutzung der öffentlichen Gelder andererseits.

Art. 29 Arbeiten, c) Verfahren

Das Baubewilligungsverfahren ist für Interventionen, die den Zustand oder den Charakter eines Fliessgewässers deutlich verändern (bauliche Massnahmen, Korrekturen) anwendbar. Demgegenüber ist für Unterhaltsmassnahmen keine Baubewilligung erforderlich.

Art. 30 Arbeiten, d) Dringliche Massnahmen

Die Bestimmungen über die dringlichen Massnahmen wurden dem aktuellen Wasserbaugesetz (WBG FR) entnommen. Sie sind für die sofortigen Sicherheitsmassnahmen unentbehrlich. Es ist auch nach wie vor gerechtfertigt, dass die Kosten auf die Eigentümer übertragen werden können. Dies ist insbesondere bei geringfügigen Eingriffen der Fall, die nicht im Rahmen eines geplanten Massnahmenkonzepts ausgeführt werden.

Art. 31 Arbeiten, e) Nutzung fremder Grundstücke

Die Bestimmungen wurden vom WBG FR übernommen. Damit können die betroffenen Grundeigentümerinnen und -eigentümer sowie Bewirtschafterinnen und Bewirtschafter verpflichtet werden, angrenzende Grundstücke für Arbeiten an Fliessgewässern zur Verfügung zu stellen.

Art. 32 Landerwerb, a) Form

Die Urkunden für Eigentumsübertragungen müssen einfach gehalten werden und für die öffentliche Hand so kostengünstig wie möglich sein – und dies für die Gesamtheit der Geschäfte im Zusammenhang mit dem Erwerb von Grundstücken oder entsprechenden Rechten. Dieser Artikel zielt darauf ab, die Urkunden vom Geometer erstellen lassen zu können, und ist damit in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG).

Art. 33 Landerwerb, b) Anmerkung

Diese Bestimmung soll gewährleisten, dass die zur Ausführung der Arbeiten erforderlichen Grundstücke und Rechte unter allen Umständen reserviert werden können. Sie entspricht dem AVG.

Art. 34 *Verbote*

Die Verbote oder Einschränkungen gelten für Aktivitäten, die nachteilig für das natürliche Gleichgewicht der Fließgewässer und das gute Abfließen eines allfälligen Hochwassers sind. Es handelt sich im Wesentlichen um Bestimmungen des aktuellen Gesetzes, wobei Buchstabe d nachgeführt wurde.

Art. 35 *Massnahmen*

Die Möglichkeit, bei unerlaubten Handlungen intervenieren zu können, ist eine notwendige Folge der in Artikel 34 aufgeführten Verbote. Dadurch, dass der Staat zuständig ist, kann schneller und effizienter gehandelt werden als mit einem Anzeige- oder Beschwerdeverfahren bei einer Drittbehörde.

Im Fall von unerlaubten Wasserbauarbeiten gelten, wenn das Baubewilligungsverfahren anwendbar ist, die Bestimmungen des RPBG.

Die Aufhebung von Umleitungen von Fließgewässern, die Instandsetzung der Örtlichkeiten und die Wiederherstellung des Gewässers ergänzen auf sinnvolle Weise die Bestimmungen des Bundesrechts über die Sicherung angemessener Restwassermengen und die Sanierung von Wasserentnahmen.

Diese wasserpolizeilichen Bestimmungen wurden mit einigen Vereinfachungen und redaktionellen Änderungen dem aktuellen Gesetz entnommen.

Art. 36 *Materialgewinnung aus öffentlichen Gewässern*

Das allgemeine Verbot der Materialentnahme aus Fließgewässern und Seen wurde vom aktuellen WBG FR übernommen. Das höhere Allgemeininteresse kann Abweichungen begründen. Es wird nicht mehr auf die Bedingung der natürlichen Erneuerung der Materialien hingewiesen, da diese aus dem Bundesrecht (Art. 44 Abs. 2 GSchG) hervorgeht.

Die Möglichkeit, die es dem Gemeinwesen erlaubt, Material aus Fließgewässern zu gewinnen, um Arbeiten im öffentlichen Interesse auszuführen, ergibt sich aus der heutigen Praxis.

Art. 37 *Bauwerke für die konzessionierte Schifffahrt*

Dieser Artikel bezeichnet die Bauwerke, die der konzessionierten Schifffahrt dienen. Er bezeichnet zudem die Verantwortlichen für deren Bau und Unterhalt. Er entspricht dem geltenden Recht, enthält jedoch nicht die Bestimmungen, die bereits in anderen Bundeserlassen (im Besonderen im Gesetz und in der Verordnung über die Binnenschifffahrt) oder kantonalen Gesetzen (Gesetz über die öffentlichen Sachen, RPBG) enthalten sind. Die interkantonalen Vereinbarungen mit den Kantonen Bern, Solothurn, Waadt und Neuenburg über die gemeinsame Erneuerung und die Erhaltung der Bauwerke der II. Juragewässerkorrektur müssen dagegen ausdrücklich vorbehalten bleiben.

Art. 38–39 *Aufgaben des Kantons und des Einzugsgebiets*

Wir verweisen an dieser Stelle auf den ersten Teil der Botschaft (Punkt 3.3), in welchem ausführlich auf die Aufgaben- und Kostenteilung im Bereich des Gewässerschutzes zwischen Staat und Einzugsgebieten eingegangen wird.

Den Gemeinden eines Einzugsgebiets wird die Möglichkeit gegeben, einen Fonds zu schaffen, der durch eine Abwasserabgabe von höchstens 5 Rappen pro Kubikmeter konsumiertes Wasser gespeist wird und der dazu dient, die Ausarbeitung des Richtplans des Einzugsgebiets und den Aufbau der für die Verwaltung des Einzugsgebiets notwendigen Strukturen zu finanzieren. Auch für eine möglichst effiziente und haushälterische Verwendung der Mittel ist es sinnvoll, dass sich die Gemeinden zusammenschliessen – namentlich, um über das technische Personal zu verfügen, das für den Unterhalt und die Kontrolle der Anlagen nötig ist. Auch sind Beiträge an die Schulung der Personen vorgesehen, die in den Gemeinden mit der Gewässerbewirtschaftung betraut sind. Um die Wirksamkeit der Schutzmassnahmen zu bestimmen, müssen Messungen beim Ausgang der Anlagen und in den Abflüssen durchgeführt werden. Mit dem Fonds können auch diese Untersuchungen finanziert werden.

Art. 40 *Gemeindegebühren, a) Grundsatz*

Die Gemeindegebühren (Art. 40–43) werden im ersten Teil der Botschaft (insbesondere Punkt 3.3) eingehend behandelt. In diesem Artikel werden das Verursacherprinzip und der Grundsatz der Kostendeckung in Erinnerung gerufen, die in der Bundesgesetzgebung verankert sind.

Art. 41 *b) Anschlussgebühr und Vorzugslast*

Mit Absatz 3 wird der Motion Carrel über Gebühren für die Abwasserableitung und -reinigung (Nr. 073.04) Rechnung getragen, die der Grosse Rat am 23. August 2005 erheblich erklärt hat. Mit dieser Bestimmung wird eine Ausnahme für Landwirte geschaffen, die die landwirtschaftliche Nutzung eines in der Bauzone befindlichen Grundstücks weiterführen wollen und für die die Berücksichtigung des gesamten Grundstücks zu einer untragbaren Belastung führen würde. Konkret kann die Anschlussgebühr in solchen Fällen aufgrund einer theoretischen Fläche berechnet werden, in der die Gebäude, die zum landwirtschaftlichen Heimwesen gehören, inbegriffen sind. Damit der Grundsatz der Gleichbehandlung nicht verletzt wird, wird die Vorzugslast jedoch für den nicht überbauten Teil der Parzelle trotzdem erhoben. Sollte später innerhalb der Bauzone eine über die berücksichtigte theoretische Fläche hinausgehende Fläche genutzt werden, würde dies zusätzlich in Rechnung gestellt.

Für nicht überbaute, jedoch anschliessbare Grundstücke wird ein Betrag von höchstens 70% der Anschlussgebühr in Form der Vorzugslast erhoben (Abs. 4).

Art. 42 *c) Jährliche Grundgebühr*

Die Investitionen, die für die in unserem Kanton vorhandene Infrastruktur zum Schutz der Gewässer (Kanalisationen, Abwasserreinigungsanlagen usw.) getätigt wurden, stellen einen Wert von ungefähr 1,7 Milliarden Franken dar. Es ist unumgänglich, alle für die Aufrechterhaltung der Funktionstüchtigkeit und für die Werterhaltung dieser Anlagen notwendigen Massnahmen zu treffen.

Die Grundgebühr wird jährlich und von allen Besitzern von Bauland erhoben. Es wäre ungerecht, wenn einzig die Eigentümer von überbauten Grundstücken für die Erneuerung der Anlagen aufkommen müssten, da bei der Bestimmung der Grösse der Anlagen vom Anschluss aller Grundstücke in der Bauzone ausgegangen werden muss, was entsprechend höhere Auslagen nach sich zieht. Mit andern Worten, ob ein Grundstück bereits überbaut

ist oder nicht, hat keinen Einfluss auf die Höhe der Ausgaben, die eine Gemeinde für die Erneuerung ihrer Infrastruktur tätigen muss.

Die Berechnung der Kosten für den Werterhalt der Gewässerschutzbauten stützt sich auf die technischen Angaben, die im GEP definiert sein müssen (der aktuelle Ersatzwert und die Lebensdauer der Bauten). Um die Ziele, die mit der jährlichen Grundgebühr angestrebt werden, erreichen zu können, werden – gestützt auf den heutigen Stand der Technik – folgende Sätze empfohlen (diese Sätze sind als Richtwert zu verstehen):

- 1,25% des aktuellen Ersatzwertes der Kanalisationen (Lebensdauer: 80 Jahre),
- 2% des aktuellen Ersatzwertes der Spezialbauwerke (Lebensdauer: 50 Jahre),
- 3% des aktuellen Ersatzwertes der ARA (Lebensdauer: 33 Jahre).

Art. 44 *Reglement*

Das Amt für Umwelt hat in Zusammenarbeit mit dem Amt für Gemeinden ein Gemeindereglement ausgearbeitet und veröffentlicht, das die Gemeinden als Modell benutzen können.

Art. 45 *Kosten*

Mit diesem Artikel wird die finanzielle Beteiligung der öffentlichen Hand an den Wasserbauarbeiten bei Fliessgewässern und Seen verstärkt.

Für die Grundlagenstudien, für die der Kanton aufkommen muss, sind die finanziellen Auswirkungen verglichen mit der jetzigen Situation gering, da diese Studien (insbesondere die Kartografierung der Gefahren für die voralpinen Regionen) zu einem grossen Teil abgeschlossen werden konnten. Auch nach der Einführung der NFA bleibt die Grundlagenbeschaffung eine Priorität des Bundes, weshalb er diese Arbeiten zu 50% subventionieren wird.

Die Gemeinden finanzieren die Arbeiten, können aber einen Teil der Kosten auf die betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümer übertragen. Damit soll die Finanzierung der erforderlichen Arbeiten erleichtert werden – im Besonderen, wenn ihre Ausführung nicht hinausgeschoben werden kann. Diese Bestimmung ist eine logische Folge der Bestimmung, die es den Gemeinden erlaubt, die Ausführung der Arbeiten einer Bodenverbesserungskörperschaft anzuvertrauen; dies ist im Fall von integralen Sanierungsprojekten in Berggebieten (IBS), die Mehrzweckgenossenschaften anvertraut werden, besonders angebracht.

Art. 46 *Beteiligung von Drittpersonen*

Dieser Artikel beschreibt die Fälle, in denen eine finanzielle Beteiligung der Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer sowie von Drittpersonen verlangt werden kann. Das Verursacherprinzip und das Vorteilsprinzip wurden vom aktuellen Gesetz übernommen. Sie wurden mit Erfolg angewendet, im Besonderen durch die Schätzungskommissionen. Können sich die Parteien nicht einigen, kommt sinngemäss das im RPBG festgelegte Verfahren im Zusammenhang mit den Baulanderschlusskosten zur Anwendung.

Art. 47 *Subventionen: Grundsätze*

An dieser Stelle sei auf den ersten Teil der Botschaft verwiesen, in welchem die Subventionierung von Wasserbauarbeiten ausführlich behandelt wird (siehe Punkte 3.4).

Zu Erinnerung: Der Wasserbau bleibt auch mit der NFA eine gemeinsame Aufgabe von Bund und Kantonen. Projekte von geringem Ausmass (weniger als 1 Million Franken) und die Grundlagenbeschaffung (Gefahrenkarten) sind Teil des Grundangebots des Bundes, das in einer Programmvereinbarung geregelt werden wird. Über die Subventionierung von Projekten von mehr als 1 Million Franken hingegen (etwa 2 bis 3 Projekte pro Jahr) wird nach wie vor einzeln entschieden werden. Der Beitragssatz wird je nach Effizienz unterschiedlich hoch ausfallen. Bei der Verwendung der Pauschalbeiträge verfügen die Kantone über einen gewissen Spielraum – insbesondere, wenn es darum geht, kleine Projekte und Unterhaltsarbeiten zu subventionieren.

Die Umsetzung der Programmvereinbarungen mit dem Bund sollte keine finanziellen Auswirkungen für die Gemeinden haben: Obwohl der Beitragssatz für die Bundesbeiträge an das Grundangebot von 45% auf 35% gesenkt wurde, ist eine Erhöhung der Kantonssubventionen vorgesehen, damit die Last der Gemeinden dieselbe bleibt wie bisher. Die Erhöhung des Beitragssatzes für die kantonale Subvention von Wasserbauprojekten dürfte gemäss NFA-Grundsatz durch eine allgemeine Erhöhung der Bundeszahlungen an den Staat Freiburg gedeckt werden. Der kantonale Beitragssatz ist nicht im Gesetz festgelegt. Stattdessen kann der Staatsrat diesen Satz festsetzen und so flexibel handeln. Dieser Ansatz wurde bereits für die Kantonsbeiträge an Bodenverbesserungen gewählt.

Art. 48 *Zusätzliche Subventionen*

a) Wild- und Gebirgsbäche sowie Bodenverbesserungsarbeiten

Die Bergregionen sind hydrologischen Prozessen wie Murgängen ausgesetzt, bei denen gewaltige Kräfte frei werden. Entsprechend sind die Hochwasserschutzmassnahmen häufig teurer als im Flachland. Ausserdem müssen die Kosten für solche Massnahmen von wenigen Personen getragen werden, weil der Überbauungsgrad bzw. die Bevölkerungsdichte in den Bergregionen geringer ist als im Flachland. Deshalb wird das Prinzip nach geltendem Recht einer zusätzlichen Subvention für Ausbauarbeiten an Wild- und Gebirgsbächen im Gesetzesentwurf beibehalten. Die Höhe dieser zusätzlichen Subvention wird wohl auf 5% festgelegt werden.

Um das Problem des Landverbrauchs bei Revitalisierungen zumindest teilweise zu lösen, ist eine zusätzliche Subvention für Revitalisierungsprojekte vorgesehen, bei denen die Bodenbeanspruchung und im Besonderen der Erwerb und die Aufteilung zwischen den Anstössern über eine Bodenverbesserungskörperschaft geregelt wird. Auch diese zusätzliche Subvention dürfte 5% betragen. Der Gegenentwurf der UREK-S zur Volksinitiative «Lebendiges Wasser» sieht vor, dass die Kantone Landumlegungen anordnen können. Statt sie anzuordnen, zieht es der Staatsrat jedoch vor, solche Landumlegungen mit einer zusätzlichen Subvention zu fördern. Diese zusätzliche Subvention ist zwar an das Bodenverbesserungsprojekt gekoppelt, doch wird sie nicht für die Landumlegung, sondern für das Wasserbauprojekt ausgerichtet.

Art. 49 *Zusätzliche Subventionen*

b) Revitalisierungs- und Unterhaltsarbeiten

Da die Revitalisierung von Fliessgewässern zu den Prioritäten des Gesetzesentwurfs zählt, sieht der erste Abschnitt dieses Artikels einen finanziellen Beitrag an Revitalisierungsarbeiten vor. Es kann mit einer zusätzlichen Subvention von 20% der Baukosten gerechnet werden. Diese Subvention kommt indessen einzig für Revitalisierungsarbeiten in Frage, die gemäss den Richtplänen der Einzugsgebiete prioritär sind.

Dem ist anzufügen, dass die Revitalisierung Gegenstand einer Programmvereinbarung zwischen Bund und Kanton ist. Gemäss dieser Vereinbarung beträgt der maximale Beitragssatz für die Bundessubventionen 35%. Zuvor übernahm der Bund jeweils bis zu 45%. Das heisst, seit der Einführung der NFA leistet der Bund geringere Beiträge. Im Gegenzug kann der Kanton fest mit diesen Beiträgen rechnen, was früher nicht der Fall war. Mit dem Gegenentwurf der UREK-S, der einen Beitragssatz von 65% für prioritäre Revitalisierungsprojekte vorschlägt, könnte sich die Lage weiter verbessern.

Der zweite Absatz betrifft die Kantonsbeiträge an den Unterhalt von Fliessgewässern. Sowohl die kantonale als auch die eidgenössische Strategie sehen vor, dass der Hochwasserschutz vorrangig durch Unterhaltsmassnahmen gewährleistet werden soll. Folgerichtig sieht der Gesetzesentwurf eine zusätzliche Subvention vor, wenn die Unterhaltsarbeiten in einem genehmigten Unterhaltsplan für ein revitalisiertes oder naturnahes Gewässer vorgesehen sind. Auch hier wird der Beitragssatz wohl 20% betragen.

Art. 50 *Mindestkosten*

Um den administrativen Aufwand im Zusammenhang mit der Finanzierung von kleinen Wasserbauprojekten zu verringern, werden im Ausführungsreglement die Mindestkosten der beitragsberechtigten Arbeiten definiert werden. Für Ausbau-, Instandsetzungs- und Revitalisierungsarbeiten wird diese untere Grenze wohl 20 000 Franken und für Unterhaltsarbeiten 2000 Franken betragen.

Art. 51 *Anrechenbare Kosten*

Mit diesem Artikel wird festgelegt, welche Ausgaben für die Berechnung der Beiträge an den Hochwasserschutz und die Revitalisierung berücksichtigt werden.

Art. 52 *Dringliche Arbeiten*

Die letzten Ereignisse – der Erdbeben in der Chlöwena (Falli-Höllli) in Plasselb im Jahr 1994, der extreme Gewitterregen in Schwarzsee von 1997, das Hochwasser der Tana in Grandvillard im August 2005 – haben gezeigt, dass es nötig ist, eine Bestimmung einzuführen, die es dem Staatsrat erlaubt, im Fall von dringlichen Arbeiten Vorschüsse zu gewähren. Das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates enthält keine spezifischen Bestimmungen für solche Fälle.

Die Beurteilung der Situation ist Sache des Staatsrats. Sie erfolgt auf Grund der voraussichtlichen Arbeiten, der Finanzierungsschwierigkeiten der Gemeinde und der voraussehbaren Höhe der Subventionen. Nach solchen Ereignissen wird der Bund sofort durch die zuständige Dienststelle angesprochen, die sich auch um die Gewährung der Bundessubventionen kümmert.

Art. 53 und 54 *Bauwerke für die konzessionierte Schifffahrt*

Die Bestimmungen wurden vom geltenden Gesetz übernommen. Die Erhaltung der konzessionierten Schifffahrt schliesst Beiträge des Staates an die zu ihrem Betrieb erforderlichen Bauwerke ein. Es geht darum, den Tourismus in den Gemeinden mit Hafenanlagen und in deren Nachbargemeinden zu bewahren. Dies rechtfertigt die Beibehaltung der Bestimmung, die eine Aufteilung der Kosten ermöglicht.

Der kantonale Beitragssatz wird im Ausführungsreglement festgelegt werden. Zur administrativen Vereinfachung wird derselbe Beitragssatz für alle Projekte und alle Gemeinden gelten. Dies ist umso berechtigter, als es mit der Reform des interkommunalen Finanzausgleichs nicht mehr möglich sein wird, der Finanzkraft der Gemeinden Rechnung zu tragen. Der Beitragssatz wird wohl 30% betragen.

Art. 54–60 *Vollzug*

Diese Bestimmungen wurden im Wesentlichen vom Ausführungsgesetz von 1974 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung übernommen und an die Bestimmungen des GSchG und des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) angepasst. Einige Hinweise drängen sich dennoch auf:

- Artikel 55 greift das Verursacherprinzip auf und legt die Bestimmungen für die sehr häufig auftretenden Interventionen zwecks Schutz der Gewässer vor Verschmutzungen fest. Die Aufteilung der Kosten entspricht einer ähnlichen Bestimmung des Bundesrechts und der Rechtsprechung in Sachen Umweltschutz.
- Artikel 58 erlaubt es den zuständigen Dienststellen, andere Instanzen des Staates zur Übermittlung von Daten aufzufordern, die sie für die Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigen (vgl. Art. 10 des Gesetzes über den Datenschutz). Das Ausführungsreglement wird genauer festlegen, welche Daten an diese Ämter weitergegeben werden dürfen.
- Artikel 59 zählt die Objekte auf, die von öffentlichem Interesse sind und eine Enteignung begründen können. Das Enteignungsverfahren wird jedoch erst eingeleitet, wenn alle Verhandlungen im Hinblick auf einen freiwilligen Verkauf gescheitert sind.
- Mit Artikel 60 wird die Möglichkeit eröffnet, für bestimmte technische Arbeiten die Anwendung von durch Fachorgane ausgearbeiteten Normen im Ausführungsreglement vorzuschreiben. Das Ausführungsreglement kann zudem die Ausarbeitung von Richtlinien und Empfehlungen der zuständigen Dienststelle übertragen.

Art. 61 *Übertretungen*

Um das strafrechtliche Legalitätsprinzip zu respektieren, führt Absatz 1 die Verletzung verschiedener Gesetzesbestimmungen als Übertretung auf. Wer solche Übertretungen begeht, wird mit Busse bestraft.

Art. 62 *Fristen*

Die Fristen für alle Aufgaben, die nach der Inkraftsetzung des Gesetzesentwurfs ausgeführt werden müssen, sind in diesem Artikel festgelegt. Die kantonale Planung ist die Grundlage für die Bewirtschaftung der Gewässer; die kantonale Planung kommt vor der Ausarbeitung der

Richtpläne der Einzugsgebiete und muss deshalb ohne Verzögerung in Angriff genommen und zu Ende gebracht werden. Die Richtpläne der Einzugsgebiete werden dann auf der Grundlage der kantonalen Planung erstellt. Die Bildung gemäss Gesetz über die Gemeinden der Organe, die mit der Verwaltung der Einzugsgebiete betraut sind, wird wohl einige Zeit benötigen. So sollten die Gemeinden diese Aufgabe sofort nach Inkrafttreten des Gesetzes in Angriff nehmen, damit die Ausarbeitung der Richtpläne der Einzugsgebiete unverzüglich nach der Festlegung der kantonalen Planung beginnen kann.

Um rasch einen genauen Überblick über den Zustand und die Eigenheiten der bestehenden Wasserschutzbauten zu erhalten und um wissen zu können, welche Bauten ersetzt oder neu gebaut werden müssen, ist es nötig, Fristen für die Erstellung der GEP festzulegen. Auch die Berechnung der Abwasserabgabe beruht auf dieser Planung. Und schliesslich: Um die bedeutenden öffentlichen Fassungen vor schädlichen Einwirkungen, die von Einrichtungen oder Tätigkeiten ausgehen können, schützen zu können, ist es unerlässlich, dass die Grundwasserschutz-zonen rasch legalisiert werden. Auf diese Weise soll verhindert werden, dass Fassungen ausser Betrieb gesetzt oder durch teure Massnahmen saniert werden müssen.

Art. 63 *Subventionen*

Diese Subventionen im Bereich des Abwassers werden mit der Verwirklichung der Anlagen, für die das Gesuch um Bundessubventionen vor dem 1. November 1997 eingereicht wurde, bzw. mit der Verwirklichung der GEP, die zurzeit von den meisten Gemeinden ausgearbeitet werden, nach und nach verschwinden. Für diese Objekte wurden vom Bund Entschädigungen gemäss damals geltendem Recht gesprochen. Der Kanton wird seinen Beitrag an diese Objekte leisten (siehe Punkt 3.3).

Art. 64 *Wasserbauunternehmen*

Diese Bestimmungen gewährleisten den Übergang vom aktuellen zum neuen Recht.

Für die Auflösung der Wasserbauunternehmen wird eine Frist von zehn Jahren festgelegt. Eine frühere Auflösung der Wasserbauunternehmen ist nicht wünschenswert, da einige davon zurzeit wichtige Arbeiten realisieren, für die eine rationelle Ausführung gewährleistet werden muss. Einige von ihnen haben eine ähnliche Struktur wie die Gemeindeverbände und werden der Änderung mühelos gerecht werden können.

Um eine Neuverhandlung der Kostenverteilungsschlüssel unter den Gemeinden zu verhindern, sieht der Gesetzesentwurf ausdrücklich vor, dass die Tabelle der Beitragssätze eines Wasserbauunternehmens auch für den interkommunalen Verband gültig bleibt. Die Gemeinde wird nicht nur den Betrag, den sie bisher an das Wasserbauunternehmen zahlte, an den interkommunalen Verband zahlen, sondern auch für die bisherigen Beiträge der Grundeigentümerschaft aufkommen müssen. Im Gegenzug wird die Gemeinde die Beiträge, die die Grundeigentümerinnen und -eigentümer bisher direkt an die Wasserbauunternehmen zahlten, einziehen können.

Art. 65–69 *Aufhebungen und Änderungen*

Diese Bestimmungen heben das Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung, das Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau und

das Dekret vom 4. November 1976 über die Anwendung von Artikel 42 des Gesetzes vom 26. November 1975 über den Wasserbau auf.

Sie ändern das Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg, das Raumplanungs- und Baugesetz, das Gesetz über die öffentlichen Sachen und das Gesetz über die Fischerei.

Art. 67 *Änderungen, c) Öffentliche Sachen*

Art. 12

Die Zuordnung der Auengebiete nationaler Bedeutung zu den öffentlichen Sachen ist sehr wichtig. Es handelt sich hauptsächlich um Waldgrundstücke deren Transfer zu den öffentlichen Sachen vollzogen wird, wenn sich eine Gelegenheit dazu bietet – zum Beispiel im Rahmen von Kataster-Neuvermessungen. Bei der Eingliederung in die öffentlichen Sachen handelt es sich um ein mittel- bis langfristiges Ziel. Es geht also nicht um ein systematisches Aufkaufen von Grundstücken.

Art. 21

Die Kompetenz zur Vergabe von Konzessionen zur Nutzung von öffentlichen Sachen wird zwecks Vereinfachung des Verfahrens vom Staatsrat an die für die öffentlichen Sachen zuständige Direktion übertragen. Gegen deren Entscheid kann beim Kantonsgericht Einsprache erhoben werden.

Art. 23

Die Verfahren für Konzessions- und Bewilligungsgesuche werden präzisiert. In Anbetracht ihrer Wichtigkeit werden die Konzessionsgesuche so wie die Grundwasserschutzpläne während dreissig Tagen öffentlich aufgelegt (siehe Art. 17).

Gesuche für die Wasserentnahme zu Bewässerungszwecken sowie für die Verlegung von Leitungen, Kanalisierungen usw. sind von der Auflage befreit. Mit dem Entwurf wird somit eine langjährige Praxis auf Gesetzesstufe festgeschrieben.

Art. 24

Der neue Buchstabe e bezieht sich auf ober- und unterirdische Gewässer. Damit sollen die Behörden effizienter intervenieren können, wenn zum Beispiel eine Grundwasserfassung, die durch Versickerung von Bachwasser gespeist wird, die Wassermenge des Bachs stark beeinflusst, oder, umgekehrt, wenn die Wasserentnahme aus einem oberirdischen Gewässer die Versickerung von Wasser und damit die Speisung des Grundwassers, das eine Fassung versorgt, beeinträchtigt.

Art. 41

Damit wird die aktuelle Bestimmung über Wasserentnahmen abgeändert und eine allgemeine Bewilligungspflicht eingeführt. Konzessionen werden ausdrücklich dauernden Entnahmen mit Hilfe von festen Anlagen vorbehalten. Dieses neue System führt die zur rationalen Bewirtschaftung der Gewässer nötige Flexibilität ein: Die zeitlich begrenzten Bewilligungen erlauben es, die Bedingungen für Entnahmen unter Berücksichtigung der Auswirkungen und der aktuellen Sachlage anzupassen. Er hat zur Folge, dass Anzahl und Umfang der hydrogeologischen Studien reduziert werden.

Die Priorität, die der Trinkwasserversorgung und deren dauerhaftem Bestand beigemessen wird, rechtfertigt die Vergabe von Konzessionen. Dies gilt auch für feste Anlagen, die mit grossen Investitionen verbunden sind und zur Deckung von dauernden Bedürfnissen bestimmt sind.

Die Anwendung der Artikel 29 ff. GSchG über die Sicherung respektive die Wiederherstellung von angemessenen Restwassermengen in Fliessgewässern schliesst ein, dass die Kantone die zulässigen Entnahmen präzise festlegen und deren Auswirkungen kontrollieren.

Art. 42–45

Mit Ausnahme von Absatz 2 des Artikels 42 und Absatz 3 des Artikels 43 stammen diese Bestimmungen vom Ausführungsgesetz zum Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg. Das den Anstössern gewährte Recht, über ein öffentliches Gewässer für die Bewässerung zu verfügen, steht im Widerspruch zu den Bestimmungen des Bundesrechts in Sachen Restwassermengen und dem Prinzip einer rationellen und gerechten Bewirtschaftung des Wassers. Dieses Zugeständnis ist den heutigen Umständen nicht mehr angepasst – insbesondere wegen den bedeutenden Neuvermessungen, die sich aus den Flurbereinigungen ergaben oder auch wegen der Änderung der Methoden für die Entnahme, den Transport und die Nutzung des Wassers (Pumpen und Bewässerung mit Druckleitungen anstatt Bewässerung durch Seitenkanäle) – und muss deshalb abgeschafft werden.

Art. 49–50

Die Bestimmungen, die zum Ziel hatten, die Benutzung der Gewässer und die Beziehungen zwischen den Benutzern der ehemals kleinen Anlagen (Mühlen, Sägereien,

Knochenstampfen usw.) die durch Wasser angetrieben wurden, und von Bewässerungskanälen zu reglementieren, sind heute überflüssig. Zu Beginn des 20. Jahrhunderts gab es noch 200 kleine Anlagen, heute gibt es nur noch ein gutes Duzend davon. Deren Betrieb, der bei der Mehrheit der Anlagen nicht mehr wirtschaftlichen Kriterien entspricht, wird den Bestimmungen zur Sicherung von angemessenen Restwassermengen angepasst. Diese Bestimmungen können somit aufgehoben werden.

Art. 52

Die Änderung dieser Bestimmung wird eine bessere Kontrolle der Sondierungen nach Grundwasser erlauben und Brunnen und andere «wilde» Entnahmebauwerke verhindern.

Art. 57

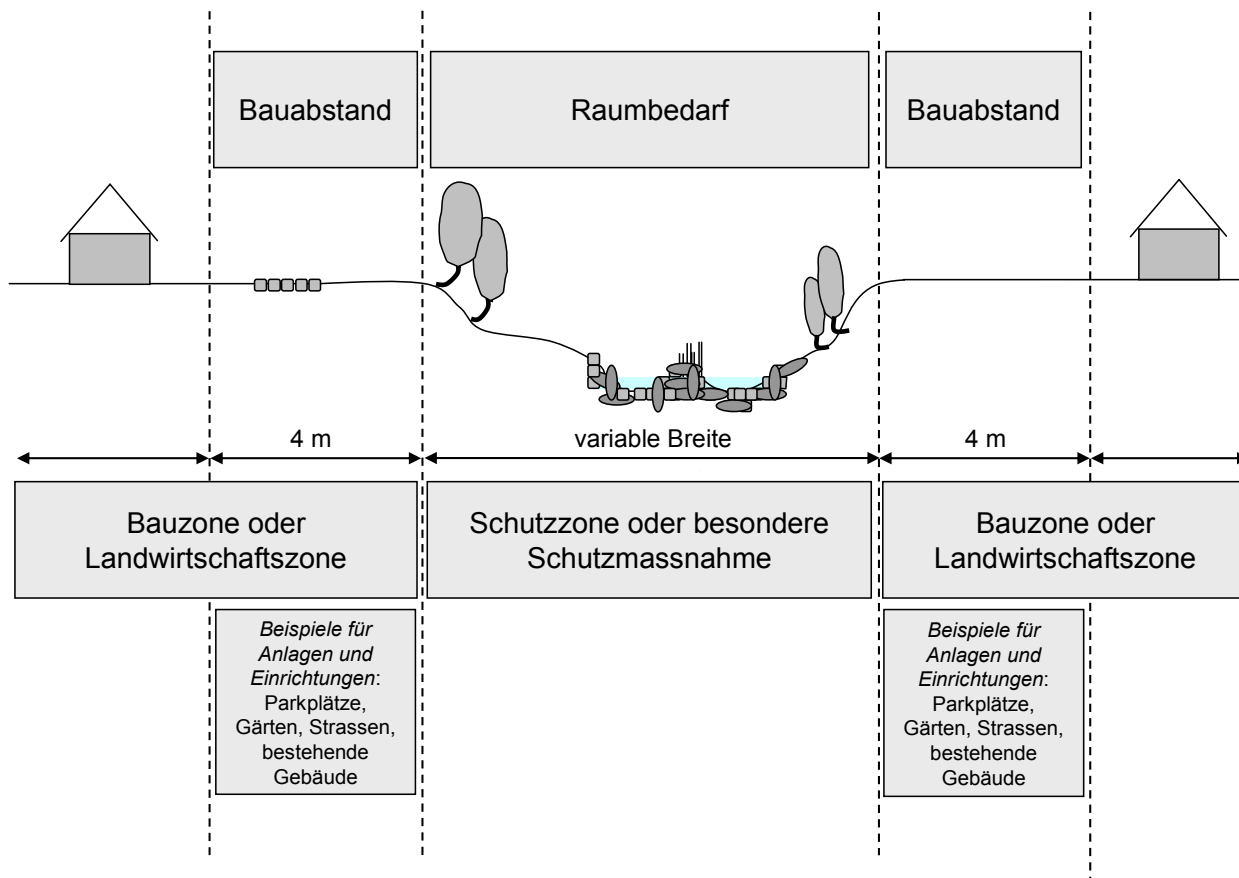
Die Kompetenz zur Intervention bei unbefugten Entnahmen wird gemäss der Logik von Artikel 21 ÖSG vom Staatsrat auf die für öffentliche Sachen zuständige Direktion übertragen.

Art. 68 *Änderungen d) Fischerei*

Art. 37

Die Aufhebung von Absatz 3 des Artikels 37 im kantonalen Gesetz über die Fischerei ist gerechtfertigt, weil alle darin enthaltenen Bestimmungen im GSchG vorhanden sind (Sicherung der Restwassermenge, der Dotierwassermenge usw.).

ANHANG: SCHEMA MINIMALER RAUMBEDARF VON FLIESSGEWÄSSERN (ARTIKEL 25)



Loi

du

sur les eaux (LCEaux)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux) et son ordonnance d'exécution du 28 octobre 1998 (OEaux);

Vu la loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (LACE) et son ordonnance d'exécution du 2 novembre 1994 (OACE);

Vu les articles 71 al. 1, 73 al. 1 et 2, 75 et 77 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 7 juillet 2009;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi fixe les modalités d'application de la législation fédérale sur la protection des eaux et sur l'aménagement des cours d'eau ainsi que les dispositions cantonales sur la gestion des eaux.

² Le contrôle et la distribution de l'eau potable ainsi que l'utilisation de la force hydraulique des cours d'eau, sous réserve des articles 10 et 11, sont régis par la législation spéciale.

Gewässergesetz (GewG)

vom

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer (GSchG) und die Gewässerschutzverordnung vom 28. Oktober 1998 (GSchV);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 21. Juni 1991 über den Wasserbau (WBG) und die Verordnung vom 2. November 1994 über den Wasserbau (WBV);

gestützt auf die Artikel 71 Abs. 1, 73 Abs. 1 und 2, 75 und 77 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 7. Juli 2009;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz regelt den Vollzug der Bundesgesetzgebung über den Schutz der Gewässer und den Wasserbau und enthält die kantonalen Bestimmungen über die Gewässerbewirtschaftung.

² Die Trinkwasserkontrolle und -verteilung sowie die Nutzbarmachung der Wasserkraft der Fliessgewässer werden unter Vorbehalt der Artikel 10 und 11 durch die Spezialgesetzgebung geregelt.

Art. 2 Gestion des eaux

¹ Par gestion des eaux, on entend toutes les mesures liées à la protection des eaux superficielles et souterraines, à la protection des ressources en eau, à l'utilisation des eaux ainsi qu'à l'aménagement des cours d'eau et des lacs.

² Elle doit être effectuée de manière globale, économique et efficace; elle doit assurer la protection des eaux à long terme.

³ Elle s'opère en fonction de bassins versants. Les périmètres des bassins versants sont fixés par le règlement d'exécution.

Art. 3 Planification cantonale

¹ Pour assurer une gestion coordonnée des eaux, l'Etat établit, conformément à la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC), les études de base et plans sectoriels de la gestion des eaux, portant sur:

- a) l'évacuation et l'épuration des eaux;
- b) la protection des eaux superficielles;
- c) la protection des eaux souterraines et la protection des ressources en eau;
- d) les prélèvements d'eaux publiques et les autres utilisations de l'eau;
- e) l'aménagement et l'entretien des cours d'eau et des lacs.

² Les études de base et plans sectoriels déterminent:

- a) les objectifs et principes généraux de la gestion des eaux pour l'ensemble du canton et par bassin versant;
- b) les priorités d'action;
- c) les moyens à mettre en œuvre sur les plans régional et local.

³ Le contenu contraignant des études de base et plans sectoriels, notamment celui qui résulte de l'alinéa 2, est intégré au plan directeur cantonal et suit la procédure relative à ce plan.

⁴ La planification est réexaminée lorsque les circonstances se sont notablement modifiées, mais au moins tous les dix ans.

Art. 4 Plan directeur de bassin versant

¹ Le plan directeur de bassin versant concrétise à l'échelle du bassin versant les objectifs et les principes généraux fixés par le plan directeur cantonal. Il définit et coordonne les mesures à prendre.

Art. 2 Gewässerbewirtschaftung

¹ Als Gewässerbewirtschaftung gelten alle Massnahmen, die den Schutz der ober- und unterirdischen Gewässer, den Schutz der Wasservorkommen sowie die Nutzung der Gewässer und den Wasserbau an Fließgewässern und Seen betreffen.

² Die Gewässerbewirtschaftung muss gesamtheitlich, wirtschaftlich und effizient sein sowie den Schutz der Gewässer langfristig sicherstellen.

³ Die Gewässer werden im Rahmen von Einzugsgebieten bewirtschaftet. Die Perimeter der Einzugsgebiete werden im Ausführungsreglement festgelegt.

Art. 3 Kantonale Planung

¹ Um eine koordinierte Gewässerbewirtschaftung zu gewährleisten, erstellt der Kanton gemäss Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG) die Grundlagen und die Sachpläne der Gewässerbewirtschaftung; diese umfassen:

- a) die Ableitung und Reinigung des Abwassers;
- b) den Schutz der oberirdischen Gewässer;
- c) den Schutz der unterirdischen Gewässer und den Schutz der Wasservorkommen;
- d) die Entnahmen aus öffentlichen Gewässern und die übrigen Nutzungen des Wassers;
- e) den Wasserbau und den Unterhalt der Fließgewässer und Seen.

² In den Grundlagen und in den Sachplänen werden festgelegt:

- a) die allgemeinen Ziele und Grundsätze der Gewässerbewirtschaftung für den gesamten Kanton und für jedes einzelne Einzugsgebiet;
- b) die Handlungsprioritäten;
- c) die regional und lokal einzusetzenden Mittel.

³ Der verbindliche Inhalt der Grundlagen und Sachpläne, insbesondere derjenige nach Absatz 2, wird in den kantonalen Richtplan integriert. Dabei wird das für diesen Richtplan vorgesehene Verfahren angewandt.

⁴ Die Planung wird überprüft, wenn sich die Situation merklich verändert hat, mindestens aber alle 10 Jahre.

Art. 4 Richtplan des Einzugsgebiets

¹ Der Richtplan des Einzugsgebiets konkretisiert auf der Ebene des Einzugsgebiets die allgemeinen Ziele und Grundsätze des kantonalen Richtplans. Er definiert und koordiniert die erforderlichen Massnahmen.

² Le plan indique les délais d'exécution, les moyens financiers nécessaires et les responsables de l'exécution.

³ Le plan est établi par les communes comprises dans le périmètre du bassin versant. A défaut, il est établi par la Direction désignée à l'article 7, aux frais des communes concernées.

⁴ La procédure d'approbation du plan directeur régional en matière d'aménagement du territoire est applicable par analogie au plan directeur de bassin versant.

⁵ Le plan est réexaminé lorsque les circonstances se sont notablement modifiées, mais au moins tous les dix ans.

⁶ Il intègre le plan régional de l'évacuation des eaux (PREE), au sens de l'article 4 OEaux.

Art. 5 Surveillance

L'Etat s'assure de l'efficacité des mesures d'exécution du plan directeur de bassin versant en procédant à une surveillance régulière de l'état qualitatif et quantitatif des eaux. Si les objectifs ne sont pas atteints, l'Etat détermine, après avoir consulté les communes concernées, les mesures complémentaires nécessaires.

CHAPITRE 2

Organes d'exécution

Art. 6 Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:

- a) il exerce la haute surveillance sur les eaux et la police des eaux;
- b) il édicte le règlement d'exécution;
- c) il répartit les tâches entre les organes d'exécution de l'Etat;
- d) il prend toute mesure utile pour assurer la collaboration intercantonale;
- e) il nomme la Commission pour la gestion des eaux et fixe son organisation;
- f) il exerce les autres attributions qui lui sont confiées par la présente loi et par la réglementation d'exécution.

² Der Richtplan legt die Fristen für den Vollzug, die erforderlichen finanziellen Mittel und die für den Vollzug verantwortlichen Stellen fest.

³ Der Richtplan wird von den Gemeinden erstellt, die sich im Perimeter des betroffenen Einzugsgebiets befinden. Kommen die Gemeinden dieser Aufgabe nicht nach, so wird der Richtplan von der in Artikel 7 bezeichneten Direktion zu Lasten der betroffenen Gemeinden erstellt.

⁴ Das Genehmigungsverfahren für den regionalen Richtplan im Bereich der Raumplanung gilt sinngemäss für den Richtplan der Einzugsgebiete.

⁵ Der Richtplan wird überprüft, wenn sich die Situation merklich verändert hat, mindestens aber alle 10 Jahre.

⁶ Er beinhaltet auch den regionalen Entwässerungsplan (REP) nach Artikel 4 GSchV.

Art. 5 Aufsicht

Der Staat vergewissert sich der Wirksamkeit der in den Richtplänen der Einzugsgebiete festgelegten Massnahmen; zu diesem Zweck kontrolliert er regelmässig den qualitativen und quantitativen Zustand der Gewässer. Werden die Ziele nicht erreicht, so legt der Staat nach Anhörung der betroffenen Gemeinden die noch notwendigen Massnahmen fest.

2. KAPITEL

Vollzugsorgane

Art. 6 Staatsrat

Der Staatsrat hat folgende Aufgaben:

- a) Er hat die Oberaufsicht über die Gewässer und die Wasserbaupolizei.
- b) Er erlässt das Ausführungsreglement.
- c) Er verteilt die Aufgaben auf die staatlichen Vollzugsorgane.
- d) Er ergreift alle zur Gewährleistung der interkantonalen Zusammenarbeit notwendigen Massnahmen.
- e) Er ernennt die Gewässerbewirtschaftungskommission und legt deren Organisation fest.
- f) Er übt die übrigen Befugnisse aus, die ihm durch dieses Gesetz und das Ausführungsreglement übertragen werden.

Art. 7 Direction compétente

La Direction chargée de la gestion des eaux (ci-après: la Direction) accomplit toutes les tâches découlant de la législation fédérale ou cantonale qui ne sont pas expressément confiées à un autre organe d'exécution.

Art. 8 Commission pour la gestion des eaux

¹ Une commission est instituée pour la gestion des eaux.

² Elle examine les problèmes généraux concernant la gestion des eaux et la coordination y relative; elle donne son avis et fait des propositions sur les objets qui lui sont soumis.

³ Elle est composée de personnes représentant l'Etat, l'association des communes fribourgeoises, des associations intercommunales d'épuration des eaux et les milieux intéressés à la gestion des eaux.

Art. 9 Communes

¹ Les communes ont les attributions suivantes:

- a) elles exécutent les tâches qui leur sont confiées par la présente loi, la réglementation d'exécution et le plan directeur de bassin versant;
- b) elles collaborent entre elles en matière de gestion des eaux;
- c) elles exercent la surveillance des cours d'eau sur leur territoire;
- d) elles ont l'obligation de veiller à la protection adéquate des ressources en eau;
- e) elles se dotent de règlements relatifs à la gestion des eaux;
- f) elles prêtent leur concours aux autorités cantonales chaque fois que celles-ci le requièrent;
- g) elles surveillent l'application de la loi sur leur territoire et dénoncent toute infraction à l'autorité pénale compétente.

² Pour l'exécution de leurs tâches, les communes comprises dans le périmètre d'un bassin versant se groupent, selon les formes de la collaboration intercommunale instituées par la législation sur les communes.

³ Les communes consultent le service compétent avant d'entreprendre des études ou des travaux; elles peuvent lui demander conseil en tout temps.

Art. 7 Zuständige Direktion

Die mit der Gewässerbewirtschaftung beauftragte Direktion (die Direktion) erfüllt die Aufgaben, die sich aus der Gesetzgebung von Bund und Kanton ergeben und die nicht ausdrücklich einem anderen Vollzugsorgan übertragen sind.

Art. 8 Gewässerbewirtschaftungskommission

¹ Für die Gewässerbewirtschaftung wird eine Kommission eingesetzt.

² Sie untersucht die allgemeinen Probleme der Gewässerbewirtschaftung und die damit zusammenhängenden Koordinationsmassnahmen; sie nimmt Stellung zu den ihr unterbreiteten Geschäften und arbeitet Vorschläge aus.

³ Sie setzt sich aus Vertreterinnen und Vertretern des Staats, des Freiburger Gemeindeverbands, der Abwasserverbände und der von der Gewässerbewirtschaftung betroffenen Kreise zusammen.

Art. 9 Gemeinden

¹ Die Gemeinden haben folgende Aufgaben:

- a) Sie führen die Aufgaben aus, die ihnen vom Gesetz, vom Ausführungsreglement und vom Richtplan des Einzugsgebiets übertragen werden.
- b) Sie arbeiten im Bereich der Gewässerbewirtschaftung zusammen.
- c) Sie üben die Aufsicht über die Fliessgewässer auf ihrem Gebiet aus.
- d) Sie sorgen für einen angemessenen Schutz der Wasservorkommen.
- e) Sie geben sich die für die Gewässerbewirtschaftung notwendigen Reglemente.
- f) Sie unterstützen die kantonalen Behörden auf deren Verlangen.
- g) Sie überwachen den Vollzug des Gesetzes auf ihrem Gebiet und zeigen jeden Verstoss der für das Strafverfahren zuständigen Behörde an.

² Die Gemeinden eines Einzugsgebiets schliessen sich für die Erfüllung der ihnen übertragenen Aufgaben entsprechend der in der Gesetzgebung über die Gemeinden vorgesehenen interkommunalen Zusammenarbeit zusammen.

³ Die Gemeinden konsultieren die zuständige Dienststelle, bevor sie Studien oder Arbeiten in Angriff nehmen; sie können diese jederzeit um Rat fragen.

CHAPITRE 3

Protection des eaux

Art. 10 Ressources en eau et prélèvements d'eaux publiques

La protection des ressources en eau et les prélèvements d'eaux publiques sont régis par les principes suivants:

- a) assurer une utilisation rationnelle et coordonnée des eaux publiques en accordant la priorité à l'alimentation en eau potable;
- b) privilégier l'usage en commun de ressources déjà exploitées;
- c) maintenir un régime hydrologique aussi naturel que possible;
- d) garantir un régime de charriage équilibré dans les cours d'eau;
- e) préserver à long terme les ressources en eaux publiques.

Art. 11 Plan sectoriel des prélèvements d'eaux publiques

L'Etat établit un plan sectoriel des prélèvements d'eaux publiques (art. 3 al. 1 let. d), qui comprend notamment:

- a) un inventaire des ressources en eaux publiques et des installations servant à l'approvisionnement en eau (art. 58 al. 2 LEaux et art. 13 al. 1 de la loi du 4 février 1972 sur le domaine public);
- b) des prescriptions sur les prélèvements possibles, en particulier sur leur gestion, leur destination et leur usage en commun.

Art. 12 Plan général d'évacuation des eaux (PGEE)

¹ Chaque commune établit pour son territoire un plan général d'évacuation des eaux (art. 5 OEaux) en conformité avec le plan directeur de bassin versant. Elle veille à ce qu'il soit coordonné avec le plan d'aménagement local.

² Le PGEE définit notamment les installations d'évacuation et d'épuration des eaux à réaliser et les priorités de mise en œuvre. La commune les reprend dans son programme d'équipement.

³ La procédure d'approbation des plans directeurs communaux est applicable par analogie au PGEE. Avant la mise en consultation du plan, la commune le soumet à l'examen préalable du service compétent.

⁴ Lors de son exécution, le PGEE peut faire l'objet de modifications secondaires, sans nouvelle procédure d'approbation.

3. KAPITEL

Gewässerschutz

Art. 10 Wasservorkommen und Wasserentnahmen aus öffentlichen Gewässern

Für den Schutz der Wasservorkommen und die Wasserentnahmen aus öffentlichen Gewässern gelten folgende Grundsätze:

- a) Die öffentlichen Gewässer müssen rationell und koordiniert genutzt werden; die erste Priorität kommt der Trinkwasserversorgung zu.
- b) Die gemeinschaftliche Nutzung bereits genutzter Wasservorkommen wird begünstigt.
- c) Es muss ein möglichst natürlicher Wasserhaushalt erhalten bleiben.
- d) Im Gewässer ist ein ausgeglichener Geschiebehaushalt sicherzustellen.
- e) Die öffentlichen Wasservorkommen müssen langfristig bewahrt werden.

Art. 11 Sachplan der Wasserentnahmen aus öffentlichen Gewässern

Der Staat erstellt einen Sachplan der Wasserentnahmen aus öffentlichen Gewässern (Art. 3 Abs. 1 Bst. d) mit folgendem Mindestinhalt:

- a) Inventar der öffentlichen Wasservorkommen und der Wasserversorgungsanlagen (Art. 58 Abs. 2 GSchG und Art. 13 Abs. 1 des Gesetzes vom 4. Januar 1972 über die öffentlichen Sachen);
- b) Vorschriften über die möglichen Entnahmen, im Besonderen über deren Bewirtschaftung, Verwendungszweck und gemeinschaftliche Nutzung.

Art. 12 Genereller Entwässerungsplan (GEP)

¹ Jede Gemeinde erstellt für ihr Gebiet – in Übereinstimmung mit dem Richtplan des Einzugsgebiets – einen Generellen Entwässerungsplan (Art. 5 GSchV). Sie sorgt dafür, dass dieser auf den Ortsplan abgestimmt ist.

² Der GEP legt insbesondere fest, welche Abwasseranlagen mit welcher Priorität verwirklicht werden müssen. Die Gemeinde überträgt diese Vorgaben in ihr Erschliessungsprogramm.

³ Das Genehmigungsverfahren für die Gemeinderichtpläne gilt sinngemäss für den GEP. Bevor der Plan in die Vernehmlassung gegeben wird, unterbreitet die Gemeinde ihn der zuständigen Dienststelle zur Vorprüfung.

⁴ Während des Vollzugs können am GEP untergeordnete Änderungen ohne neues Genehmigungsverfahren vorgenommen werden.

Art. 13 Liquides de nature à polluer les eaux

¹ L'Etat veille à ce que les installations servant à l'entreposage, au transvasement et au transport de liquides de nature à polluer les eaux, ainsi que les autres citernes enterrées, soient construites, contrôlées, entretenues et exploitées selon les règles de la technique.

² Le règlement d'exécution définit les modalités d'application.

Art. 14 Assainissement des installations et des équipements
(art. 15 LEaux)

¹ Les installations et équipements dont les eaux à évacuer ne satisfont pas aux prescriptions de la législation fédérale sur la protection des eaux (art. 16 LEaux) doivent être assainis.

² L'Etat peut ordonner l'assainissement d'installations et d'équipements chaque fois que les eaux à évacuer risquent de polluer l'émissaire ou qu'elles représentent une charge importante pour les stations centrales vers lesquelles elles sont dirigées.

³ La procédure est fixée par le règlement d'exécution.

Art. 15 Secteurs de protection des eaux
a) Délimitation

L'Etat établit et tient à jour la subdivision du territoire cantonal en secteurs de protection des eaux (art. 19 LEaux).

Art. 16 b) Mesures prises par l'agriculture et indemnité

¹ Les mesures de protection des eaux que doit prendre l'agriculture sont définies dans le règlement d'exécution et font l'objet de conventions (art. 62a LEaux). En cas de refus de conclure une convention, l'Etat impose les mesures par voie de décision.

² Le montant de l'indemnité pour les coûts imputables aux mesures prises par l'agriculture est fixé par le droit fédéral (art. 62a LEaux).

³ La différence entre les coûts imputables et l'indemnité fédérale est prise en charge par l'Etat et le détenteur ou la détentrice du captage, à raison de la moitié chacun. La part de l'Etat n'est due que dans la mesure où l'indemnisation fédérale est garantie.

Art. 13 Wassergefährdende Flüssigkeiten

¹ Der Staat stellt sicher, dass die Anlagen für die Lagerung, den Umschlag und die Beförderung von wassergefährdenden Flüssigkeiten sowie die übrigen erdverlegten Tanks nach den Regeln der Kunst gebaut, kontrolliert, unterhalten und betrieben werden.

² Im Ausführungsreglement werden die Vollzugsmodalitäten festgelegt.

Art. 14 Sanierung von Anlagen und Einrichtungen (Art. 15 GSchG)

¹ Die Anlagen und Einrichtungen, deren Abwasser nicht den Vorgaben der Bundesgesetzgebung über den Schutz der Gewässer entspricht (Art. 16 GSchG), müssen saniert werden.

² Der Staat kann die Sanierung von Anlagen und Einrichtungen anordnen, wenn das Abwasser den Vorfluter zu verschmutzen droht oder wenn es die Sammelkläranlage stark belastet.

³ Das Verfahren wird im Ausführungsreglement festgelegt.

Art. 15 Gewässerschutzbereiche
a) Abgrenzung

Der Staat unterteilt das kantonale Gebiet in Gewässerschutzbereiche und hält diese Einteilung auf dem neuesten Stand (Art. 19 GSchG).

Art. 16 b) Massnahmen der Landwirtschaft und Abgeltung

¹ Die Gewässerschutzmassnahmen, die die Landwirtschaft treffen muss, werden im Ausführungsreglement festgelegt und sind Gegenstand von Vereinbarungen (Art. 62a GSchG). Kommt keine Vereinbarung zustande, so setzt der Staat die Massnahmen mit Verfügung durch.

² Die Höhe der Abgeltung für die Massnahmen der Landwirtschaft richtet sich nach dem Bundesrecht (Art. 62a GSchG).

³ Die Differenz zwischen den anrechenbaren Kosten und der Abgeltung des Bundes wird je zur Hälfte vom Staat und von der Inhaberschaft der Grundwasserfassung getragen. Der Staat schuldet seinen Anteil nur, wenn die Abgeltung des Bundes garantiert ist.

Art. 17 Zones de protection des eaux souterraines
a) Délimitation et restrictions

¹ Le détenteur ou la détentrice de captages d'eaux souterraines ou d'installations d'alimentation artificielle des eaux souterraines qui sont d'intérêt public établit le plan et le règlement des zones de protection des eaux souterraines (art. 20 LEaux).

² Sont notamment interdites dans les zones de protection des eaux souterraines les sondes géothermiques prélevant la chaleur du sol.

³ Aucune nouvelle zone d'activité ne peut être créée en zone de protection des eaux souterraines.

Art. 18 b) Procédure

¹ La procédure d'approbation des plans d'affectation des zones et de leur réglementation est applicable par analogie au plan et au règlement des zones de protection des eaux souterraines.

² Au terme de la procédure, les zones de protection sont reportées à titre indicatif sur le plan d'affectation des zones.

Art. 19 c) Contrôle

Le détenteur ou la détentrice de captages d'eaux souterraines ou d'installations d'alimentation artificielle des eaux souterraines s'assure que le plan et le règlement des zones de protection des eaux souterraines sont respectés.

Art. 20 Périmètres de protection des eaux souterraines

¹ L'Etat établit les plans des périmètres de protection des eaux souterraines (art. 21 al. 1 LEaux).

² La procédure d'approbation des plans d'affectation cantonaux selon l'article 22 LATeC est applicable par analogie. Au terme de la procédure, les périmètres sont reportés à titre indicatif sur le plan d'affectation des zones.

³ Les frais engagés par l'Etat pour l'établissement du plan ainsi que les éventuelles indemnités à verser en cas de restriction du droit de propriété sont à la charge des futurs détenteurs ou détentrices de captages d'eaux souterraines ou d'installations d'alimentation artificielle des eaux souterraines (art. 21 al. 2 LEaux).

⁴ Aucune nouvelle zone d'activité ne peut être créée dans un périmètre de protection des eaux souterraines.

Art. 17 Grundwasserschutzzonen
a) Abgrenzung und Einschränkungen

¹ Die Inhaberinnen und Inhaber von Grundwasserfassungen oder -anreicherungsanlagen von öffentlichem Interesse erstellen den Grundwasserschutzzonenplan und das dazugehörige Reglement (Art. 20 GSchG).

² In den Grundwasserschutzzonen sind insbesondere Erdsonden, die dem Boden Wärme entziehen, verboten.

³ In einer Grundwasserschutzzone dürfen keine neuen Arbeitszonen ausgeschieden werden.

Art. 18 b) Verfahren

¹ Das Genehmigungsverfahren für die Zonennutzungspläne und deren Reglemente gilt sinngemäss für die Grundwasserschutzzonen.

² Nach Abschluss des Verfahrens werden die Schutzzonen zur Information in den Zonennutzungsplan übertragen.

Art. 19 c) Kontrolle

Die Inhaberinnen und Inhaber von Grundwasserfassungen oder -anreicherungsanlagen stellen sicher, dass der Plan und das Reglement der Grundwasserschutzzonen beachtet werden.

Art. 20 Grundwasserschutzareale

¹ Der Staat erstellt die Pläne der Grundwasserschutzareale (Art. 21 Abs. 1 GSchG).

² Das Genehmigungsverfahren für die kantonalen Nutzungspläne nach Artikel 22 RPBG gilt sinngemäss für die Grundwasserschutzareale. Nach Abschluss des Verfahrens werden die Areale zur Information in den Zonennutzungsplan übertragen.

³ Die vom Staat getragenen Kosten für die Erstellung des Plans und die allfälligen Entschädigungen von Eigentumsbeschränkungen werden auf die späteren Inhaberinnen und Inhaber der Grundwasserfassungen oder -anreicherungsanlagen überwält (Art. 21 Abs. 2 GSchG).

⁴ In einem Grundwasserschutzareal dürfen keine neuen Arbeitszonen ausgeschieden werden.

Art. 21 Intervention en cas d'accident
et police de la protection des eaux (art. 49 LEaux)

L'intervention en cas d'accident par hydrocarbures ou autres substances polluantes et la police de la protection des eaux sont assurées par les organismes désignés par le règlement d'exécution. Celui-ci fixe les modalités d'intervention.

CHAPITRE 4

Aménagement des cours d'eau et des lacs

SECTION 1

Planification et travaux

Art. 22 Principes

¹ L'aménagement des cours d'eau et des lacs a pour but la protection contre les crues et la revitalisation.

² La priorité est accordée aux mesures d'entretien et de planification; des mesures constructives ne sont réalisées que subsidiairement, conformément à l'article 37 LEaux et aux articles 3 et 4 LACE.

Art. 23 Revitalisation

Les mesures de revitalisation consistent notamment à:

- a) laisser libre de toute intervention le tracé encore naturel ou proche de l'état naturel des cours d'eau;
- b) protéger les tronçons de cours d'eau dont le tracé est encore naturel ou proche de l'état naturel;
- c) reconstituer les conditions permettant aux cours d'eau de s'écouler dans un tracé naturel et de retrouver des biotopes proches de l'état naturel, chaque fois que cela est techniquement possible et économiquement supportable, notamment par leur remise à ciel ouvert;
- d) réaménager les rives afin qu'elles puissent, chaque fois que cela est techniquement possible et économiquement supportable, retrouver leurs fonctions naturelles, en réservant l'espace minimal nécessaire au cours d'eau.

Art. 21 Schadendienst und Gewässerschutzpolizei (Art. 49 GSchG)

Das Ausführungsreglement bezeichnet die Stellen, die für die Gewässerschutzpolizei sowie für die Einsätze bei einem Unfall mit Kohlenwasserstoffen oder anderen Schadstoffen verantwortlich sind. Das Ausführungsreglement legt ferner die Modalitäten des Einsatzes fest.

4. KAPITEL

Wasserbau an Fliessgewässern und Seen

1. ABSCHNITT

Planung und Arbeiten

Art. 22 Grundsätze

¹ Der Wasserbau an Fliessgewässern und Seen hat den Hochwasserschutz und die Revitalisierung zum Ziel.

² Dieses Ziel wird in erster Linie über Unterhalts- und raumplanerische Massnahmen verfolgt; bauliche Massnahmen werden nach den Artikeln 37 GSchG sowie 3 und 4 WBG und nur wenn nötig durchgeführt.

Art. 23 Revitalisierung

Revitalisieren heisst im Besondern:

- a) Bei natürlichen oder naturnahen Gewässerverläufen wird auf Eingriffe verzichtet.
- b) Fliessgewässerabschnitte mit natürlichem oder naturnahem Verlauf werden geschützt.
- c) Wo immer es technisch möglich und wirtschaftlich tragbar ist, werden die Voraussetzungen für einen natürlichen Verlauf der Fliessgewässer und für naturnahe Biotop wiederhergestellt, indem namentlich eingedolte Wasserläufe offen gelegt werden.
- d) Wo immer es technisch möglich und wirtschaftlich tragbar ist, werden die Ufer so umgestaltet, dass sie ihre natürlichen Funktionen wieder erfüllen können; dabei wird der minimale Raumbedarf der Fliessgewässer berücksichtigt.

Art. 24 Cours d'eau, lacs et rives

Les cours d'eau, les lacs et leurs rives sont classés en zone protégée au sens de la législation sur l'aménagement du territoire par le plan d'affectation des zones.

Art. 25 Espace minimal nécessaire aux cours d'eau

¹ L'espace minimal nécessaire aux cours d'eau sert à la protection contre les crues et à la préservation des fonctions écologiques. Il est délimité par l'Etat.

² Si l'espace minimal nécessaire d'un cours d'eau n'est pas délimité, le service compétent le détermine localement pour les projets qui lui sont soumis. A défaut d'une telle détermination, l'espace minimal nécessaire est fixé à 20 mètres à partir de la ligne moyenne des hautes eaux.

³ La distance d'une construction à la limite de l'espace minimal nécessaire est de 4 mètres au minimum.

⁴ L'espace minimal nécessaire est classé en zone protégée par le plan d'affectation des zones; à défaut, il fait l'objet d'une mesure particulière de protection. La procédure d'approbation des plans d'affectation des zones et de leur réglementation est applicable.

⁵ La zone à bâtir ne peut pas être étendue dans l'espace minimal nécessaire.

⁶ Tout dépôt de matériaux et toute modification du terrain naturel sont interdits dans l'espace minimal nécessaire.

⁷ L'implantation de chemins pédestres ou de dessertes agricoles est possible dans l'espace minimal nécessaire.

⁸ Des aménagements extérieurs légers sont permis entre l'espace minimal nécessaire et la distance de construction à la condition que la circulation puisse s'y effectuer librement.

Art. 26 Service d'alerte

Les communes exposées à un danger organisent un service d'alerte pour assurer la sécurité des personnes et des biens importants face aux dangers de l'eau (art. 24 OACE).

Art. 24 Fliessgewässer, Seen und ihre Ufer

Die Fliessgewässer und Seen sowie ihre Ufer werden über den Zonennutzungsplan als Schutzzonen nach Raumplanungsgesetzgebung definiert.

Art. 25 Minimaler Raumbedarf von Fliessgewässern

¹ Der minimale Raumbedarf von Fliessgewässern dient dem Schutz vor Hochwasser und der Gewährleistung der natürlichen Funktionen des Gewässers. Er wird vom Staat festgelegt.

² Ist der minimale Raumbedarf eines Fliessgewässers nicht festgelegt, so wird er von der zuständigen Dienststelle fallweise für die ihr unterbreiteten Projekte bestimmt. Wird er nicht festgelegt, so beträgt er 20 Meter ab dem mittleren Hochwasserstand.

³ Bauten müssen einen Mindestabstand von 4 Metern zur Grenzlinie des minimalen Raumbedarfs einhalten.

⁴ Der minimale Raumbedarf wird über den Zonennutzungsplan als Schutzzone definiert. Andernfalls ist er Gegenstand einer besonderen Schutzmassnahme. Es gilt das Genehmigungsverfahren für die Zonennutzungspläne und deren Reglemente.

⁵ Die Bauzone kann nicht in den minimalen Raumbedarf ausgedehnt werden.

⁶ Innerhalb des minimalen Raumbedarfs sind weder Materiallagerungen noch Änderungen des natürlichen Geländes zulässig.

⁷ Wanderwege und Zufahrten für die Landwirtschaft sind innerhalb des minimalen Raumbedarfs zulässig.

⁸ Zwischen der Grenzlinie des minimalen Raumbedarfs und dem Bauabstand sind leichte Umgebungsarbeiten erlaubt, sofern der Durchgang nicht behindert wird.

Art. 26 Frühwarndienst

Die Gemeinden, die einer Gefahr ausgesetzt sind, organisieren einen Frühwarndienst, um den Schutz der Personen und wichtiger Sachwerte vor den Gefahren des Wassers sicherzustellen (Art. 24 WBV).

Art. 27 Travaux
a) Exécution

¹ Les travaux d'aménagement, de réfection et d'entretien prévus par le plan directeur de bassin versant sont exécutés par les communes dans le périmètre du bassin versant. Celles-ci peuvent les confier à une association intercommunale, ou à un syndicat s'ils se situent dans un périmètre d'améliorations foncières.

² Les bois flottants sur les lacs naturels, susceptibles de mettre en danger la navigation, sont éliminés par l'Etat.

³ Les travaux relatifs aux rives des lacs artificiels sont exécutés par leur exploitant ou leur exploitante.

⁴ Les travaux nécessités par la présence d'ouvrages ou d'installations sur les cours d'eau et les lacs sont exécutés par le ou la propriétaire de ces ouvrages ou installations.

Art. 28 b) Surveillance

La surveillance générale des travaux qui sont au bénéfice de subventions fédérales ou cantonales est assumée par le service compétent.

Art. 29 c) Procédure

Les aménagements de cours d'eau sont soumis à la procédure de permis de construire.

Art. 30 d) Mesures urgentes

¹ En cas de danger immédiat, la commune prend les mesures urgentes commandées par les circonstances. Elle en informe immédiatement le service compétent et, le cas échéant, l'association de communes concernée.

² Les frais pour les mesures urgentes sont réglés par la commune, qui peut les répartir, en tout ou partie, entre les propriétaires concernés.

Art. 31 e) Utilisation du fonds d'autrui

¹ Les propriétaires des fonds riverains et autres personnes intéressées sont tenus de laisser leur fonds disponible, dans la mesure où les travaux l'exigent, notamment pour l'acheminement, l'enlèvement et le dépôt provisoire de matériaux.

² En cas de litige, la Direction statue, après avoir entendu les parties.

Art. 27 Arbeiten
a) Ausführung

¹ Die Ausbau-, Instandsetzungs- und Unterhaltsarbeiten, die im Richtplan des Einzugsgebiets vorgesehen sind, werden von den Gemeinden dieses Einzugsgebiets ausgeführt. Sind solche Arbeiten in einem Bodenverbesserungsperimeter vorgesehen, können sie einem Gemeindeverband oder einer Bodenverbesserungskörperschaft übertragen werden.

² Schwemmholz auf natürlichen Seen, das die Schifffahrt gefährden könnte, wird vom Staat entfernt.

³ Die Arbeiten an den Ufern eines künstlichen Sees werden von dessen Betreiberin oder Betreiber ausgeführt.

⁴ Die Arbeiten, die wegen Bauten oder Anlagen an Fließgewässern oder Seen nötig sind, werden von den Eigentümerinnen und Eigentümern dieser Bauten oder Anlagen ausgeführt.

Art. 28 b) Aufsicht

Arbeiten, für die der Bund oder der Staat Subventionen zahlt, werden unter der Oberaufsicht der zuständigen Dienststelle ausgeführt.

Art. 29 c) Verfahren

Wasserbauarbeiten sind dem Baubewilligungsverfahren unterstellt.

Art. 30 d) Dringliche Massnahmen

¹ Bei einer unmittelbaren Gefahr trifft die Gemeinde die dringlichen Massnahmen, die angesichts der Umstände nötig sind. Sie benachrichtigt sofort die zuständige Dienststelle und gegebenenfalls den betreffenden Gemeindeverband.

² Die Kosten für die dringlichen Massnahmen werden von der Gemeinde getragen, können aber von ihr ganz oder teilweise auf die betroffenen Eigentümer überwältzt werden.

Art. 31 e) Nutzung fremder Grundstücke

¹ Die Eigentümerinnen und Eigentümer von anstossenden Grundstücken und andere Betroffene müssen ihre Grundstücke für die erforderlichen Arbeiten zur Verfügung stellen, namentlich wenn Material herbeigeführt, entfernt oder vorübergehend gelagert werden soll.

² Im Streitfall entscheidet die Direktion nach Anhörung der Parteien.

³ A la fin des travaux, les lieux sont rétablis autant que possible dans leur état primitif.

⁴ Les personnes lésées peuvent requérir, dans les six mois dès la fin des travaux sur le fonds concerné, la réparation de leur dommage. A défaut d'entente, l'indemnité est fixée par le ou la juge de l'expropriation.

Art. 32 Acquisition de terrain
a) Forme

¹ Les actes authentiques relatifs aux transferts de propriété nécessaires à l'aménagement de cours d'eau peuvent être reçus par un ou une géomètre officiel-le dans les formes prévues par la législation sur la mensuration officielle.

² Les transferts opérés en application du présent article sont exonérés des émoluments du registre foncier et des droits de mutation.

Art. 33 b) Mention

¹ La convention écrite provisoire passée entre les propriétaires et la collectivité publique en vue de l'acquisition de terrain pour l'aménagement d'un cours d'eau peut faire l'objet d'une mention au registre foncier.

² La mention est opérée sur réquisition de la collectivité publique; une copie de la convention est jointe à la réquisition.

³ La mention est radiée d'office par le conservateur ou la conservatrice au moment de l'inscription du transfert de propriété.

SECTION 2

Police des eaux

Art. 34 Interdictions

Il est interdit:

- a) de déposer des matériaux et de quelconques objets dans le lit et sur les rives de lacs et cours d'eau, ainsi que de gêner de toute autre façon le libre écoulement de l'eau;
- b) d'endommager les ouvrages, les repères d'implantation et de contrôle et les installations de mesures;
- c) de dégrader les rives et de nuire à la végétation riveraine;

³ Nach Abschluss der Arbeiten muss der ursprüngliche Zustand der Örtlichkeiten so weit möglich wieder hergestellt werden.

⁴ Die geschädigten Personen können innerhalb von sechs Monaten nach Beendigung der Arbeiten auf dem betroffenen Grundstück Schadenersatz beantragen. Kommt keine Einigung zustande, so legt der Enteignungsrichter die Entschädigung fest.

Art. 32 Landerwerb
a) Form

¹ Die öffentlichen Urkunden über Eigentumsübertragungen, die für Wasserbauarbeiten an Fließgewässern nötig sind, können von der amtlichen Geometerin oder vom amtlichen Geometer in der von der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung vorgesehenen Form angefertigt werden.

² Die Eigentumsübertragungen nach diesem Artikel sind von Grundbuch- und Handänderungsgebühren befreit.

Art. 33 b) Anmerkung

¹ Die provisorische schriftliche Vereinbarung zwischen der Eigentümerschaft und dem Gemeinwesen über den Landerwerb für Wasserbauarbeiten kann im Grundbuch angemerkt werden.

² Die Anmerkung wird auf Anmeldung des Gemeinwesens vorgenommen. Der Anmeldung ist eine Kopie der Vereinbarung beizufügen.

³ Bei der Eintragung des Eigentumsübergangs löscht die Verwalterin oder der Verwalter des Grundbuchs die Anmerkung von Amtes wegen.

2. ABSCHNITT

Wasserbaupolizei

Art. 34 Verbote

Es ist untersagt:

- a) in Seen und Fließgewässern und an deren Ufern Material und Gegenstände abzulagern oder sonst wie den freien Abfluss des Wassers zu behindern;
- b) Bauten, Standort- und Kontrollmarkierungen sowie Messeinrichtungen zu beschädigen;
- c) die Ufer zu beschädigen oder die Ufervegetation zu beeinträchtigen;

- d) de circuler sur le versant ou dans le lit d'un cours d'eau lorsque ce fait n'est pas nécessaire à son aménagement ou à son entretien;
- e) d'entraver ou de gêner la navigation et le libre passage sur le domaine public par des travaux ou de quelque façon que ce soit.

Art. 35 Mesures d'intervention

¹ L'Etat peut ordonner l'enlèvement, aux frais du contrevenant ou de la contrevenante, de tout ouvrage, installation ou dépôt exécuté sans autorisation ainsi que la remise des lieux en l'état antérieur.

² Il peut ordonner, aux frais du ou de la propriétaire, la démolition ou la réparation d'ouvrages et installations désaffectés ou dont l'entretien défectueux risque de porter préjudice au cours d'eau.

³ Il peut également ordonner la suppression de dérivations partielles ou totales de cours d'eau qui ne sont plus utilisées à leurs fins, la remise en état des lieux et le rétablissement du cours d'eau, selon les nécessités, en son emplacement antérieur.

Art. 36 Extraction de matériaux du domaine public des eaux

¹ L'extraction de matériaux du domaine public des eaux est interdite.

² Elle peut toutefois être autorisée de manière temporaire et dans les limites du droit fédéral:

- a) lorsqu'elle est justifiée par un intérêt général majeur, notamment pour assurer un écoulement normal des eaux et la protection des terrains riverains, le maintien de bassins d'accumulation et la sauvegarde de nappes phréatiques exploitables;
- b) dans les cours d'eau, pour permettre aux collectivités publiques d'exécuter des travaux d'utilité publique.

SECTION 3

Ouvrages pour la navigation concessionnée

Art. 37 Obligation de construire et de conserver

¹ L'obligation de construire, de reconstruire et de conserver les ports et débarcadères utilisés par les bateaux d'une entreprise de navigation concessionnée incombe à la commune du lieu de situation du port.

- d) den Hang oder das Bett des Fliessgewässers zu befahren, es sei denn, dies sei für Ausbau- und Unterhaltsarbeiten unabdingbar;
- e) die Schifffahrt oder den freien Durchgang auf den öffentlichen Sachen durch Arbeiten oder sonst wie zu behindern.

Art. 35 Massnahmen

¹ Der Staat kann anordnen, dass Bauten, Anlagen und Lager, die ohne Bewilligung erstellt wurden, beseitigt werden und der ursprüngliche Zustand wiederhergestellt wird; die fehlbare Person trägt die entstehenden Kosten.

² Werden Bauten und Anlagen ihrem ursprünglichen Zweck entfremdet oder könnte ihr mangelhafter Unterhalt dem Wasserlauf schaden, so kann der Staat anordnen, dass sie auf Kosten der Eigentümerin oder des Eigentümers abgebrochen oder instand gesetzt werden.

³ Werden teilweise oder vollständige Umleitungen von Fliessgewässern nicht mehr zweckgemäss genutzt, so kann der Staat anordnen, dass sie aufgehoben und die Örtlichkeiten in Stand gestellt werden und dass der Wasserlauf nötigenfalls an seinem alten Ort wiederhergestellt wird.

Art. 36 Materialgewinnung aus öffentlichen Gewässern

¹ Die Materialgewinnung aus öffentlichen Gewässern ist untersagt.

² Sie kann jedoch im Rahmen des Bundesrechts für eine begrenzte Zeit bewilligt werden, wenn:

- a) sie durch ein höheres Allgemeininteresse gerechtfertigt ist, besonders um einen normalen Abfluss des Wassers, den Schutz des anliegenden Geländes und die Erhaltung von Staubecken und des nutzbaren Grundwassers zu sichern;
- b) einem Gemeinwesen die Möglichkeit gegeben werden soll, durch Entnahmen aus Fliessgewässern Arbeiten öffentlichen Interesses auszuführen.

3. ABSCHNITT

Bauwerke für die konzessionierte Schifffahrt

Art. 37 Bau- und Erhaltungspflicht

¹ Die Häfen und Anlegestellen, die von Schiffen eines konzessionierten Schifffahrtsunternehmens benützt werden, werden von der Standortgemeinde gebaut, instand gestellt und unterhalten.

² Les môles, digues, ouvrages et travaux destinés à assurer le maintien de la navigabilité des voies d'eau sont assimilés aux ports.

³ Les conventions intercantionales concernant la reconstruction et la conservation des ouvrages de la II^e correction des eaux du Jura sont réservées.

⁴ La législation fédérale sur la navigation intérieure est réservée.

CHAPITRE 5

Financement

SECTION 1

Protection des eaux et ressources en eau

Art. 38 Tâches cantonales

L'Etat finance les tâches de gestion des eaux au niveau cantonal, notamment:

- a) les études scientifiques, financières et techniques nécessaires à la gestion des eaux;
- b) les études nécessaires à la délimitation des périmètres de protection des eaux souterraines et les mesures qui en découlent;
- c) les études nécessaires à la délimitation des secteurs A_o et A_u et des aires d'alimentation Z_o et Z_u de la protection des eaux et la part cantonale des mesures qui en découlent;
- d) la surveillance de l'état des eaux superficielles et souterraines;
- e) les tâches d'information, de formation et de conseil.

Art. 39 Tâches du bassin versant

¹ Les communes du bassin versant financent les tâches suivantes:

- a) l'élaboration du plan directeur de bassin versant;
- b) la constitution des structures nécessaires à la gestion du plan directeur de bassin versant;
- c) la formation de personnel spécialisé chargé de la gestion des eaux (au niveau intercommunal, communal ou industriel);

² Die Molen, Dämme, Bauwerke und Arbeiten zur Sicherung der Schiffbarkeit der Wasserwege sind den Häfen gleichgestellt.

³ Die interkantonalen Vereinbarungen über die Erneuerung und die Erhaltung der Bauwerke der II. Juragewässerkorrektion bleiben vorbehalten.

⁴ Das Bundesrecht über die Binnenschifffahrt bleibt vorbehalten.

5. KAPITEL

Finanzierung

1. ABSCHNITT

Schutz der Gewässer und der Wasservorkommen

Art. 38 Aufgaben des Staats

Der Staat finanziert die kantonalen Aufgaben im Bereich der Gewässerbewirtschaftung. Dazu zählen insbesondere:

- a) die wissenschaftlichen, technischen und finanztechnischen Studien, die für die Gewässerbewirtschaftung nötig sind;
- b) die für die Festlegung der Grundwasserschutzareale erforderlichen Studien und die daraus abgeleiteten Massnahmen;
- c) die Studien, die für die Festlegung der Gewässerschutzbereiche A_o und A_u und der Zuströmbereiche Z_o und Z_u erforderlich sind, sowie die daraus abgeleiteten Massnahmen, für die der Staat zuständig ist;
- d) die Überwachung des Zustands der ober- und unterirdischen Gewässer;
- e) die Information, Schulung und Beratung.

Art. 39 Aufgaben des Einzugsgebiets

¹ Die Gemeinden des Einzugsgebiets finanzieren:

- a) die Ausarbeitung des Richtplans des Einzugsgebiets;
- b) den Aufbau der Strukturen, die für die Verwaltung des Richtplans des Einzugsgebiets nötig sind;
- c) die Schulung der Personen, die auf interkommunaler, kommunaler oder betrieblicher Ebene für die Gewässerbewirtschaftung verantwortlich sind;

d) les campagnes de mesures destinées à vérifier dans les eaux l'efficacité des mesures de protection réalisées selon le plan directeur de bassin versant.

² Elles peuvent créer à cet effet un fonds alimenté par une redevance maximale de 5 centimes par mètre cube d'eau consommée.

³ La redevance est prélevée auprès des consommateurs et consommatrices d'eau potable.

Art. 40 Taxes communales

a) Principe

¹ Les communes prélèvent des taxes auprès des propriétaires, des superficières ou des usufruitiers ou usufruitières des fonds bâtis ou non bâtis, en tenant compte équitablement de l'affectation des immeubles et des bâtiments ainsi que du type et de la quantité d'eaux usées produites.

² Les taxes communales couvrent les coûts des installations communales d'évacuation et d'épuration; pour les installations de ce type à caractère intercommunal, elles couvrent aussi la part qui incombe à la commune.

³ Les taxes sont les suivantes:

- a) taxe de raccordement et charge de préférence;
- b) taxe de base annuelle;
- c) taxe d'exploitation.

Art. 41 b) Taxe de raccordement et charge de préférence

¹ La taxe de raccordement sert à couvrir les coûts de construction des installations publiques d'évacuation et d'épuration des eaux existantes.

² Pour les fonds bâtis, la taxe est perçue en entier.

³ Pour des terrains en zone à bâtir partiellement construits et exploités à des fins agricoles, les communes peuvent calculer la taxe de raccordement des bâtiments faisant partie du domaine agricole en fonction d'une surface théorique, lorsque la prise en compte de l'ensemble du terrain constituerait une charge financière excessive.

⁴ Pour les fonds non construits mais raccordables, une charge de préférence, correspondant au maximum à 70% de la taxe de raccordement, est perçue.

d) die Messkampagnen, mit denen in Gewässern die Wirksamkeit der Massnahmen bestimmt wird, die gemäss dem Richtplan des Einzugsgebiets getroffen wurden.

² Hierfür können sie einen Fonds einrichten, der durch eine Abwasserabgabe von höchstens 5 Rappen pro Kubikmeter konsumiertes Wasser gespeist wird.

³ Die Abgabe wird bei den Trinkwasserverbraucherinnen und -verbrauchern eingezogen.

Art. 40 Gemeindegebühren

a) Grundsatz

¹ Die Gemeinden erheben bei den Eigentümerinnen und Eigentümern, den Inhaberinnen und Inhabern von Baurechten und den Nutzniesserinnen und Nutzniessern von bebauten und unbebauten Grundstücken Gebühren, wobei sie die Verwendung der Grundstücke und Gebäude sowie die Art und die Menge des erzeugten Abwassers angemessen berücksichtigen.

² Die Gemeindegebühren dienen dazu, die Kosten für die kommunalen Abwasseranlagen zu decken; ferner deckt er den Anteil der Gemeinde an den Kosten für interkommunale Anlagen dieser Art.

³ Es werden folgende Gebühren erhoben:

- a) Anschlussgebühr und Vorzugslast;
- b) jährliche Grundgebühr;
- c) Betriebsgebühr.

Art. 41 b) Anschlussgebühr und Vorzugslast

¹ Die Anschlussgebühr dient dazu, die Baukosten für bestehende öffentliche Abwasseranlagen zu decken.

² Bei bebauten Grundstücken wird der ganze Betrag erhoben.

³ Bei landwirtschaftlich genutzten Grundstücken in einer Bauzone, die teilweise überbaut sind, können die Gemeinden die Anschlussgebühr für die Gebäude, die zu einem landwirtschaftlichen Betrieb gehören, aufgrund einer theoretischen Fläche berechnen, sofern die Berücksichtigung des gesamten Grundstücks zu einer untragbaren Belastung führen würde.

⁴ Bei nicht überbauten, jedoch anschliessbaren Grundstücken wird eine Vorzugslast erhoben, die höchstens 70% der Anschlussgebühr beträgt.

Art. 42 c) Taxe de base annuelle

¹ La taxe de base annuelle sert à couvrir:

- a) les frais fixes (amortissement des dettes, intérêts) et ensuite le maintien de la valeur des installations d'évacuation et d'épuration des eaux;
- b) les coûts pour les installations d'évacuation et d'épuration des eaux (équipement de base) à réaliser selon le PGEE.

² Pour les installations d'évacuation et d'épuration des eaux existantes, elle est calculée en fonction de leur durée de vie et de leur valeur actuelle de remplacement fondées sur le PGEE.

³ Pour les installations d'évacuation et d'épuration des eaux à réaliser, elle est calculée sur la base de la planification prévue par le PGEE, de manière à permettre une couverture des coûts de construction.

⁴ Elle est destinée exclusivement à couvrir les charges prévues à l'alinéa 1 et correspond au moins à 60% de la somme des valeurs définies aux alinéas 2 et 3.

Art. 43 d) Taxe d'exploitation

La taxe d'exploitation sert au financement des frais d'exploitation et d'entretien des installations publiques d'évacuation et d'épuration des eaux.

Art. 44 Règlement

Les modalités de calcul et de perception de la redevance (art. 39 al. 2 et 3) et des taxes (art. 40 à 43) sont fixées dans le règlement communal (art. 9 al. 1 let. e).

SECTION 2

Aménagement des cours d'eau et des lacs

Art. 45 Coûts

¹ Le coût des études de base, au sens de l'article 27 OACE, est à la charge de l'Etat.

² Le coût des travaux d'aménagement, de réfection et d'entretien est à la charge de la commune concernée. Celle-ci peut demander une participation aux tiers concernés.

³ Le coût des travaux prévus à l'article 27 al. 3 et 4 est à la charge de ceux à qui en incombe l'exécution.

Art. 42 c) Jährliche Grundgebühr

¹ Die jährliche Grundgebühr dient der Finanzierung:

- a) der Fixkosten (Schuldentilgung und Zinsen) und der später anfallenden Kosten für den Werterhalt der Abwasseranlagen;
- b) der Kosten für die im GEP vorgesehenen Abwasseranlagen (Groberschliessung).

² Bei bestehenden Abwasseranlagen wird die Gebühr aufgrund ihrer Lebensdauer und des aktuellen Ersatzwertes gemäss GEP berechnet.

³ Für die Abwasseranlagen, die noch gebaut werden müssen, wird die Gebühr aufgrund der im GEP vorgesehenen Planung bestimmt; sie muss so festgelegt werden, dass die Baukosten gedeckt werden können.

⁴ Die Gebühr dient ausschliesslich der Finanzierung der Aufwendungen nach Absatz 1; die Beträge nach den Absätzen 2 und 3 müssen zu mindestens 60% gedeckt sein.

Art. 43 d) Betriebsgebühr

Die Betriebsgebühr dient dazu, den Betrieb und den Unterhalt der öffentlichen Abwasseranlagen zu finanzieren.

Art. 44 Reglement

Die Berechnung und die Erhebung der Abgabe (Art. 39 Abs. 2 und 3) und Gebühren (Art. 40–43) werden im Gemeindereglement (Art. 9 Abs. 1 Bst. e) festgelegt.

2. ABSCHNITT

Wasserbau an Fliessgewässern und Seen

Art. 45 Kosten

¹ Die Kosten der Grundlagenbeschaffung nach Artikel 27 WBV werden vom Staat getragen.

² Die Kosten der Ausbau-, Instandsetzungs- und Unterhaltsarbeiten gehen zu Lasten der betroffenen Gemeinde. Diese kann von den betroffenen Drittpersonen eine Beteiligung verlangen.

³ Die Kosten der Arbeiten nach Artikel 27 Abs. 3 und 4 werden von der Betreiberin oder vom Betreiber des künstlichen Sees getragen.

Art. 46 Participation de tiers

¹ Une participation financière peut être exigée d'un tiers lorsque des travaux d'aménagement, de réfection ou d'entretien:

- a) lui procurent un avantage particulier, ou
- b) sont nécessités ou rendus plus onéreux par la présence d'ouvrages ou d'installations à distance irrégulière d'un cours d'eau ou d'un lac, ou
- c) sont nécessités par une modification du régime d'écoulement résultant d'un terrain, d'une construction ou d'une installation.

² La procédure fixée aux articles 102 et 103 LATeC est applicable par analogie.

Art. 47 Subventions: principes

¹ Les travaux d'aménagement, de réfection et d'entretien prévus dans le plan directeur de bassin versant ou consécutifs aux forces de la nature peuvent être subventionnés. Le Conseil d'Etat règle les conditions de l'octroi et fixe les taux maximaux des subventions. La subvention comprend la part de l'Etat et les montants qu'il reçoit en vertu des conventions-programmes conclus avec la Confédération.

² Le montant total des subventions octroyées par des collectivités publiques pour un objet donné ne peut pas dépasser 80% des dépenses subventionnables, sous réserve de la législation spéciale et de l'article 23 al. 2 de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub).

³ Toute subvention est refusée si le coût des travaux d'aménagement ou de réfection, à l'exclusion des travaux de revitalisation et des mesures d'urgence, est disproportionné par rapport à la valeur des biens à protéger.

⁴ La compétence du Conseil d'Etat en matière de subvention est limitée à 500 000 francs par projet.

Art. 48 Subventions complémentaires

- a) en montagne ou lors de travaux d'améliorations foncières

Une subvention complémentaire peut être accordée pour les travaux d'aménagement et de réfection:

- a) lorsqu'ils concernent des torrents ou des cours d'eau en montagne;
- b) lorsque les terrains sont acquis et répartis dans le cadre d'un projet d'améliorations foncières.

Art. 46 Beteiligung von Drittpersonen

¹ Von einer Drittperson kann eine finanzielle Beteiligung verlangt werden, wenn die Ausbau-, Instandsetzungs- und Unterhaltsarbeiten:

- a) ihr einen besonderen Vorteil verschaffen, oder
- b) erforderlich oder teurer werden, weil sich Bauten oder Anlagen in einem ordnungswidrigen Abstand von einem Fliessgewässer oder See befinden, oder
- c) wegen einer Änderung der Abflussverhältnisse im Zusammenhang mit einem Grundstück, einer Baute oder einer Anlage erforderlich werden.

² Das in den Artikeln 102 und 103 RPBG festgelegte Verfahren gilt sinngemäss.

Art. 47 Subventionen: Grundsätze

¹ Die im Richtplan des Einzugsgebiets vorgesehenen oder als Folge von Naturgewalten notwendigen Ausbau-, Instandsetzungs- und Unterhaltsarbeiten können subventioniert werden. Der Staatsrat legt die Bedingungen für die Gewährung einer solchen Subvention sowie den Höchstsatz fest. Die Subvention umfasst den Anteil des Staats und die Beiträge, die der Staat im Rahmen der Programmvereinbarungen mit dem Bund erhält.

² Der Gesamtbetrag der von der öffentlichen Hand gewährten Beiträge für ein bestimmtes Objekt darf 80% der anrechenbaren Ausgaben nicht übersteigen. Die Spezialgesetzgebung und der Artikel 23 Abs. 2 des Subventionsgesetzes vom 17. November 1999 (SubG) bleiben vorbehalten.

³ Wenn die Kosten der Ausbau- und Instandsetzungsarbeiten im Verhältnis zu den Schutzgütern unverhältnismässig hoch sind, wird keine Subvention gewährt; die Revitalisierungsarbeiten und Notfallmassnahmen werden dabei nicht berücksichtigt.

⁴ Der Staatsrat kann über Beiträge bis 500 000 Franken je Projekt entscheiden.

Art. 48 Zusätzliche Subventionen

- a) Wild- und Gebirgsbäche sowie Bodenverbesserungsarbeiten

Für Ausbau- und Instandsetzungsarbeiten kann eine zusätzliche Subvention gewährt werden:

- a) bei Wild- oder Gebirgsbächen;
- b) beim Erwerb und Aufteilen von Grundstücken im Rahmen eines Bodenverbesserungsprojekts.

Art. 49 b) pour les travaux de revitalisation ou d'entretien

Une subvention complémentaire peut exceptionnellement être accordée:

- a) pour les travaux de revitalisation, lorsqu'ils sont prioritaires et prévus dans le plan directeur de bassin versant. Le taux est fixé selon leur intérêt écologique;
- b) pour les travaux d'entretien de cours d'eau naturels ou revitalisés, à condition qu'ils soient exécutés selon un plan d'entretien approuvé par le service compétent.

Art. 50 Coût minimal

Le coût minimal des travaux subventionnables est fixé par le règlement d'exécution.

Art. 51 Dépenses prises en considération

¹ Les dépenses à prendre en considération pour le calcul de la subvention sont notamment les coûts de l'étude de projet, de l'acquisition de terrain, de l'exécution des travaux, de la mensuration et du bornage.

² Les participations de tiers selon l'article 46 sont déduites du montant subventionnable.

Art. 52 Travaux urgents

¹ En cas de force majeure, le Conseil d'Etat peut octroyer une avance de fonds pour le financement des travaux urgents.

² Cette aide financière ne doit pas excéder le montant de la subvention cantonale prévisible.

SECTION 3

Ouvrages pour la navigation concessionnée

Art. 53 Coût

¹ Le coût des travaux des ouvrages pour la navigation concessionnée (art. 37) est à la charge de la commune.

² Lorsqu'un port ou débarcadère représente un avantage particulier pour d'autres communes ou des tiers, une participation financière peut être demandée. Cette participation est fixée selon le degré d'intérêt.

Art. 49 b) Revitalisierungs- und Unterhaltsarbeiten

Eine zusätzliche Subvention kann ausnahmsweise gewährt werden:

- a) für die im Richtplan des Einzugsgebiets vorgesehenen prioritären Revitalisierungsarbeiten; der Satz wird entsprechend der ökologischen Bedeutung der Arbeiten festgelegt;
- b) für Unterhaltsarbeiten an naturnahen oder revitalisierten Fliessgewässern, sofern diese Arbeiten gemäss einem von der zuständigen Dienststelle genehmigten Unterhaltsplan ausgeführt werden.

Art. 50 Mindestkosten

Die Mindestkosten der beitragsberechtigten Arbeiten werden durch das Ausführungsreglement festgesetzt.

Art. 51 Anrechenbare Kosten

¹ Die für die Berechnung der Subvention zu berücksichtigenden Ausgaben beinhalten insbesondere die Kosten für die Planungsarbeiten, den Erwerb von Grundstücken, die Ausführung der Arbeiten, die Vermessung und die Vermarkung.

² Die Beteiligungen Dritter nach Artikel 46 werden vom anrechenbaren Betrag abgezogen.

Art. 52 Dringliche Arbeiten

¹ In Fällen höherer Gewalt kann der Staatsrat für die Finanzierung der dringlichen Arbeiten einen Vorschuss gewähren.

² Der Vorschuss darf den voraussichtlichen Betrag der kantonalen Subvention nicht überschreiten.

3. ABSCHNITT

Bauwerke für die konzessionierte Schifffahrt

Art. 53 Kosten

¹ Die Erstellungskosten der Bauwerke für die konzessionierte Schifffahrt (Art. 37) werden von der Gemeinde getragen.

² Stellt ein Hafen oder ein Anlegeplatz für andere Gemeinden oder Dritte einen besonderen Vorteil dar, so kann eine finanzielle Beteiligung verlangt werden. Diese Beteiligung wird aufgrund der entstehenden Vorteile festgelegt.

Art. 54 Subvention

L'Etat peut subventionner les travaux de construction, de reconstruction et de réfection importante. Le taux est fixé par le règlement d'exécution.

CHAPITRE 6

Exécution

Art. 55 Frais d'intervention en cas d'atteinte nuisible aux eaux

¹ Les frais d'intervention résultant d'une atteinte nuisible (art. 59 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement) sont mis à la charge de celui ou celle qui a provoqué l'intervention (le perturbateur ou la perturbatrice).

² Lorsqu'il y a plusieurs perturbateurs ou perturbatrices, les frais sont répartis dans une proportion correspondant à la part de responsabilité de chacun ou chacune.

³ Lorsque le perturbateur ou la perturbatrice est inconnu-e ou insolvable, les frais sont pris en charge à parts égales par l'Etat et par la commune sur le territoire de laquelle l'atteinte a été causée.

⁴ La procédure d'avance de frais et de recouvrement est précisée dans le règlement d'exécution.

⁵ Les frais sont calculés sur la base du tarif fixé par le Conseil d'Etat.

Art. 56 Hypothèque légale

Les taxes, redevances, impôts, contributions et frais prévus par la présente loi ou par un règlement communal sont garantis par une hypothèque légale, sans inscription et de même rang, qui prime tous les gages immobiliers inscrits, conformément à l'article 324 ch. 5 de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg.

Art. 57 Emoluments

¹ Les autorisations, les mesures de contrôle, les analyses et les autres prestations prévues par la présente loi et ses dispositions d'exécution donnent lieu à la perception d'émoluments.

² Le tarif des émoluments cantonaux est fixé par le Conseil d'Etat et celui des émoluments communaux, par la commune.

Art. 54 Subventionen

Der Staat kann die Bau- und Erneuerungsarbeiten sowie umfangreiche Instandsetzungsarbeiten subventionieren. Der Beitragssatz wird durch das Ausführungsreglement festgesetzt.

6. KAPITEL

Vollzug

Art. 55 Interventionskosten im Fall einer nachteiligen Einwirkung auf die Gewässer

¹ Die Kosten für eine Massnahme, die wegen einer nachteiligen Einwirkung nötig wurde, werden von der Verursacherin oder vom Verursacher getragen (Art. 59 des Bundesgesetzes vom 7. Oktober 1983 über den Umweltschutz).

² Bei mehreren Verursacherinnen und Verursachern werden die Kosten im Verhältnis ihrer Verantwortung aufgeteilt.

³ Sind die Verursacherinnen und Verursacher unbekannt oder zahlungsunfähig, so werden die Kosten je zur Hälfte vom Staat und von der Gemeinde getragen, auf deren Gebiet der Schaden verursacht wurde.

⁴ Das Vorschuss- und Inkassoverfahren wird im Ausführungsreglement näher geregelt.

⁵ Die Kosten werden auf der Basis des vom Staatsrat festgelegten Tarifs berechnet.

Art. 56 Gesetzliches Grundpfandrecht

Die in diesem Gesetz oder einem Gemeindereglement vorgesehenen Gebühren, Abgaben, Steuern, Beiträge und Kosten sind durch ein gesetzliches Grundpfandrecht sichergestellt. Diese Pfandrechte werden nicht eingetragen, sind unter sich im selben Rang und gehen allen eingetragenen Grundpfandrechten gemäss Artikel 324 Ziff. 5 des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg vor.

Art. 57 Gebühren

¹ Für die Bewilligungen, Kontrollen, Analysen und übrigen Leistungen, die in diesem Gesetz und in den entsprechenden Ausführungsbestimmungen vorgesehen sind, werden Gebühren erhoben.

² Die Höhe der kantonalen Gebühren wird vom Staatsrat festgelegt, diejenige der Gemeindegebühren von der Gemeinde.

Art. 58 Accès aux données

¹ Les données personnelles nécessaires à la mise en œuvre de la présente loi doivent être rendues accessibles au service compétent. Si ces données sont traitées par système informatique, elles peuvent être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel électronique.

² Le règlement d'exécution précise notamment les données accessibles ainsi que les instances chargées de leur transmission.

Art. 59 Expropriation

Sont reconnus cas d'utilité publique au sens de la loi sur l'expropriation:

- a) les installations et les équipements servant à la protection, à l'évacuation et à l'épuration des eaux;
- b) les périmètres et les zones de protection des eaux souterraines ainsi que les secteurs de protection des eaux particulièrement menacés;
- c) l'aménagement et la revitalisation de cours d'eau.

Art. 60 Règlement d'exécution

¹ Le règlement d'exécution fixe les prescriptions nécessaires à l'application de la présente loi et de la législation fédérale.

² Il peut prescrire l'application de normes, directives ou recommandations édictées en matière de protection et d'aménagement des eaux par des organismes spécialisés tels que:

- a) l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA);
- b) la Société suisse des ingénieurs et architectes (SIA).

³ Il peut déléguer l'édition de directives ou recommandations au service compétent.

CHAPITRE 7

Dispositions pénales

Art. 61

¹ Sera puni-e de l'amende celui ou celle qui:

- a) contrevient aux prescriptions des plans et règlements des zones de protection des eaux souterraines (art. 17);

Art. 58 Zugang zu Daten

¹ Die für den Vollzug dieses Gesetzes notwendigen Personendaten werden der zuständigen Dienststelle zur Verfügung gestellt. Werden diese Daten elektronisch verarbeitet, so können sie über ein elektronisches Abrufverfahren zur Verfügung gestellt werden.

² Im Ausführungsreglement wird festgelegt, welche Daten zur Verfügung gestellt und welche Instanzen mit der Übermittlung beauftragt werden.

Art. 59 Enteignung

Folgende Werke und Massnahmen entsprechen einem öffentlichen Interesse im Sinne des Gesetzes über die Enteignung:

- a) die Anlagen und Einrichtungen, die dem Gewässerschutz, der Ableitung oder der Reinigung des Abwassers dienen;
- b) die Grundwasserschutzareale und -zonen sowie die besonders gefährdeten Gewässerschutzbereiche;
- c) der Ausbau und die Revitalisierung von Fliessgewässern.

Art. 60 Ausführungsreglement

¹ Das Ausführungsreglement legt die Vorschriften fest, die für die Umsetzung dieses Gesetzes und des Bundesrechts notwendig sind.

² Es kann die Anwendung bestimmter Normen, Richtlinien und Empfehlungen vorschreiben, die den Schutz und den Ausbau von Gewässern betreffen und von Fachorganen verfasst wurden. Zu diesen Fachorganen gehören namentlich:

- a) der Verband Schweizerischer Abwasser- und Gewässerschutzfachleute (VSA);
- b) der Schweizerische Ingenieur- und Architektenverein (SIA).

³ Es kann die Ausarbeitung von Richtlinien und Empfehlungen der zuständigen Dienststelle übertragen.

7. KAPITEL

Strafbestimmungen

Art. 61

¹ Mit Busse wird bestraft, wer:

- a) den in den Plänen und Reglementen der Grundwasserschutzzonen festgelegten Bestimmungen zuwiderhandelt (Art. 17);

- b) n'exécute pas les travaux relatifs aux rives des lacs artificiels (art. 27 al. 3);
- c) n'exécute pas les travaux nécessités par la présence d'ouvrages ou installations sur les cours d'eau et les lacs (art. 27 al. 4);
- d) enfreint les interdictions de police (art. 34);
- e) enfreint l'interdiction d'extraire des matériaux du domaine public des eaux (art. 36 al. 1);
- f) contrevient à une décision d'application de la présente loi, à lui ou à elle communiquée sous commination des peines prévues par le présent article.

² La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi d'organisation judiciaire et au code de procédure pénale.

³ Les dispositions pénales fédérales sont réservées.

CHAPITRE 8

Dispositions transitoires et finales

Art. 62 Délais

¹ La planification cantonale (art. 3) est établie dans le délai de quatre ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi. Dans le même délai, les communes se groupent conformément à l'article 9 al. 2.

² Le plan directeur de bassin versant (art. 4) doit être mis en consultation dans le délai de cinq ans dès l'approbation de la planification cantonale.

³ Les règlements communaux (art. 9 al. 1 let. e) sont établis dans le délai de trois ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

⁴ Le PGEE (art. 12) doit être établi dans le délai de deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

⁵ Le plan et le règlement des zones de protection des eaux souterraines (art. 17) doivent être établis dans le délai de trois ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi. Passé ce délai, la Direction les établit aux frais du détenteur ou de la détentrice.

Art. 63 Subventions

¹ Seuls sont subventionnés par l'Etat les plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) et les installations d'évacuation et d'épuration des eaux subventionnées par la Confédération.

- b) die Arbeiten an Ufern von künstlichen Seen nicht ausführt (Art. 27 Abs. 3);
- c) die Arbeiten, die infolge von Bauten oder Anlagen an Fliessgewässern oder Seen nötig sind, nicht ausführt (Art. 27 Abs. 4);
- d) gegen Verbote der Wasserbaupolizei verstösst (Art. 34);
- e) gegen das Verbot der Materialgewinnung aus öffentlichen Gewässern verstösst (Art. 36 Abs. 1);
- f) einer Verfügung, in der er oder sie unter Hinweis auf die Strafandrohung dieses Artikels zur Umsetzung dieses Gesetzes aufgefordert wird, zuwiderhandelt.

² Zuwiderhandlungen werden nach den Bestimmungen des Gesetzes über die Gerichtsorganisation und der Strafprozessordnung verfolgt und beurteilt.

³ Die Strafbestimmungen des Bundesrechts bleiben vorbehalten.

8. KAPITEL

Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 62 Fristen

¹ Die kantonale Planung (Art. 3) muss innert 4 Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes erstellt werden; innerhalb derselben Frist müssen sich die Gemeinden gemäss Artikel 9 Abs. 2 zusammenschliessen.

² Der Richtplan des Einzugsgebiets (Art. 4) muss innert 5 Jahren nach der Genehmigung der kantonalen Planung in die Vernehmlassung gegeben werden.

³ Das Gemeindereglement (Art. 9 Abs. 1 Bst. e) muss innert 3 Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes erstellt werden.

⁴ Der GEP (Art. 12) muss innert 2 Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes erstellt werden.

⁵ Der Plan und das Reglement der Grundwasserschutzzonen (Art. 17) müssen innert 3 Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes erstellt werden. Im Unterlassungsfall lässt die Direktion diese Arbeiten auf Kosten der Inhaberin oder des Inhabers ausführen.

Art. 63 Subventionen

¹ Anspruch auf staatliche Subventionen geben nur die generellen Entwässerungspläne (GEP) sowie die vom Bund subventionierten Abwasseranlagen.

² Le taux de subvention est celui qui était en vigueur à la date du dépôt de la demande de subvention fédérale.

³ Les décisions de subventionnement des projets d'aménagement des cours d'eau prises sous l'ancien droit restent valables; cependant, les travaux doivent se terminer dans les délais fixés par la décision.

Art. 64 Entreprises d'endiguement

¹ Les entreprises d'endiguement au sens de l'ancien droit doivent être dissoutes. Leurs droits et obligations sont repris par les communes concernées.

² Les entreprises d'endiguement qui mènent d'importants travaux d'aménagement seront dissoutes au terme de ces travaux.

³ Dans tous les cas, les entreprises d'endiguement sont dissoutes de plein droit dix ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

⁴ Les communes peuvent reprendre ces tâches dans le cadre d'une association intercommunale lorsque l'entreprise d'endiguement concernait un périmètre intercommunal. Le tableau des taux de contributions de l'entreprise d'endiguement reste valable pour l'association intercommunale. Le règlement fixe les modalités concernant les contributions des propriétaires.

Art. 65 Modifications

a) Application du code civil

La loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1) est modifiée comme il suit:

Art. 288 al. 2

² Il peut être dérogé à cette prescription pour de justes motifs en vertu d'une autorisation de la Direction chargée de l'aménagement des cours d'eau.

Art. 66 b) Aménagement du territoire et constructions

La loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC) (RSF 710.1) est modifiée comme il suit:

Art. 116, 2^e tiret

Supprimer le deuxième tiret: «– installations pour l'évacuation et l'épuration des eaux».

² Stichtag für die Bestimmung des Beitragssatzes ist der Tag, an dem das Gesuch um eine Bundessubvention eingereicht wurde.

³ Die Beitragsverfügungen für Wasserbauprojekte, die nach altem Recht getroffen wurden, bleiben gültig, doch müssen die Bauarbeiten innerhalb der Frist beendet werden, die in der Verfügung festgelegt ist.

Art. 64 Wasserbauunternehmen

¹ Die nach bisherigem Recht bestehenden Wasserbauunternehmen müssen aufgelöst werden. Ihre Rechte und Pflichten werden von den betroffenen Gemeinden übernommen.

² Wasserbauunternehmen, die wichtige Wasserbauarbeiten durchführen, werden nach Abschluss dieser Arbeiten aufgelöst.

³ In jedem Fall werden die Wasserbauunternehmen 10 Jahre nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes aufgelöst.

⁴ Die Gemeinden können diese Aufgaben im Rahmen eines Gemeindeverbands übernehmen, wenn das Wasserbauunternehmen für ein gemeindeübergreifendes Gebiet zuständig war. Die Tabelle der Beitragssätze des Wasserbauunternehmens bleibt auch für den Gemeindeverband gültig. Das Reglement regelt die Beiträge der Eigentümerschaft.

Art. 65 Änderung bisherigen Rechts

a) Anwendung des Zivilgesetzbuchs

Das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1) wird wie folgt geändert:

Art. 288 Abs. 2

² Die für den Wasserbau zuständige Direktion kann aus wichtigen Gründen Abweichungen von dieser Vorschrift bewilligen.

Art. 66 b) Raumplanung und Bauwesen

Das Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008 (RPBG) (SGF 710.1) wird wie folgt geändert:

Art. 116, 2. Strich

Streichung des zweiten Strichs: «– Anlagen für die Ableitung und Reinigung des Abwassers».

Art. 67 c) Domaine public

La loi du 4 février 1972 sur le domaine public (RSF 750.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 3

³ Est réservée la législation spéciale, en particulier la loi sur les routes, la loi sur les eaux et les lois relatives... (*suite inchangée*).

Art. 12 al. 3 (nouveau)

³ Les zones alluviales d'importance nationale font également partie du domaine public cantonal, même si elles s'étendent au-delà de la ligne définie à l'alinéa 2.

Art. 21 II. Compétence et procédure
1. Autorités compétentes

¹ Les concessions et les autorisations relatives au domaine public cantonal sont accordées par la Direction responsable de celui-ci (ci-après: la Direction).

² Les concessions et les autorisations relatives au domaine public communal sont accordées par le conseil communal.

Art. 23 al. 1, 2, 3 et 4

¹ La demande de concession est mise à l'enquête publique durant trente jours par publication dans la Feuille officielle et par dépôt au secrétariat communal.

² La demande d'autorisation fait l'objet d'une enquête restreinte durant quatorze jours; les intéressés en sont avisés par lettre recommandée. La demande d'autorisation pour l'arrosage ou pour le passage de conduites, de canalisations ou de lignes de réseau est toutefois dispensée d'enquête.

³ *Abrogé*

⁴ Pendant le délai d'enquête, tout intéressé peut faire opposition par dépôt d'un mémoire motivé au secrétariat communal.

Art. 67 c) Öffentliche Sachen

Das Gesetz vom 4. Februar 1972 über die öffentlichen Sachen (SGF 750.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 3

³ Vorbehalten bleibt die Spezialgesetzgebung, namentlich das Strassen-gesetz, das Gewässergesetz sowie die Gesetze... (*Rest unverändert*).

Art. 12 Abs. 3 (neu)

³ Die Auengebiete nationaler Bedeutung gehören ebenfalls zu den kantonalen öffentlichen Sachen, selbst wenn sie die Grenzen nach Absatz 2 überschreiten.

Art. 21 II. Zuständigkeit und Verfahren
1. Zuständige Behörden

¹ Die für die kantonalen öffentlichen Sachen zuständige Direktion (die Direktion) erteilt die entsprechenden Konzessionen und Bewilligungen.

² Der Gemeinderat erteilt die Konzessionen und die Bewilligungen für die öffentlichen Sachen der Gemeinde.

Art. 23 Abs. 1, 2, 3 und 4

¹ Das Konzessionsgesuch wird durch Veröffentlichung im Amtsblatt und bei der Gemeindeverwaltung während dreissig Tagen öffentlich aufgelegt.

² Das Bewilligungsgesuch unterliegt einer beschränkten Auflage von vierzehn Tagen; die Betroffenen werden davon durch eingeschriebenen Brief in Kenntnis gesetzt. Gesuche für die Wasserentnahme zu Bewässerungszwecken sowie für die Verlegung von Leitungen, Kanalisationen oder Kabeln sind von der Auflage befreit.

³ *Aufgehoben*

⁴ Während der Auflagefrist können Betroffene mit einer begründeten Eingabe bei der Gemeindeverwaltung Einsprache erheben.

Art. 24 al. 2 let. e (nouvelle)

[² Elle [*l'autorité*] peut écarter la demande, ajourner sa décision, imposer des conditions, exiger des garanties, en particulier lorsque la concession ou l'autorisation sont susceptibles de porter atteinte:]

- e) aux eaux superficielles ou souterraines, notamment aux principes de protection des ressources en eau et de prélèvements d'eaux publiques définis à l'article 10 de la loi sur les eaux.

Art. 41 II. Lacs, eaux courantes et sources
1. Prélèvement

¹ Le prélèvement d'eau est soumis à autorisation.

² Le prélèvement durable au moyen d'installations fixes pour l'alimentation en eau potable est soumis à concession.

Art. 42 à 45

Abrogés

Art. 46 titre médian

2. Canal

- a) Présomption de propriété

Art. 48 titre médian

3. Rapports entre intéressés

Art. 49 et 50

Abrogés

Art. 52 al. 1

¹ Les travaux de recherche d'eaux souterraines ne peuvent être entrepris sans l'autorisation préalable de la Direction.

Art. 57 V. Prélèvement sans droit

La Direction interdit tout prélèvement effectué sans droit et prend les mesures appropriées.

Art. 24 Abs. 2 Bst. e (neu)

[² Sie [*die Behörde*] kann die Einsprache ablehnen, den Entscheid aufschieben, Bedingungen auferlegen, Sicherheiten fordern, namentlich dann, wenn die Konzession oder die Bewilligung schädliche Auswirkungen haben könnte für:]

- e) die ober- und unterirdischen Gewässer, insbesondere wenn sie den in Artikel 10 des Gewässergesetzes festgelegten Grundsätzen (Schutz der Wasservorkommen und Wasserentnahmen aus öffentlichen Gewässern) zuwiderlaufen könnte.

Art. 41 II. Seen, fließende Gewässer und Quellen
1. Wasserentnahme

¹ Wasser darf nur mit einer Bewilligung entnommen werden.

² Für die dauernde Entnahme mit Hilfe von festen Anlagen für die Trinkwasserversorgung ist eine Konzession nötig.

Art. 42–45

Aufgehoben

Art. 46 Artikelüberschrift

2. Kanal

- a) Eigentumsvermutung

Art. 48 Artikelüberschrift

3. Beziehungen zwischen den Beteiligten

Art. 49 und 50

Aufgehoben

Art. 52 Abs. 1

¹ Ohne vorherige Bewilligung der Direktion dürfen keine Sondierungen nach Grundwasservorkommen vorgenommen werden.

Art. 57 V. Unbefugte Entnahmen

Die Direktion untersagt jede unbefugte Entnahme und trifft die nötigen Vorkehrungen.

Art. 68 d) Pêche

La loi du 15 mai 1979 sur la pêche (RSF 923.1) est modifiée comme il suit:

Art. 37 al. 3

Abrogé

Art. 69 Abrogations

Sont abrogés:

- a) la loi du 22 mai 1974 d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution (RSF 812.1);
- b) la loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1);
- c) le décret du 4 novembre 1976 relatif à l'application de l'article 42 de la loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.14).

Art. 70 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 68 d) Fischerei

Das Gesetz vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (SGF 923.1) wird wie folgt geändert:

Art. 37 Abs. 3

Aufgehoben

Art. 69 Aufhebung bisherigen Rechts

Folgende Erlasse werden aufgehoben:

- a) das Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung (SGF 812.1);
- b) das Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1);
- c) das Dekret vom 4. November 1976 über die Anwendung von Artikel 42 des Gesetzes vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.14).

Art. 70 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.